



# **CAMBRÉSIS**

## **TERRE D'HISTOIRE**



Edit. Dherbécourt

***LES MOULINS DE THUN-L'ÉVÊQUE***

***LES INDUSTRIES DU CAMBRÉSIS***  
***(Première partie : L'industrie sucrière)***

***NOS VILLAGES MÉCONNUS : FRESSIES***  
***(Troisième partie : De 1789 à nos jours)***

***LA SECONDE GUERRE MONDIALE A MARCOING***  
***(Cinquième partie : Quatre longues années d'occupation (1940-1944))***

***UN PAILLENCOURTOIS APPELÉ EN ALGÉRIE (1954-1956)***  
***(Seconde partie)***

## ÉDITORIAL

Chère lectrice,

Nous avons le plaisir de vous informer que l'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" d'après discussion l'un des membres.

L'association a été créée par l'un de nos membres à savoir Marcelle Fugère (MAM) et elle a pour but de promouvoir et protéger le patrimoine historique et culturel du Cambrésis. Elle organise des publications, calendrier des expositions et conférences, conférences et sorties les weekends. Pour en savoir plus sur l'association, contactez-nous à l'adresse suivante : [cambresis-terre-histoire@citeweb.net](mailto:cambresis-terre-histoire@citeweb.net)

# CAMBRÉSIS TERRE D'HISTOIRE

Une revue de l'histoire locale du Cambrésis. Elle est publiée par l'Association "Cambrésis Terre d'Histoire". Elle est destinée à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire locale du Cambrésis. Elle est publiée trimestriellement.

Dans les derniers numéros de l'ouvrage, nous explorons le retour de la prospérité et grâce à cette vingtaine d'années "Cambrésis Terre d'Histoire", découvrons ensemble quelques aspects de cette histoire industrielle de notre région.

Mais cela, en fait, nous nous d'abord de "Terre d'Histoire", à Thun-L'Évêque plus précisément. Nous sommes très fiers de participer de cette manière à la vie de notre région. Nous sommes très fiers de participer de cette manière à la vie de notre région. Nous sommes très fiers de participer de cette manière à la vie de notre région.

**MAI 2000**  
**Numéro 27**

Chaque numéro de la revue est consacré à un thème particulier. Ce thème est choisi par le comité de rédaction. Les articles sont écrits par des auteurs locaux. Les illustrations sont réalisées par des artistes locaux. Les photos sont prises par des photographes locaux.

Une nouvelle lecture à tous...

Revue éditée par l'Association "**Cambrésis Terre d'Histoire**".

Siège social : Mairie de Les Rues des Vignes  
Adresse postale : Boîte Postale 18 - 59258 Crèvecœur-sur-l'Escaut  
Adresse e-mail : [cambresis-terre-histoire@citeweb.net](mailto:cambresis-terre-histoire@citeweb.net)

Copyright "Cambrésis Terre d'Histoire" (Reproduction et utilisation des textes et documents interdites sans autorisation préalable de l'éditeur).

Directeur de la Publication : Nicolas DHENNIN. Dépôt légal Mai 2000.  
ISSN : 1148-2591.

**Abonnement à la revue** : 90,00 francs (3 numéros par an). Frais de port gratuits.  
**Cotisation annuelle** : 70,00 francs.

Première de couverture : Le moulin et les bords de l'Escaut à Thun-L'Évêque (Édition Dherbécourt) (Collection Gérard VINCENT).

Revue imprimée à 500 exemplaires par **JMG Imprimeurs** - 59540 CAUDRY.

## LES MOULINS DE THUN-L'ÉVÊQUE

Par Pierre MOLLET

### ÉDITORIAL

Thun-L'Évêque, ville communale située sur la rive gauche de l'Escaut, est probablement le village du Cambrésis qui a traversé l'histoire, a connu les types de moulins les plus variés.

Chers lecteurs,

Nous avons le plaisir de vous informer que l'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" dispose désormais d'un site Internet.

L'adresse de ce site qui a été entièrement créé par l'un de nos membres à savoir Monsieur Raphaël WIART est <http://cambrésis-terre-histoire.ctw.net>. Vous pourrez y trouver tous renseignements concernant notre Association : inventaire des publications, calendrier des expositions et conférences, informations et courrier des lecteurs,... (notre adresse e-mail est [cambrésis-terre-histoire@citeweb.net](mailto:cambrésis-terre-histoire@citeweb.net)).

Très tôt dans le temps, le Cambrésis bénéficia d'une grande renommée en raison de la richesse de son terroir agricole et du caractère florissant de ses industries. Cependant, les Première et Seconde Guerres mondiales anéantirent les efforts menés depuis des siècles et une crise économique sans précédent fit disparaître les derniers fleurons de notre économie.

Dans les derniers mois du vingtième siècle, osons espérer le retour de la prospérité et grâce à cette vingt-septième revue "Cambrésis Terre d'Histoire", découvrons ensemble quelques aspects de cette histoire industrielle de notre arrondissement...

Pour cela, arrêtons nous tout d'abord au "pays des moulins", à Thun-L'Évêque plus exactement, pour illustrer huit siècles de meunerie en tous genres. Rappelons nous ensuite des 41 communes de notre arrondissement betteravier qui furent depuis 1826 concernées par l'industrie sucrière et enfin terminons ensemble la découverte du village de Fressies qui était renommé au début du siècle dernier pour le travail et la commercialisation du lin et qui participa ensuite à la Révolution Industrielle grâce à la proximité du canal de la Sensée...

Clôturons ce sommaire déjà bien alléchant par deux articles qui, si l'on en croit votre abondant courrier, ont suscité un enthousiasme et toute votre attention, nous voulons parler de la cinquième partie de notre histoire de la Seconde Guerre mondiale à Marcoing et de la seconde et dernière partie de l'évocation du parcours d'un appelé pailencourtois en Algérie.

Une agréable lecture à tous...

#### LES MOULINS DE THUN-L'ÉVÊQUE

Par Pierre MOLLET

Pages 3 à 13

#### LES INDUSTRIES DU CAMBRÉSIS

(Première partie : L'industrie sucrière).

Par Gérard VINCENT

Pages 14 à 21

#### NOS VILLAGES MÉCONNUS : FRESSIES

(Troisième partie : De 1789 à nos jours).

Par Arnaud GABET, Renée DEHAYE et Christiane ROGÉ

Pages 22 à 35

#### LA SECONDE GUERRE MONDIALE A MARCOING

(Cinquième partie : Quatre longues années d'occupation (1940-1944)).

Par Daniel DEBUT

Pages 36 à 46

#### UN PAILLENCOURTOIS APPELÉ EN ALGÉRIE (1954-1956) (Seconde partie)

Par Camille DENIMAL

Pages 47 à 57

#### LE COURRIER DES LECTEURS

Pages 58 à 60

#### LES INFORMATIONS ET PUBLICATIONS DE L'ASSOCIATION

Pages 61 à 64

## LES MOULINS DE THUN-L'ÉVÊQUE

Par Pierre MOLLET

Thun-L'Évêque, jolie commune située sur la rive gauche de l'Escaut, est probablement le village du Cambrésis, qui à travers l'histoire, a connu les types de moulin les plus variés.

Du moulin à broyer les plantes tinctoriales, au moulin à moudre le blé, à l'usine de pâtes alimentaires en passant par le moulin à moutarde ou le tordoir à huile, Thun-L'Évêque a tout connu...

C'est cette longue histoire de la meunerie attestée depuis le XII<sup>ème</sup> siècle et terminée en 1995 que nous nous proposons de vous raconter dans l'article qui suit.

### Le Moyen-Age et l'Ancien Régime

Une charte de 1170, qui est un compromis entre l'abbaye de Saint-Aubert de Cambrai et le curé de Thun-L'Évêque au sujet de la perception des dîmes, fait état de plantes tinctoriales telles que la waide (ou pastel).

Or, l'on sait qu'au Moyen-Age, cette plante qui servait à produire une teinture bleue était broyée dans quelques moulins du Cambrésis grâce à la force motrice de l'Escaut. Était-elle broyée entre autres dans un moulin de Thun-L'Évêque ?... (LE GLAY, Glossaire topographique de l'Ancien Cambrésis, page 57).

De façon plus certaine, un document nous atteste la présence de moulins à eau sur la paroisse de Thun-L'Évêque dès le commencement du XIII<sup>ème</sup> siècle.

En août 1223, l'évêque de Cambrai Jean de BÉTHUNE ayant fondé deux chapelles dans l'Église Cathédrale de Cambrai, le Chapitre attribua par lettres à leur entretien environ 12 mencauds de blé à prendre sur les moulins de Thun-L'Évêque (BRUYELLE, Notes historiques, statistiques et géologiques sur l'arrondissement de Cambrai, page 595).

De tous temps, nous dit Achille DURIEUX (M.S.E.C., tome 32, 1<sup>ère</sup> partie), l'Escaut fit l'objet de soins constants de la part de l'administration communale.

Il était très courant que des délégations des "États Généraux du Cambrésis" effectuent "une visitation" du cours de l'Escaut et de ses moulins. Ces visitations avaient pour objet de vérifier si rien n'obstruait le cours d'eau et si les moulins fonctionnaient normalement.

Voici quelques-uns des procès verbaux de "visitation du moulin de Thun-L'Évêque" :

12 août 1556 : "La sceullière (fond de l'écluse sur lequel porte la vanne) contient 39 pieds de long, les pentilles entre deux eswilles (chevilles) dix pieds, et les ventelles en nombre de sept, portent quatre pieds quatre pouces de hauteur ; iceux ouvriers disent qu'il est besoing à raison que ladite sceullière est assize trop haulte et que les eaues ne s'essuent point, de faire deux ventaux fonssier de trois pieds plus bas que la solle qui y est à présent, afin de essuer (les faire couler complètement), les eaues et nettoyer le fond et quant aux aultres ventelles sont de bonne pochision et hauteur convenable"...

28 mars 1562 : "Le vingt-huictième jour du mois de mars de l'an mil-cinq-cent-soixante deux (1562) avant Pasques, à l'ordonnance de Monsigneur le Révérendissime et de Messieurs les députez des Estats" se transportèrent au moulin de Thun-L'Évêque le meunier de Marcoing, les "mesureurs sermentés", les chanoines de Saint-Géry, le bailli et les quatre hommes de fiefs.

"Après avoir visité la rivière, les ouvriers ont déclaré que en plusieurs endroitz de laditte rivière jusqu'à Thun, il y a plusieurs halots (saules ététés) et atarge (obstacles) du courant, à raison de quoy la rivière ne peult avoir son cours. Item les ventelles de la seuyère du moulin de Thun (fond de l'écluse sur lequel porte la vanne) ont toutes sept, quatre pieds, quatre pouces (pouces) de hauteur.

Item ont déclaré lesdicts visiteurs comme at fait les mosniers de Thun et d'Erre que le moulin de Bouchain ne peut nuire, ny aider le molin de Thun, ny cestuy d'Erre à raison de la la grande distance de l'ung à l'autre".

15 avril 1619 : Suite à une "visitation", la veuve BLONDEAU (née Michelle FACON), fermière du moulin et tordoir de Thun-L'Évêque, est tenue à quelques travaux...

27 août 1633 : "Le moulin, maison et usine à eau de Thun-L'Évêque est baillé pour 27 ans au sieur Philippe POUILLAUDE, bourgeois de Cambrai (déjà meunier du moulin du Plat Farnière, à Cambrai) et à la veuve de Jérémy

*BLONDEAU contre 30 muids de blé par an et 4 mencauds de blé en nature".*

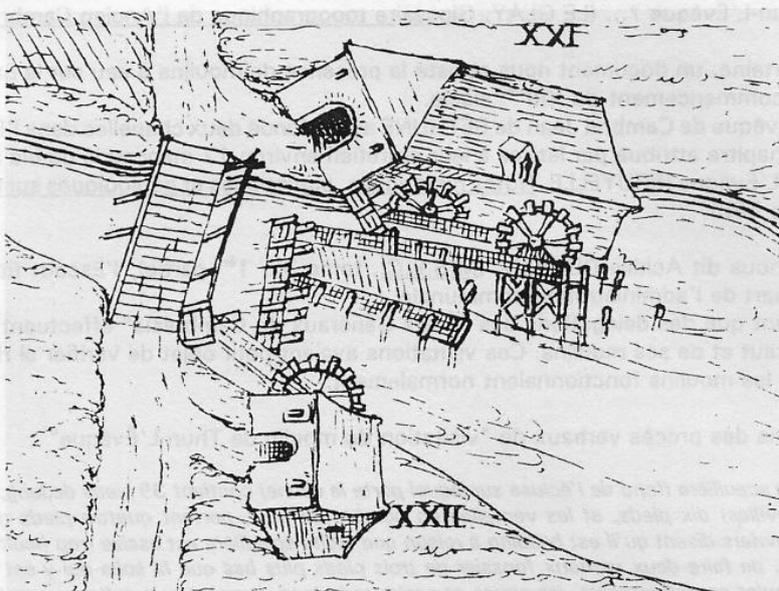
Le seigneur de Thun-Saint-Martin ayant fait ériger un moulin faisant concurrence à celui de Thun-L'Évêque, l'Archevêque de Cambrai François VANDERBURCH exige à POUILLAUDE de faire bâtir et ériger à ses frais un second moulin-tordoir à Thun-L'Évêque de 24 pieds de longueur et de 22 pieds de largeur de l'autre côté de la rivière. Pour ce dernier, 100 florins carolus et un porc gras sont exigés... Il ne fut probablement pas bâti immédiatement, puisque la même demande figure dans le bail du 25 avril 1640.

Le même POUILLAUDE se plaint du fait que les habitants d'Estrun, Paillencourt et Eswars vont moudre leur grain dans des "moulins étrangers" alors qu'ils doivent le moudre dans celui de Thun en vertu de la banalité de l'Archevêque.

1641 : Ordonnance de Messieurs du Vicariat pour que Philippe POUILLAUDE, fermier du moulin, fasse remettre les six vantaux à la position et hauteur qu'ils doivent avoir suivant la visite de l'an 1566 qui est de 4 pieds, 4 pouces. "Le moulin est privé de ses vannes. Les "estanches" au-devant du moulin de Thun-L'Évêque sont donc refaites pour retenir l'eau et faire un canal pour destourner et escouler lesdites eaues, ce fait il a été recognu qu'il y avait des trous dans la mase de la machonnerie des ventelles dudit moulin (de) telles sorte que les eaues couloient et se perdoient par dessous ladite mase. Les maçons Augustin DONEL et Aimé BAUDRELICQUE les "racommodent au lieu qu'il leur a été possible avecq des briques et du mortier à thieulle".

1651 : Une "fausse rivière" est faite pour détourner les eaux et pouvoir travailler à ladite ventellerie. Dans le devis des travaux, on mentionne "Pierre MARTIN, soldat espagnol de la citadelle de Cambrai qui servit de sauvgarde pour des bois et matières premières préposées pour les ouvrages de la ventellerie".

1<sup>er</sup> décembre 1661 : L'"usine à l'eau de Thun-L'Évêque" est baillée pour le terme de 18 ans à Philippe POUILLAUDE l'Ainé contre 25 muids de blé par an.



*Il existe une vue cavalière des moulins de l'Escaut depuis Marcoing jusqu'à Thun-L'Évêque, probablement réalisée en 1656. Les proportions et la perspective ne sont pas respectées, on peut toutefois imaginer que le moulin de Thun-L'Évêque (XXI) et le vieux tordoir de Thun-L'Évesque (XXII) ici représentés sont "ressemblants" aux moulins qui existaient effectivement...*

*La légende du document signale que la distance entre les moulins d'Erre et ceux de Thun-L'Évêque était de 20.000 pieds (c'est à dire 6,6 kilomètres).*

Voici ce que dit le texte de la "visitation" du moulin du 24 mai 1674 : " La sceullière du moulin a de longueur 36 pieds, 6 pouces et demie, les ventelles au nombre de six ayants de haulteur 4 pieds et demye, demy poulce moins, au lieu de la septième y ayant un tordoir laquelle est de cinq pieds, trois poulces de hauteur.

*Item 6 ventelles savoir la première du costé de Thun-Saint-Martin, deuxième et troisième de cinq pieds et demy et celle au lieu du tordoir trois pieds et demi.*

*Les pentilles entre deux solles ont de longueur 10 pieds 6 pouces et demi de largeur un pied.*

*Au lieu d'un estan entre la ventelle molleresse du moulin et celle du nouveau tordoir, il y a deux estaus et une asselle jonct de deux pieds, deux poulces et moins de largeur.*

*Depuis le dessus de la solle jusqu'à la marcque, dans un guez au quatrième coing de l'arrete du pignon, il y a 9 pieds".*

17 juillet 1677 : Le moulin de Thun est loué pour 9 années à Jean-Jérôme POUILLAUDE moyennant 25 muids de blé et un porc gras, le tordoir lui est également loué en 1677, 1688 et 1697 moyennant 410 mencauds de blé.

En 1711-1712, lors du siège de Bouchain, le château de Thun-L'Évêque (avoisinant le moulin) où se déroulaient depuis des siècles les plaids de la Châtellenie est détruit entièrement par le feu : *"Il y a à Thun un moulin sur l'Escaut avec deux tournans propre à moudre bleds et brais à l'endroit un peu au dessus où existait le château"*.

1<sup>er</sup> juin 1718 : Suite à la mort de Jean-Philippe POUILLAUDE, fermier du moulin de Thun-L'Évêque, son exécuteur testamentaire Philippe POUILLAUDE, chanoine de Saint-Géry de Cambrai, le "relivre" à l'Archevêché, s'obligeant de fournir la somme pour le remettre en état. Le moulin à eau de Thun-L'Évêque faisant blé et farine est baillé à Jacques SOYEZ, bourgeois de Cambrai pour 3, 6 ou 9 ans moyennant 470 mencauds de blé. Ce bail est poursuivi au profit du même le 5 novembre 1725 moyennant 470 mencauds de blé. Le bail du tordoir lui est également accordé à cette date pour la somme de 200 florins.

21 août 1728 : Les moulins et tordoir de Thun-L'Évêque sont baillés pour 9 ans à Michel et Jean-Baptiste ATTAQUE père et fils, Maximilien MOITY, bourgeois de cette ville, et André RAMETTE, censier à Escaudoeuvres. Les moulins à bled et à braye et tordoir de Thun-L'Évêque sont loués moyennant 450 mencauds de blé à rendre dans les greniers de l'Archevêché, 200 florins par chacun an pour le nouveau tordoir.

Les opérations de curage de l'Escaut en 1749 et de construction d'un canal perturbèrent beaucoup l'activité des moulins, ainsi que nous l'indique un rapport du meunier Jean-François RAMETTE (qui loue ceux-ci depuis 1743) : *"Du 4 mars 1749 au 20 septembre 1750, les moulins et tordoir cessent de tourner, car PLATEAU, Ingénieur du Roi, fait construire un canal à côté du bâtiment du tordoir où tous les eaux de la rivière de l'Escaut passent. Il est donc nécessaire de refaire une nouvelle ventellerie."*

*Du 20 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1750, le moulin à blé ne tourna que 26 heures et le tordoir à huile, pas du tout.*

*Du 1<sup>er</sup> octobre au 17 novembre, le moulin tourna 29 heures et le tordoir pas du tout.*

*Du 17 novembre au 3 décembre, les moulins à blé n'ont travaillé que 6 à 7 heures par jour".*

1752 : L'Archevêché entre en procès contre le seigneur THIEFFRIES de LAYENS, car celui-ci a fait bâtir un moulin à vent entre Paillencourt et Estrun, et que depuis lors tous les habitants de Thun-L'Évêque vont y moudre leur grain au préjudice de la Banalité de l'Archevêque. Le procès tendra à faire admettre que depuis les origines les habitants de Paillencourt, Thun-L'Évêque, Esvars et Etrun (en tant qu'habitants de l'ancienne châtellenie de Thun-L'Évêque) sont contraints d'aller moudre leur grain au moulin banal de l'Archevêque. Il faudra attendre 1762 pour que les habitants de la Châtellenie de Thun-L'Évêque se soumettent à cette banalité moyennant certaines conditions :

- 1) que les habitants "bannerets" aient leur tour au moulin avant les étrangers.
- 2) que des "cacheurs" viennent quérir le grain dans les fermes.
- 3) que l'on spécifie dans les baux que les occupants du moulin voient chaque année 150 tonneaux de marle dans le chemin du moulin au marais...

1756 : Jean-François RAMETTE, demeurant à Escaudoeuvres, meunier de Thun-L'Évêque depuis le 2 mars 1751, refuse de payer son fermage au fermier général du temporel de l'Archevêché car les moulins n'ont pas produit suffisamment pour que les mouleurs et autres domestiques soient payés... (A.D.N., 3G 1536).

1<sup>er</sup> janvier 1765 : Le moulin à eau et tordoir de Thun-L'Évêque avec bâtiment en dépendant, tous les droits de pêche et autres afférant au moulin sont accordés à Jean-François DELIMAL et Jean Joseph FIÉVET de Paillencourt contre 200 mencauds de blé et 50 florins.

21 juillet 1767 : Bail des moulins à eau et tordoir de Thun ainsi que du moulin à vent sis entre les villages de Paillencourt et Estrun pour 9 ans par Jean-Nicolas MORANDET, avocat au Parlement, fondé de procuration de l'Archevêque de Cambrai, à Jean Joseph GUEGUIER, entrepreneur de diligences à Tournai, François BRUYÈRE, négociant à Valenciennes, Jean Joseph FIÉVET, censier à Paillencourt et Antoine MALISSET, de Valenciennes (A.D.N., 3G 403).

MALISSET est en fait un protégé du duc de CHOISEUL et de l'Intendant de Flandres qui a mis en place à Marly des moulins favorisant une mouture économique. Pour cet audacieux personnage, *"il est nécessaire d'ouvrir le commerce des farines avec l'étranger ; la mouture traditionnelle procure 8 à 900 livres de rendage, la mouture économique produira à Thun-L'Évêque 1500 livres annuellement ; il est nécessaire de faire travailler le tordoir la plupart de l'année et non l'arrêter pendant huit mois"*.

MALISSET propose même à l'Archevêque de lui remettre 1500 livres de France, soit 500 livres de plus qu'au bail précédent, pour la location des deux autres moulins, se propose de dépenser 2600 livres pour mettre le tordoir à usage de farine et les deux autres moulins en état de travailler toute l'année et de réparer tous les chemins aboutissant au moulin.

Mais, les autres meuniers de Thun *"esclaves de leurs habitudes"* se refusent à accepter *"l'étranger qui s'efforce de leur enlever la totalité de leur marché, et qui s'inquiète peu de bien servir les habitants de la châtellenie"...*

Ils conjurent l'Archevêque de ne pas se laisser charmer par ce *"serpent qu'ils ont réchauffé dans leur sein et dont la reconnaissance se manifeste par les piqûres les plus dangereuses"...* (A.D.N., 3G 1537).

**1771** : La population se plaint du fait que depuis l'arrivée de MALISSET le grain est mal moulu ou que le moulin est trop échauffé, qu'on ne va plus chercher le grain des habitants et que le chemin du moulin se trouve détérioré par les trop fréquentes et trop fortes voitures qu'y fait passer "l'étranger", qu'il est impossible aux habitants d'y passer avec des chariots pour voiturier leur fumier sur les champs, leurs cendres sur les prairies et d'en ramener le bois et aux pauvres d'y passer pour le même effet avec des brouettes ainsi qu'ils le faisaient avant l'arrivée de cet étranger. Finalement, MALISSET et BRUYÈRE sont déchus de leur bail, car ils n'ont pas entretenu leur moulin ! Pour remplacer ces deux meuniers, l'Archevêché fait appel à Jean-Baptiste MULIER, demeurant à Cantaing, et Alexandre Joseph FIÉVET, demeurant à Paillencourt.

**1784** : Il est envisagé d'utiliser 165 000 pavés pour construire à neuf une chaussée de 12 pieds de largeur depuis la Chaussée de Valenciennes jusqu'aux moulins de Thun-L'Évêque.

Cette même année, la population demande à Mgr de ROHAN, archevêque de Cambrai, de reconstruire totalement le pont situé entre le moulin et le rivage, car ce pont est utile au service du moulin et que d'autre part ils y perçoivent un droit de vinage (perception de taxe sur les passages de voiture, charette, cheval, cochon, mouton) qui sert à la communauté à financer la restauration des ponts de la paroisse... (A.D.N., 3G 1538).

L'article IV du règlement concernant la navigation de l'Escaut dans l'étendue du Cambrésis datant du 29 avril 1786 indique que *"la vanne supérieure du sas de Thun-L'Évêque sera fixée à cinq pieds et celle inférieure à douze pieds neuf pouces. Les vannes des moulins et tordoires de Thun-L'Évêque seront pareillement de quatre pouces plus basses que ladite vanne supérieure"*.

D'autre part (article VII), *"voulant obvier à l'encombrement tant du canal de Navigation, que des bras de la Rivière qui conduisent les Eaux aux moulins, les États du Cambrésis ordonnent sous peine d'emprisonnement qu'il sera fait un rigolage (les vannes des moulins levées à jour) tous les premiers dimanches du mois."*

*A commencer du premier dimanche de juin, le rigolage aura lieu à Thun-L'Évêque à 10 heures du matin et à commencer du premier dimanche de décembre à 8 heures du matin. Les meuniers remettront successivement leurs vannes à fond le lendemain lundi aux mêmes heures qu'ils les auront levé la veille"...*

## **La Révolution française**

Pendant la période révolutionnaire, le problème des grains est crucial et il convient de ravitailler la soldatesque de passage. A ce titre, les moulins présentent un intérêt très important pour les autorités.

Le 7 août 1793, par exemple, PETITJEAN fait acheminer 6 chariots avec une escorte suffisante pour prendre aux moulins de Thun-L'Évêque sur l'Escaut, en aval de la place de Cambrai, et les y ramener 120 sacs de farine que les agents de subsistances militaires avaient dans ces moulins (Achille DURIEUX. La défense nationale dans le Cambrésis, 1793-1794, Mémoires de la Société d'Émulation de Cambrai, tome 45, page 61).

## **Les moulins et tordoires au XIX<sup>ème</sup> siècle**

### **L'ancien moulin**

En 1821/1826, l'ancien moulin de l'Archevêque appartient à Monsieur ARNOUX-BRICOUT, un riche propriétaire cambrésien. En 1821, celui-ci se plaint du fait que les eaux du canal refluent dans le radier de Thun-L'Évêque et noient le moulin : *"la coupure de l'écluse d'air située au-dessus de Thun-L'Évêque est toujours encombrée par la voie qui n'a pas d'écoulement"* (A.D.N., S 5693).

En 1826, le même ARNOUX adresse à la Préfecture une pétition demandant à ce que *"les niveaux des eaux en amont et en aval de son usine soient fixés d'une manière irrévocable afin qu'il puisse organiser le mécanisme intérieur de son moulin sans être exposé à devoir le changer de nouveau. Le niveau des eaux en amont du moulin et des eaux de navigation à l'amont de l'écluse doit être fixée à un décimètre en contrebas du dessus de la dernière entretoise des portes de l'écluse. Le niveau des eaux d'aval du moulin ou des eaux de navigation doit être fixé à deux mètres au dessus du buse d'aval de ladite écluse"...*

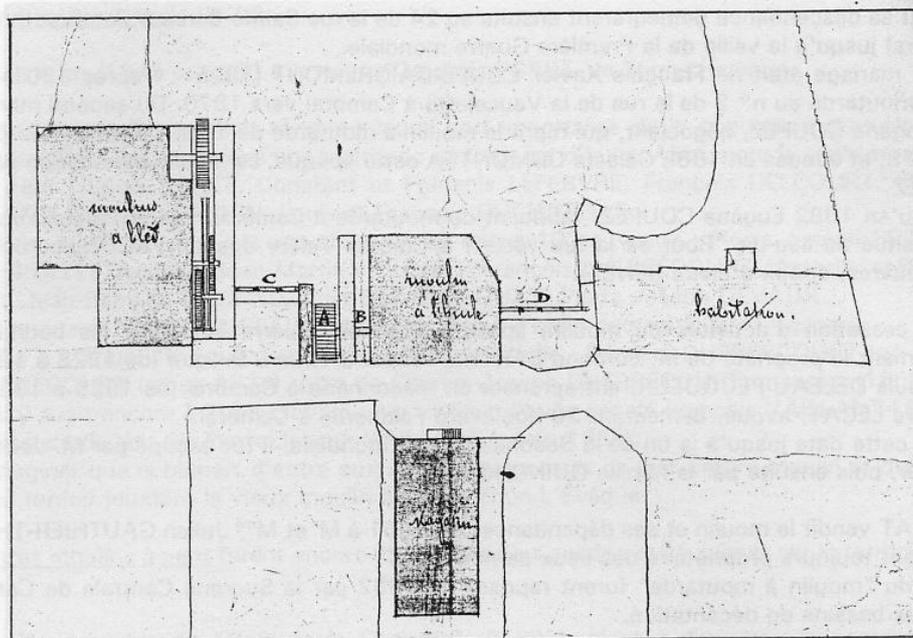
Vers 1830, Amédée LALLIER (14.02.1787 Cambrai - 24.06.1835 Proville), devient propriétaire du moulin. Il sera également député-maire de Cambrai de 1832 à sa mort accidentelle en 1835.

En 1838, après une brève période de gérance assurée par Bernardine FRÉMICOURT, veuve d'Amédée LALLIER, le moulin est transmis à leur fils Amédée Édouard LALLIER, négociant, qui deviendra vice-président du tribunal de Lille en 1853....

Jean-Baptiste BOUVIER est dit meunier en 1850, puis en 1860 ALLARD-BOUVIER.

En 1877, le tordoire (cadastré B 112) est démoli.

Entre 1882 et 1896, le moulin, localisé rue de la Fossade, appartient à Louis Denis BAJEUX, meunier à Neuville-sur-Escaut (18 octobre 1833 Lewarde - 27 mars 1896 Thun-L'Évêque), époux d'Adélaïde PERU, puis ensuite à leur fils François BAJEUX, minotier à Thun-L'Évêque (né en 1870).



Vue des moulins et tordoir de Thun-L'Évêque sur un plan de 1830 (A.D.N., S 5693)

#### Les autres moulins

Le dictionnaire de BRUYELLE de 1849 nous apprend qu'il y avait alors à Thun-L'Évêque "2 moulins à eau dont un à farine, et un à l'huile, puis un moulin à vapeur qui servait à fabriquer de la moutarde"...

#### \* Le moulin à moutarde

C'est le 12 septembre 1833 que le roi des Français Louis-Philippe I<sup>er</sup> autorisa le sieur Joseph COUPÉ-LEGENTIL, demeurant 34 rue de l'Arbre d'Or à Cambrai, à établir à Thun-L'Évêque un moulin destiné à broyer la graine de moutarde.

Ce dernier avait en effet constaté que dans un terrain d'environ 15 mencaudées dont il disposait dans la rue de la Montagne (cadastré C 588), il y avait moyen d'établir une chute d'eau de 80 à 90 centimètres. L'ouvrage qui soutiendrait la chute consisterait en deux barrages : l'un sur le devant de la propriété (à côté de l'usine) et l'autre sur le derrière (déversoir dans les vertes rues) pour empêcher les eaux soulevées de se perdre.

Ce moulin fut accueilli avec bienveillance par la population : "Ce moulin n'est préjudiciable à aucun de nous. Au contraire, cette opération finie, les prairies seront améliorées par le dessèchement et le chemin qui est contigu audit cours d'eau sera en meilleur état".

La vapeur fut installée sur ce moulin dès 1839.

Après la mort de son épouse Scholastique Adélaïde Suzanne LEGENTIL en 1834, COUPÉ se remaria à Irma DUCHANGE.

*Publicité des années 1840. On apprend que les "COUPÉ-DUCHANGE avaient un magasin d'épicerie en gros au 34 de la rue de l'Arbre d'Or à Cambrai. Fabrique de moutarde mue par la vapeur et par l'eau. Expédition dans toute la France et la Belgique. Entrepôt de vinaigre, etc..."*

**COUPÉ-DUCHANGE,**  
Rue de l'Arbre d'Or, 34.  
**Magasin d'Épicerie en gros.**  
Fabrique de Moutarde mue par la vapeur et par l'eau. Expédition dans toute la France et la Belgique.  
Entrepôt de Vinaigre, etc.

Le couple et sa descendance demeurèrent ensuite au 24 de la rue Sainte-Barbe à Cambrai (près de la rue des Feutriers) jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Du premier mariage était né François Xavier COUPÉ-DAIGREMONT (1825 - † après 1901) qui eut un magasin à moutarde au n° 2 de la rue de la Vaucelette à Cambrai vers 1870. Du second mariage naquit en 1840 Eugène COUPEZ, négociant, qui reprit le moulin à moutarde de Thun-L'Évêque à la mort de son père en 1879, et épousa en 1868 Célesta DUMONT. A cette époque, ce moulin est occupé par Monsieur Louis POREZ.

Il semble qu'en 1882 Eugène COUPEZ, fabricant de moutarde à Cambrai, vendit l'installation de Thun-L'Évêque (situé au lieu-dit "Bout de la rue verte") à Charles Valéry Joseph FACON, cultivateur (natif d'Escaudoeuvres, époux d'Elvire SENEZ).

Suite à la cessation d'activités du moulin, après la Première Guerre mondiale, les bâtiments furent successivement la propriété de M. Edmond BARTHE, rentier à Thun-L'Évêque (de 1923 à 1925), de M. Adolphe-Louis DELEAU-PECQUEUR, entrepreneur en maçonnerie à Cambrai (de 1925 à 1937), puis de Maître Pierre LECAT, avoué, demeurant 20 boulevard Faidherbe à Cambrai.

A partir de cette date jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fut occupé par M. Jacques BÉRA, transporteur, puis ensuite par la famille QUINCHON...

Maître LECAT vendit le moulin et ses dépendances en 1961 à M' et M<sup>me</sup> Julien GAUTHIER-THÉRY, cette dernière étant toujours propriétaire des lieux de nos jours.

Les terres du "moulin à moutarde" furent reprises en 1982 par la Sucrierie Centrale de Cambrai qui y implanta des bassins de décantation.



*A gauche : La meule du moulin à moutarde de Thun-L'Évêque visible dans la cour de ferme GAUTHIER-THÉRY.*

*A droite : Vue des vestiges du moulin à moutarde de Thun-L'Évêque.*

\* Le moulin à eau (B 762)

Il appartenait avant 1835 à Antoine MOUTON, de Paillencourt. Il passa après cette date à son fils Félix MOUTON qui le fit démolir en 1857.

\* Un second tordoir à huile (B 73)

Il appartenait entre 1842 et 1850 à la veuve Grégoire POREZ, de Thun-L'Évêque.

La fabrication de l'huile occupait semble-t-il une part importante de la population thun-lépiscopeenne, puisque dans l'État-Civil, on relève une multitude de tordeurs d'huile. Ainsi, pour la seule année 1833, on en trouve neuf : Louis PORET, Constant et François LEFEBVRE, François DELCOURT, Éloi BÉGUIN, Ferdinand AFFLARD, Éloi LANVIN, Louis et François DUCHATELLE.

Entre 1838 et 1840, en plus des sus-cités, on en relève 10 nouveaux : Pierre Joseph BRILLET, Pierre Joseph DESRUELLE, André et Jean-Martin VAILLANT, François DHERBÉCOURT, Marcellin et Pierre Joseph GAUTHIER, Jean-Baptiste DHORNE, Jean-Baptiste DOUAY, Pierre Joseph DEVAUX...

En 1850, l'annuaire RAVET-ANCEAU cite un marchand d'huile nommé DOUAI Gaspard.

En 1881, il y a à Thun-L'Évêque deux frères tordeurs d'huile : Édouard DHERBÉCOURT (né en 1823) et Louis DHERBÉCOURT (né en 1824), père de Charles-Joseph DHERBÉCOURT, meunier (1858).

En 1885, il y avait encore à Thun-L'Évêque un tordeur d'huile appelé François VAILLANT-LEROUGE (né en 1831) assisté de son fils Pierre Joseph VAILLANT (né en 1855).

On peut imaginer que la plupart d'entre eux ne disposaient pas de leur propre moulin et qu'ils devaient travailler au tordoir jouxtant le vieux moulin à blé de Thun-L'Évêque.

\* Deux autres moulins à vent furent encore établis dans les années qui suivirent sur le territoire de Thun-L'Évêque :

- L'un se situait au lieu-dit "Voie de la Chapelle" (B 892), c'est à dire dans la parcelle se situant actuellement entre l'A2 et le chemin de Paillencourt à Thun-L'Évêque.

Il fut établi en 1860 par Louis HOUDARD, meunier à Iwuy. Après 1878, il passa entre les mains de Barthélémy LHOMME (1829 - † après 1895) et son épouse Florence RAGON, meuniers à Thun-L'Évêque. Ceux-ci furent les parents d'Augustin LHOMME (grand-père de M. Charles LHOMME et de M<sup>me</sup> LOPEZ), de Jean-Baptiste LHOMME toujours meunier à Thun-L'Évêque en 1895 et d'Émile LHOMME, chef-meunier à Saint-Quentin (gendre du tordeur François VAILLANT). Ce moulin à vent existait toujours en 1903 et était cadastré A 1189. Il cessa probablement son activité dès avant la Première Guerre.

- L'autre se situait au lieu-dit "la Borne à Capioux" (A 308), c'est à dire dans l'angle du Chemin d'Esvars et du chemin de Flavines. Il fut occupé de 1869 à 1872 par Alfred DHORME (né vers 1830) et son épouse Marie-Thérèse LANVIN, qui furent les parents d'Alfred DHORME et de Léon DHORME (cités garçons meuniers en 1887)...

Une parcelle voisine de "la voie de la Chapelle" a aujourd'hui pour nom "le moulin des Bouviers". Elle se situe à la limite des villages d'Estrun et de Paillencourt, non loin du chemin de Paillencourt à Thun-L'Évêque.

On peut donc imaginer qu'au siècle dernier, il y avait encore à Thun-L'Évêque une profusion de moulins entre l'actuel cimetière et le château d'eau...

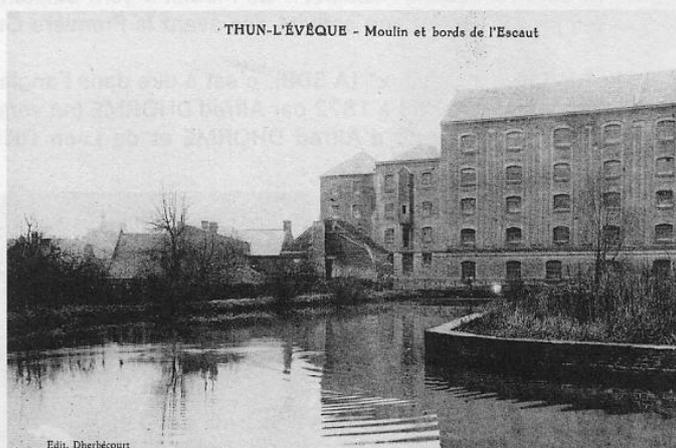
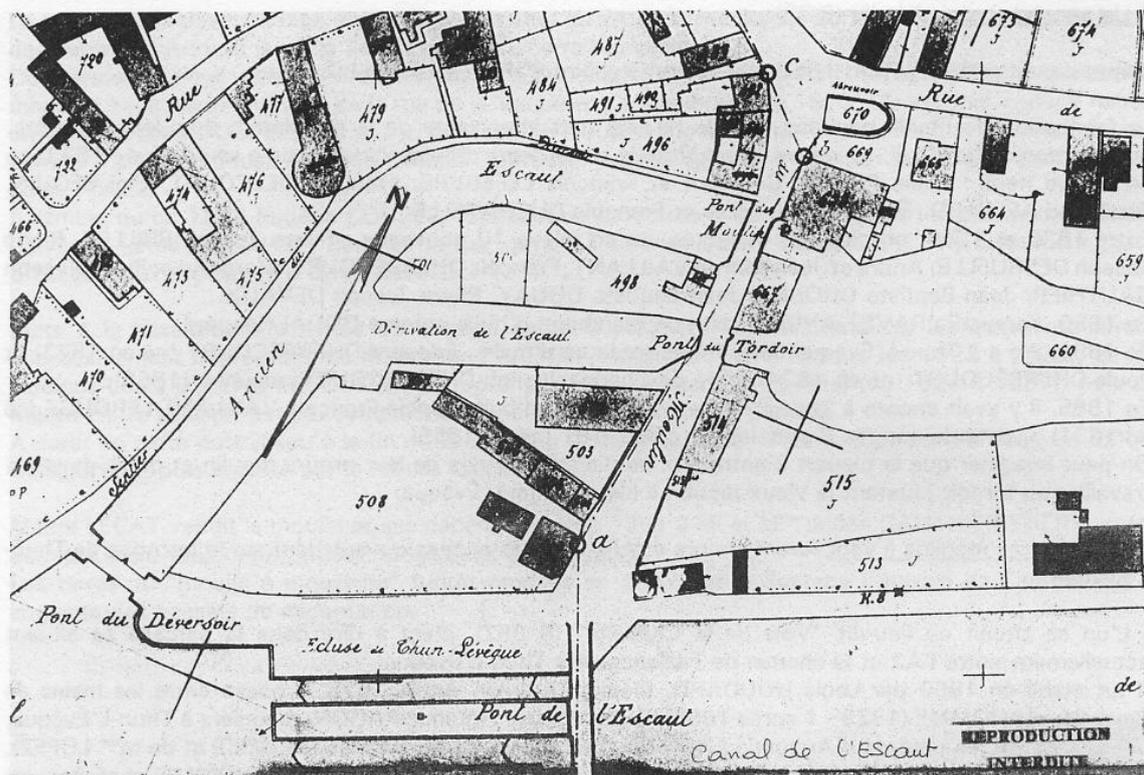
### **Le moulin BAJEUX-CRÉPIN de 1892 à sa destruction en 1995**

Si l'on en croit la presse locale, c'est en 1892 que fut aménagé le moulin BAJEUX, tel qu'on le connaissait encore il y a quelques années, le long d'une branche du vieil Escaut parallèle au canal du même nom où mouillaient de nombreuses péniches tractées par les chevaux. Ce moulin était mu par la force hydraulique. L'eau y venait en force par le canal de six adductions voûtées. Les turbines à eau tournaient jour et nuit et de longues cohortes hippomobiles gravissaient péniblement la côte raide du pont sur l'Escaut pour venir l'approvisionner.

A partir de 1908, les CRÉPIN succèdent aux BAJEUX.

Adolphe CRÉPIN, audacieux industriel, né en 1879 à Saint-Python, Chevalier du Mérite commercial, Président de la SICAE de Cambrai-Est, présida aux destinées du moulin de Thun-L'Évêque jusqu'à sa mort, le 21 novembre 1967.

Après la Première Guerre mondiale, le moulin CRÉPIN connut une extension et modernisation accélérée des bâtiments existants, surtout de l'autre côté du chemin départemental. Actionné par huit turbines mues par les eaux souterraines du vieil Escaut, celles-ci furent bientôt tournées rondement grâce à l'électricité.



*En haut* : Les installations du moulin de Thun-L'Évêque en 1903 situées entre l'ancien Escaut et l'Escaut canalisé.

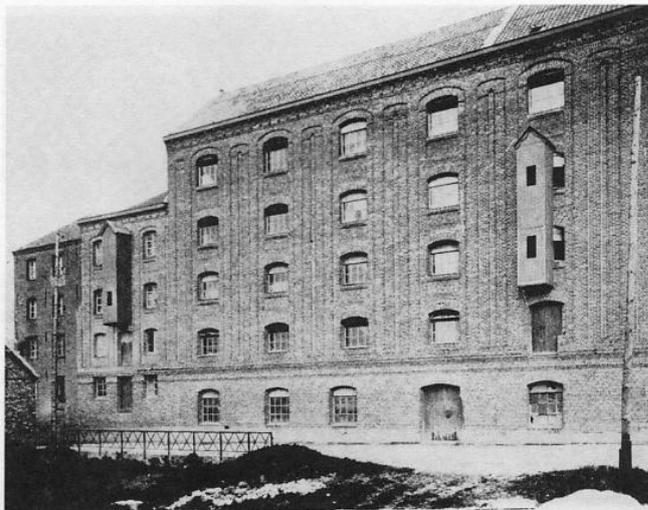
*En bas* : Le moulin de Thun-L'Évêque, à proximité du canal de Saint-Quentin et de l'Escaut avant 1914 (Collection Gérard VINCENT).

A partir de 1932, une partie des bâtiments du moulin servit à l'établissement d'une fabrique de pâtes, sous l'égide de Monsieur CAPITONIO.

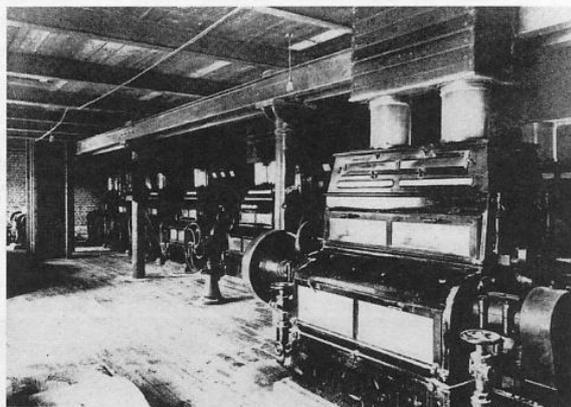
Les "pâtes LUMAR" telles qu'on les appelait à l'origine, devinrent très rapidement "les pâtes CRÉPIN" et firent le bonheur de bien des enfants du Cambrésis...

La production de pâtes s'arrêta en 1950 et deux ans plus tard, les bâtiments furent repris par la famille CLAVIER (Cambrai-Charpentres) qui détenait un chantier de construction de bateaux non loin de là depuis 1872...

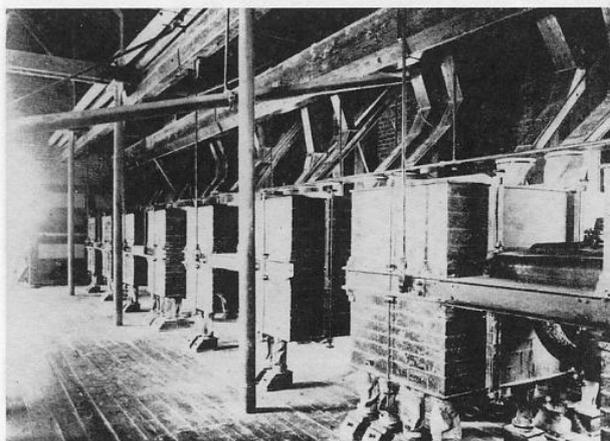
Ce bâtiment fut démolé en 1972, suite au départ de cette société pour Paillencourt.



THUN-LEVEQUE. — Minoterie Crépin



THUN LEVEQUE. — Minoterie Crépin  
Appareils à cylindres



THUN-LEVEQUE. — Minoterie Crépin  
Étage des Planchistes

La modernisation de la minoterie CRÉPIN après la Première Guerre mondiale (Collection Gérard VINCENT)

- 1) Vue générale de la minoterie.
- 2) Les appareils à cylindres.
- 3) L'étage des planchistes.



*A gauche : Un camion de l'usine à pâtes CRÉPIN : "toujours le cap sur la qualité".*

*A droite : Un sachet des années 1950 vantant "la farine Supérieure CRÉPIN, spéciale pour pâtisserie".*



*Vue générale du personnel de la S.A.R.L. CRÉPIN le 1<sup>er</sup> janvier 1952.*

*Rang du bas (debout) : Adolphe CRÉPIN est la 7<sup>ème</sup> personne en partant de la gauche, son fils Michel CRÉPIN est la dernière personne à droite.*

L'entité industrielle fut reprise par M. Michel CRÉPIN (1908 - 12.01.1979), fils d'Adolphe, Président de la Chambre de Commerce de Cambrai, créateur en 1948 du C.I.L. du Cambrésis, puis du Groupe Maison Familiale, Chevalier de la Légion d'Honneur en 1958 et Vice-Président national de la Meunerie.



*En 1956, un silo à grains fut reconstitué à proximité du moulin à partir d'éléments provenant des cheminées en métal de la sucrerie d'Escaudoeuvres. Trois cheminées accolées et soudées après un rivetage à chaud copieux, ont formé un silo de 42 mètres et d'une capacité de 22 000 quintaux. Un second silo est construit, il sera réservé aux aliments pour le bétail (10 mètres et 8 000 quintaux). Le grand silo, avec un ultime étage de 7 mètres et un soubassement de 3,80 mètres était visible de toute la région.*

Malheureusement, en juin 1971, l'usine ADOC, spécialisée dans la fabrication d'aliments pour bétail, ferma ses portes et fut reprise par la SABE qui en fit un dépôt de la cristallerie d'Arques.

En 1995, la très forte concurrence et les retombées économiques eurent peu à peu raison de ce "colosse". Le moulin de 20 mètres de haut et 70 mètres de long fut abattu. Le fameux silo à grain attendant fut abattu lui aussi.

Seul subsiste aujourd'hui un ancien magasin situé près de la rivière, qui a été converti en fabrique de chaises par Monsieur Michel BODART ("la Chaiseraie").



*A gauche : Le moulin de Thun-L'Évêque en cours de destruction (1995).*

*A droite : A l'emplacement du colossal et ancestral moulin qui dominait le village, un vaste parterre tout particulièrement fleuri borde le vieil Escaut et le chemin départemental après le pont. Au centre de ce bouquet multicolore, un moulin tourne ses ailes au gré du vent et attire l'attention des usagers et des nombreux promeneurs qui suivent ensuite les sentiers verts... (Photographie "La Voix du Nord").*

**Pierre MOLLET**

## LES INDUSTRIES DU CAMBRÉSIS

Par Gérard VINCENT

Notre région a, depuis les temps les plus reculés, connu des époques très perturbées par les convoitises diverses.

Tous ces événements ont forgé sa population en lui donnant une volonté tenace pour résister aux épreuves et principalement pour s'en redresser.

Sans remonter à la nuit des temps, souvenons nous des derniers conflits internationaux du vingtième siècle qui sont gravés dans nos mémoires.

Les différentes industries qui s'étaient développées dans le Cambrésis ont souffert de la Guerre de 1914-1918. Le parc industriel fut complètement ravagé. Sa reconstitution après la guerre, permit de moderniser en le concentrant et en l'automatisant. La productivité en fut fortement améliorée.

Malheureusement, notre région comme bien d'autres, eut à souffrir à nouveau du Deuxième Conflit mondial. Notre industrie très saine, s'est trouvée pour la deuxième fois anéantie. La reconstitution après la fin des hostilités, à partir de 1945, n'a pas comme en 1920, connu le même dynamisme. Une industrie, le textile, continua son développement et sa modernisation. Malheureusement, les charges liées aux rémunérations amenèrent dans les années 1980, les délocalisations.

Depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le Cambrésis développa des industries dans plusieurs domaines :

- Agricoles et alimentaires : sucreries, râperies ; brasseries ; chicorée ; minoteries ; confiseries.
- Textiles : filatures ; batiste ; lin, mouchoir ; tulle, dentelle, guipure ; broderie ; laine ; lingerie.
- Céramiques, chimiques, cuir ; du bois ; diverses.

Au fil des prochains numéros, nous vous ferons découvrir quelques aspects de chacune de ces industries qui contribuèrent à la prospérité de notre arrondissement. Nous ne chercherons pas à réaliser une haute étude technique, mais à faire ressortir le dynamisme du 19<sup>ème</sup> et de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, par comparaison du parc industriel de cette époque à celui de nos jours.

### Première partie : L'industrie sucrière.

#### Historique et quelques données

Peu après 1506, fut créée à Saint-Domingue la première sucrerie à partir de la canne à sucre. En 1518, il existait vingt-deux fabriques de sucre. Elles s'établirent également à Cuba (1580), puis au Brésil, aux Antilles, à Saint-Christophe (1625), la Barbade (1643), la Guadeloupe et la Martinique (1648). Mais, c'est à partir de 1762, que la culture de la canne (principale culture des colons français), connut un très grand développement. En 1790, on dénombrait une centaine de sucreries. La France, par ses colonies aux Antilles, fournissait au XVIII<sup>ème</sup> siècle 125000 tonnes (1745), la totalité de la consommation de la métropole et exportait une grande quantité. Elle était le seul fournisseur de sucre de canne en Europe.

En 1812, la France consommait 20 000 tonnes de sucre de canne. C'est à ce moment que par la volonté de Napoléon I<sup>er</sup>, notre pays allait trouver ses premiers pionniers de la fabrication du sucre de betterave. Le XIX<sup>ème</sup> siècle connut un développement rapide des implantations de sucreries. La France compta jusqu'à 600 usines, mais en 1912, il n'en restait plus que 290.

Une commission nommée par l'Empereur avait pour mission d'examiner les moyens proposés pour naturaliser sur le territoire de l'empire, le sucre, l'indigo et le coton.

Le 25 mars 1811, le sucre de betterave reçut ses grandes lettres de naturalisation française qui furent signées par Napoléon. Cette commission avait présenté à l'empereur une quantité considérable de sucre de betterave raffiné et cristallisé.

Les Anglais, maîtres des mers, contrôlant par là-même l'acheminement de tous les produits coloniaux, voyaient d'un mauvais oeil se tarir la plus abondante et constante source de bénéfices. Ils menèrent une politique anti-esclavagiste et s'emparèrent d'une bonne partie de nos colonies.

Il fallait réagir. Pour pallier le manque de ravitaillement en sucre, l'empereur encouragea dès juin 1810 la fabrication du sucre de raisin. PARMENTIER (1) s'était obstiné dans cette voie. Mais peu apprécié, le public demanda autre chose pour remplacer le sucre de canne. On chercha dans tous les végétaux un sucre de remplacement. Pourtant l'on savait depuis deux siècles, avec Olivier de SERRES (2), qu'en

cuisant la betterave, celle-ci rendait un jus semblable au sirop de sucre.

En 1747, un allemand MARGRAFF (3), avait démontré la présence de sucre dans la betterave, l'avait isolé et dosé.

En 1800, ACHARD (4), français d'origine, mais de nationalité allemande, avait créé, grâce aux encouragements du roi de Prusse, une petite industrie de sucre de betterave, mais sans succès.

Des chimistes tels que DEYEUX, à côté de MARGRAFF et ACHARD, fournirent les méthodes d'extraction. Aidés par BARRUEL, chimiste, ils parvinrent à produire plusieurs pains de sucre cristallisé d'une grande blancheur.

Plusieurs sucreries s'établirent dans le Nord, le Calvados, l'Ille et Villaine, le Puy-de Dôme. Le 25 mars 1811, l'empereur décida que 32 000 hectares seraientensemencés en betteraves à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1813. Le 8 janvier 1812, il porte ce chiffre à 100 000 hectares. En 1811, seulement 6 785 hectares étaientensemencés et produisaient 98 813 tonnes de betteraves. En 1836, on ne cultivait que 20 000 hectares. En 1900, cette surface était de 268 950 hectares avec une production de 7 137 500 tonnes de tubercules.

En 1828, 89 sucreries produisaient 4 400 tonnes de sucre. En 1833, 120 en produisaient 6 à 8 000 tonnes et 40 000 tonnes en 1835.

En 1850, la production était de 64 646 tonnes pour un besoin de consommation de 121 000 tonnes. Ce besoin passe à 188 000 tonnes en 1859.

En 1862, la production française est de 174 000 tonnes, celle des colonies de 104 000 tonnes et celle de l'Europe 385 000 tonnes.

Mais des taxes innombrables paralysèrent un développement régulier de cette industrie, ceci pour garder un équilibre entre le sucre indigène et le sucre colonial. Pendant ce temps, l'Allemagne qui n'avait pas de production coloniale, progressa plus rapidement. Leur rendement en sucre était de 10,79 %, alors que le notre n'était que de 5,99 %. Le rendement légal chez nous, établi à 6%, passe à 7,75 % et sert à l'établissement des taxes. On s'évertua à dépasser ce rendement pour échapper à ces taxes ce qui provoqua un progrès énorme sur le matériel et la richesse en sucre de la betterave. En 1890, il était de 10,47 % et en 1901-1902, avec une production de plus de 1 000 000 de tonnes, le rendement était de 11,24 % sur une surface cultivée de 273 274 hectares.

La production étant très largement supérieure à la consommation nationale, il fallait encourager l'exportation en accordant des avantages particuliers.

A partir de 1903, la totalité du sucre produit fut taxée, c'est à dire que les "bonis" de fabrication disparurent. Cette décision provoqua une baisse des surfaces en 1908 à 234 424 hectares et ramena la production moyenne de 1907-1908 à 722 871 tonnes. Avec la montée en puissance de pays tel que la Russie, nos exportations chutèrent de 412 000 tonnes à 200 000 tonnes.

#### **Et le Cambrésis, dans tout cela ?**

Lorsque la fabrication du sucre de betterave s'introduisit en France, le Nord, et particulièrement le Cambrésis, s'y intéressèrent fortement.

La première sucrerie s'installa en 1826 à THUN-SAINT-MARTIN (Béthune-Houriez). Suivirent :

- CARNIÈRES/BOISTRANCOURT en 1827 (Castelain et Cie, Tilloy frères à partir de 1844 et Roger à partir de 1868, Largillière et Cie à partir de 1877).
- CRÈVECOEUR en 1828 (Louis-Marie Frémicourt, installé au château de Revelon).
- SOMMAING-SUR-ÉCAILLON en 1832 (Valentin Hiolle et Bertrand).
- CAPELLE-SUR-ÉCAILLON en 1834 (Macarez).
- DOIGNIES en 1834 (Crassier, puis Delay et Lelièvre 1850, Jules Legru 1853, Crassier 1856, Delloye et Cie 1859 et Hary et Cie 1868).
- RAILLENCOURT (Desvignes et Desjardin, puis Garnier 1848).
- NEUVILLE-SAINT-RÉMY en 1834 (Ledoux-Casier).
- VERTAIN en 1835.
- ESTRUN (Béthune-Bruneau).
- MASNÈRES (Casiez).
- NOYELLES (Crépin, associé avec Daillard 1853, Risbourg 1868, puis Hélot 1883).

Dans l'arrondissement de Cambrai en 1835, les neuf usines qui existaient produisaient 700 000 kilogrammes de sucre avec 360 hectares de culture.



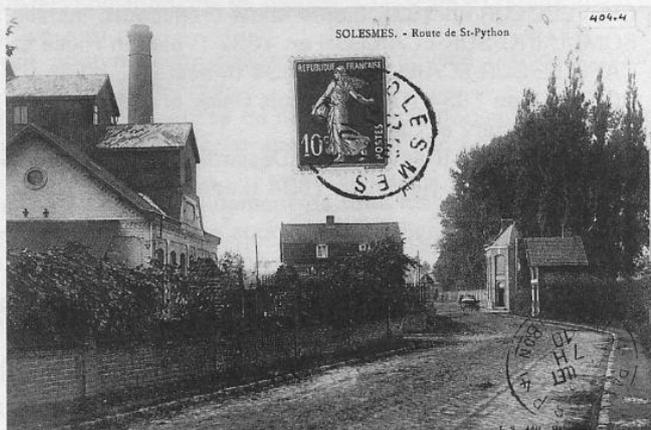
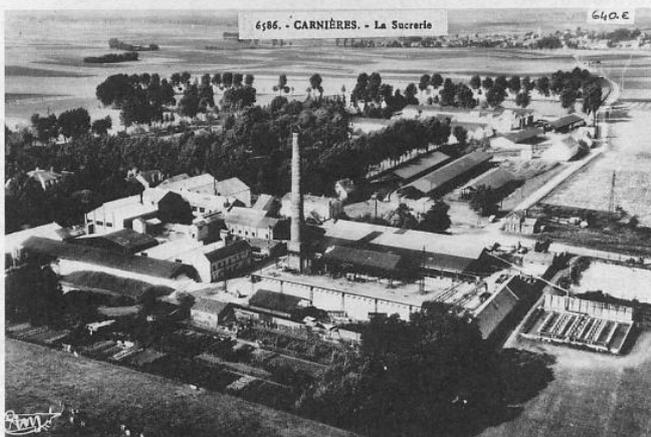
ANTOINE PARMENTIER  
1737-1813



M. JULES HÉLOT  
Fabricant de Sucre à Noyelles-sur-Escaut  
5<sup>e</sup> Président de la Chambre de Commerce  
de 1911 à 1921  
Président honoraire de 1921 à 1924 323.41



M. CHARLES DELLOYE  
Fabricant de Sucre à Iwuy  
1<sup>er</sup> Président de la Chambre Consultative  
des Arts et Manufactures de 1848 à 1862 823.64



Jusqu'en juillet 1837, aucun impôt ne frappait ces fabrications. A partir de cette date, chaque cent kilos de sucre était taxé de 15 francs. Cela fit disparaître 166 usines en France sur 436, et dans le Cambrésis les usines de VERTAIN, de CRÈVECOEUR (en 1837) et de SOLESMES, mais il s'en établit huit nouvelles.

Dans les dix années suivantes, 1835-1845, quatre sucreries s'installèrent dans le canton de Solesmes dont VENDEGIES en 1836 (sucrerie Denimal, puis Bracq 1859), BRIASTRE en 1836 (Vallez). Trois autres dans le canton de Marcoing (les sucreries Faille de CANTAING, Pecqueur de MARCOING) et une à THUN-SAINT-MARTIN-IWUY (Feneulle, Caullet 1852, Delloye 1853).

Dans la décade suivante (1845-1855), il se fonda la sucrerie d'AUBENCHEUL-AU-BAC en 1847 (Fontaine et Cie), de CAUDRY (Houriez-Douay et Cie, puis Piette-Baudry, 1853 ; Halette et Cie 1859 ; Risbourg et Cie 1889), de SOLESMES (Fréville et Ménard J-B et Cie 1870), d'ESNES en 1851 (Pagniez-Quersin et Cie, puis Halette 1877), de LE CATEAU en 1852 (Halette et Cie). Quatre cessèrent leur activité, deux à SOMMAING-SUR-ÉCAILLON, celles de THUN-SAINT-MARTIN et MARCOING...

De 1855 à 1865, il se créa des sucreries à BUSIGNY (Robert de Massy), à MONTAY (Goffart, puis Leleu et Cie 1880), à HAUSSY (Laurent et Cie, puis Gouvion et Cie 1870), à MASNIÈRES (Déjardin ; Gautier-Boulangier et Dujardin et Cie 1877), à SAINT-AUBERT (Pierrard, et associé avec Jeronnez 1870), à SAINT-VAAST (Colmant, puis aussi Michaux et Collery 1877), à NEUVILLE-SAINT-RÉMY (Fontaine), à BANTEUX (Mansion, Coursier et Cie 1875, puis Millet 1880), à SAULZOIR (Gouvion 1877) et à ESCAUDOEUVRES en 1872 (Candelier).

Sur les dix années suivantes, une sucrerie vit le jour à QUIÉVY, une autre à CATTENIERES (Jéronnez, en 1874), une à CAUROIR (Ch. Risbourg et Cie), une à INCHY (Dujardin et Cie, la sucrerie Halette et Cie 1889), une à NEUVILLY (Decaux et Cie) mais il en disparut cinq, dont celles de BUSIGNY, de RAILLENCOURT et de DOIGNIES.

En 1901, Monsieur Gabriel DELMOTTE, industriel à MASNIÈRES, mit en valeur les "produits mélassés" (résidus de la raffinerie) pour la nourriture des animaux. On sait que l'unique aliment du muscle est le sucre accumulé dans le foie par les fonctions digestives. La fabrication de cet aliment avait également pour avantage d'utiliser des sous-produits tels que la paille. Une deuxième fabrique existait à NOYELLES-SUR-ESCAUT. Les armées utilisèrent largement ce produit et particulièrement les Allemands en 1914.

Mais à cause des contraintes (taxes, loi de MELINE (1884) (5), la Convention de Bruxelles), il ne restait plus dans le Cambrésis que treize sucreries et sept râperies en 1908 : Tallier, Fontaine et Cie à AUBENCHEUL-AU-BAC ; Millet et Cie à BANTEUX ; de Guillebon à CARNIÈRES ; Albert Halette à LE CATEAU ; Jéronnez et Cie à CATTENIÈRES ; S. Delangre et Cie à CAUDRY ; Risbourg et Cie à CAUROIR ; une râperie de la Sucrerie centrale à CRÈVECOEUR ; Risbourg-Boone à ESNES ; Société Anonyme des fabricants de SAULZOIR et HAUSSY ; S.A. d'INCHY (Halette) ; Charles Delloye à IWUY ; L. Dujardin et Cie à MASNIÈRES ; J. Hélot à NOYELLES ; Pierrard et Cie à SAINT-AUBERT ; Dervaux à SAULZOIR ; Mallez et Cie à SOLESMES ; André Bracq à VENDEGIES ; ESCAUDOEUVRES ; QUIÉVY...

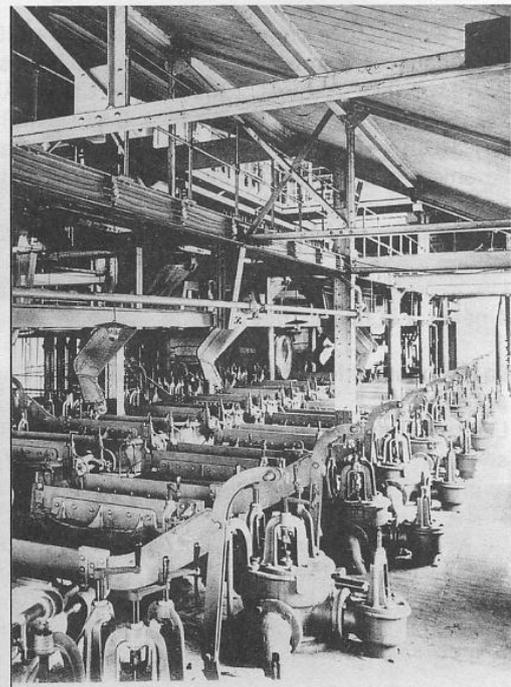
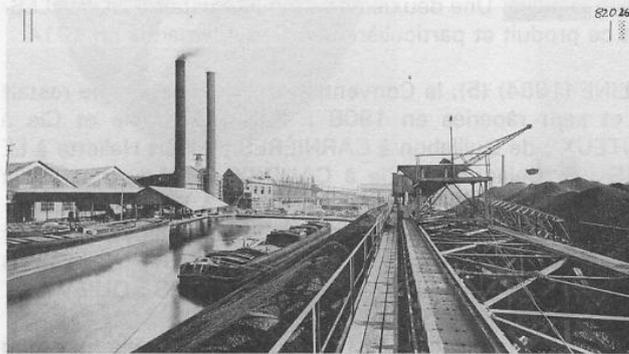
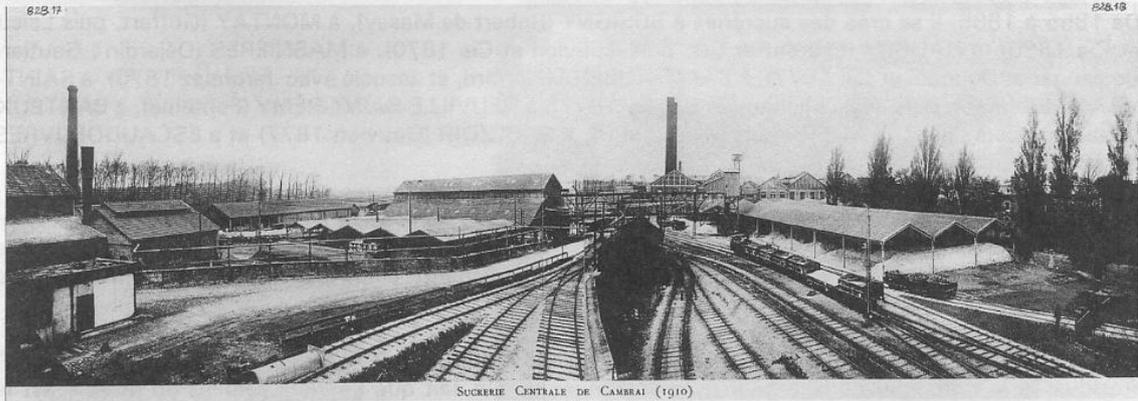
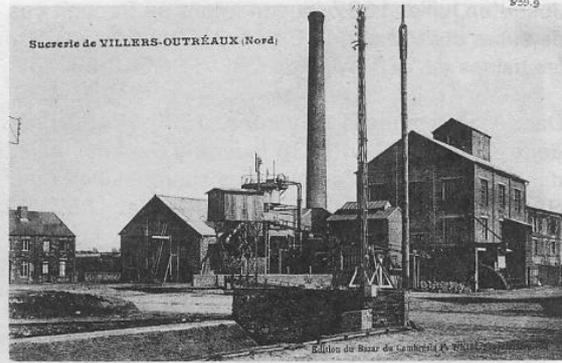
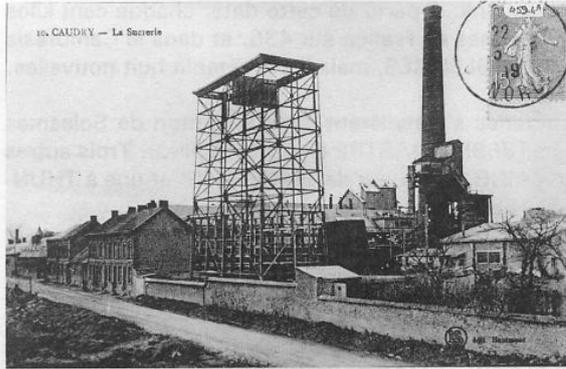
Les treize sucreries avaient produit 55 800 tonnes de sucre blanc en 1913. Tout cet ensemble fut réduit à néant à la fin des hostilités.

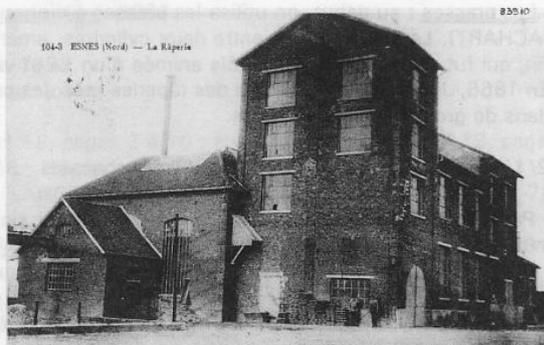
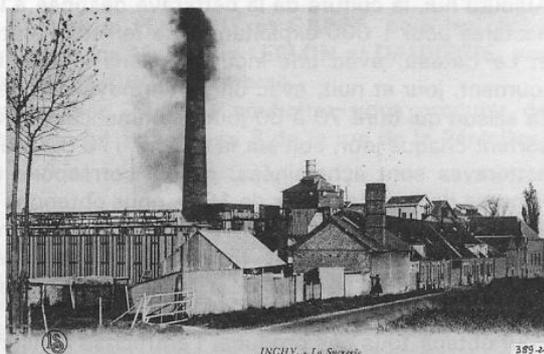
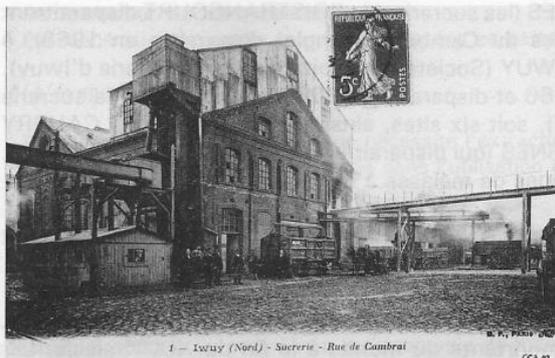
La reconstruction du parc industriel fut l'occasion de concentrer la production et d'augmenter la productivité.

Les sucreries de BANTEUX et QUIÉVY devinrent des râperies. En 1926-1927, les six unités de production sortaient 57 434 tonnes de sucre blanc. Cette augmentation de capacité des usines commandait une augmentation des surfaces plantées. La râperie de QUIÉVY n'est plus citée après 1929...

En 1939, on recensait des sucreries à BOISTRANCOURT (Société Anonyme des Anciens Établissements de Guillebon et Cie), à CAUDRY (Union Agricole et Sucrière du Cambrésis), à CAUROIR (en 1924, la sucrerie Risbourg et Cie devient sucrerie du Cambrésis), à ESCAUDOEUVRES (Sucrerie Centrale), à ESNES (Pagniez-Risbourg), à IWUY (sucrerie d'Iwuy), à MASNIÈRES (S.A. Sucrerie MILLET réunis) et à SOLESMES (Sucrerie de Solesmes).

A la même date, nous comptons également sept râperies à HAYNECOURT, BANTEUX, ESNES, NOYELLES, QUIÉVY, SAINT-AUBERT, VILLERS-OUTRÉAUX...





En 1955, il se trouvait encore des sucreries à CARNIÈRES (les sucreries de BOISTRANCOURT disparaîtront en 1964), à CAUDRY (l'union des Sucreries agricoles du Cambrésis Langlet disparaîtra en 1968), à ESCAUDOEUVRES (Sucrerie Centrale de Cambrai), à IWUY (Société d'exploitation de la sucrerie d'Iwuy), à MASNIÈRES (la sucrerie Millet devient râperie en 1966 et disparaît en 1968), à SOLESMES (la sucrerie implantée 61 rue Henri Barbusse disparaîtra en 1977), soit six sites, ainsi que sept râperies : CAUDRY (celle du Maroc), CAUROIR (qui disparaît en 1957), ESNES (qui disparaît en 1957), NOYELLES, QUIÉVY, SAINT-AUBERT, VILLERS-OUTRÉAUX, et deux fabriques de mélasse à MASNIÈRES et NOYELLES.

En 1978, la sucrerie d'IWUY qui a pris nom "la Vermandoise" ferme ses portes. Les bâtiments en sont démolis en 1983/1984 et la grande cheminée abattue le 8 juin 1984.

En 2000, il ne reste plus de tout cet ensemble que "la Sucrerie Centrale de Cambrai" à ESCAUDOEUVRES, usine "pieuvre" née en 1872 qui était déjà la plus importante du monde à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les râperies ont, quant à elles, disparu.

Aujourd'hui, la culture de la betterave destinée à la Sucrerie Centrale, couvre dans notre région 17 000 hectares pour 1 800 exploitants. Ce territoire s'étend de Lille à Maubeuge en passant par Valenciennes et Le Cateau, avec une incursion dans l'Aisne à Bohain. Pour assurer les transports, 800 camions tournent, jour et nuit, avec un rayon moyen de trente kilomètres.

La saison qui dure 70 à 80 jours commence à la mi-septembre. En plein régime, 2 500 tonnes de sucre sortent chaque jour, soit sur la saison, 170 000 tonnes. Pour satisfaire cet "ogre", 1 200 000 tonnes de betteraves sont acheminées, ce qui correspond à une production de soixante tonnes à l'hectare. La richesse des racines étant de 18%, nous obtenons onze tonnes de sucre à l'hectare, beaucoup mieux que nos voisins, 8 en Allemagne, 7 en Grande-Bretagne.

L'usine produit également 35 000 tonnes de mélasse par an, pour l'alimentation des animaux, 60 000 tonnes d'écumes utilisées pour l'amendement des terres, ainsi que 45 000 tonnes de pulpes sèches et 700 tonnes de pulpes déshydratées.

Pour obtenir tous ces produits, l'entreprise consomme 500 tonnes de charbon/jour (Afrique du Sud). La chaudière à vapeur fait par ailleurs tourner un alternateur de 12 000 kwh/h. Il faut également 40 000 tonnes de pierre à chaux pour la précipitation des impuretés des jus.

Et cette entreprise fonctionne avec 320 personnes dont 155 permanents.

### **Les procédés techniques**

Le 19<sup>ème</sup> siècle vécut l'évolution technique de cette industrie. Les procédés de fabrication subirent d'importantes transformations, sous l'impulsion de chimistes et d'industriels.

#### **1/ Production des jus**

Les premiers fabricants eurent recours aux râpes et aux presses.

- Les râpes : Monsieur ACHART (4) faisait passer les betteraves au travers d'un disque triturateur à lames tranchantes (en rayons) pour déchirer et trancher. Cette roue était disposée au fond d'une trémie. DRAPIER broyait les betteraves coupées en morceaux dans un moulin à noix, CAILLON les faisait passer entre deux cylindres dentelés, PARMENIER (1) proposa d'utiliser des meules garnies de lames rapantes. La râpe à tambour remplaça tous ces instruments imparfaits.

- Les presses : au début, on utilisa les presses à vin, ou à huile, ou à cidre. Puis, l'on en vint aux presses continues (ACHART). La pulpe passait entre deux cylindres, amenée par une bande continue en toile de chanvre, lâche, sans fin, qui fut remplacée par une tôle animée d'un va et vient (OLIVIER) puis par une tôle continue (BURETTE).

En 1866, Jules LINARD (6) créa des râperies près des producteurs, qui alimentaient une usine centrale par transport dans de gros tuyaux souterrains.

#### **2/ L'épuration des jus et des sirops. Trois phases :**

- Par précipitation : emploi de l'alcool, de la chaleur seule, de l'acide sulfurique, de la chaux.
- Par sulfuration : emploi d'acides sulfureux.
- Par filtration : emploi de noir animal, puis par un tissu de coton.

#### **3/ La diffusion, la macération. Il s'agit de l'extraction des jus.**

- Par presse, mais il n'est récupéré que 80 % des jus pour 97% contenus dans la betterave.

- Par la chaleur sur les cossettes.
- Par macération en cuves fermées, disposées en batteries.

#### **4/ L'évaporation**

- Parmi les diverses opérations que nécessite l'extraction du sucre, l'évaporation en est une.
- L'évolution des techniques se situe dans l'utilisation de la vapeur et la transformation des chaudières.

#### **5/ La cuite et le turbinage**

- La cuite a pour but d'amener le sirop au point de concentration nécessaire pour que la cristallisation du sucre se produise.
- Le turbinage sert à la séparation du sucre et de la mélasse à l'aide de la force centrifuge. L'évolution de cette technique apporta un progrès et une économie de main d'oeuvre considérable.

Bien d'autres industriels (7) participèrent à l'évolution de l'industrie sucrière.

**Qu'il me soit permis de remercier pour la relecture Messieurs FLAHAUT et GABET, pour les clichés Messieurs COURTECUISSÉ et LASSELIN, pour des informations Messieurs LEBLON et DAUVEGIS, pour les reproductions photographiques les studios DÉCLIC et CAUDRON (Cambrai).**

**Toutes les photographies de cet article sont reproductibles. Si vous souhaitez vous procurer des reproductions, vous pouvez vous rapprocher de l'auteur en lui écrivant au 3 de la rue de la Pépinière à Cambrai (59400) ou en lui téléphonant au 03.27.81.32.41.**

#### **Sources**

- (1) PARMENTIER Antoine, 1737-1813. Né à Montdidier, agronome, pharmacien militaire, développa la culture de la pomme de terre, connu à Cambrai par l'hôpital militaire. Partisan du sucre de raisin.
- (2) DE SERRES Olivier, 1539-1619. Agronome, né à Villeneuve de Berg (Vivaraux). Il réforma l'agriculture par la pratique méthodique de l'assolement.
- (3) MARGRAFF Andréas, 1709-1782. Chimiste allemand, né à Berlin, obtint le sucre de betterave à l'état solide.
- (4) ACHART François-Charles, 1754-1821. Né à Berlin d'une famille française. Fonda en 1802 la première fabrique de sucre. Présenta des pains de sucre de betterave en 1799.
- (5) MELINE Jules, 1838-1925. Né à Remiremont. Ministre de l'agriculture de 1883 à 1885, de 1915 à 1916 et chef du gouvernement de 1896 à 1898. Il appliqua une politique protectionniste.
- (6) LINARD Jules, 1830-1883. Il créa les râperies et le transport des jus de betteraves vers les usines-mères.
- (7) Nous citerons pour exemples : Jean-François CAIL (1804-1871), constructeur en matériel de sucrerie ; Charles CAMUSET, directeur de la Sucrierie Centrale de Cambrai ; Pierre-Paul DEHERAIN (1839-1902), qui trouva du sucre dans les feuilles ; Benjamin DELESSERT (1773 Lyon-1847), qui aidé de son ouvrier Jean-Baptiste QUERUEL travailla sur la qualité du raffinage ; Charles Joseph Mathieu de DOMBASLE (1777 Nancy-1843), qui s'attacha à développer les procédés de macération et de diffusion des jus de betterave et étudia le matériel d'évaporation ; FOUQUES, qui découvrit le sucre de raisin et parvint à fabriquer un pain de sucre ; Aimé GIRARD (1830-1898), qui prouva que le sucre passait des feuilles dans la racine (jour/nuit) ; Anselme PAYEN (1795-1871), qui identifia la cellulose et indiqua la distribution du sucre dans la racine ; Jules PELOUZE (1807-1867), chimiste qui proposa de doser le sucre par fermentation alcoolique ; Louis PROUST (1754-1826), qui isola le glucose...

#### **Bibliographie**

- \* J. HÉLOT. Histoire centennale du sucre de betterave. 1912.
- \* C. MERIAU. Histoire de l'industrie sucrière dans la Région du Nord. 1891.
- \* J.H. ROSNY. Carillons et sirènes du Nord. 1928.
- \* P. DEGREMONT. Les sucreries du Cambrésis. Septembre 1999.
- \* Annuaire du Cambrésis et RAVET-ANCEAU de 1853 à nos jours.
- \* La "Voix du Nord" 1997-1998-1999.
- \* "Cambrésis Terre d'Histoire" (Iwuy-Thun-Saint-Martin, n° 18, pages 3 à 10 ; Neuville-Saint-Rémy, n° 19, pages 11 à 20 ; Graincourt-les-Havrincourt, n° 20, pages 13 à 18 ; Haynecourt, n° 24, page 27).
- \* La sucrerie de Cattenières, in Nicole et Jean-François LANGLET, Cattenières notre village, pages 76-77-78, Cambrésis Terre d'Histoire, 1999.
- \* La râperie d'Honnecourt, in Honnecourt-sur-Escaut : Histoire et cadre de vie, pages 193-194. Cambrésis Terre d'Histoire, 1995.
- \* La sucrerie-râperie de Banteux, in Gérard GAILLARD, J'ai qu'ière min villach : Banteux par les cartes, 1850-1950, pages 24-25-26-45-66-67, Cambrésis Terre d'Histoire, 1996.

Gérard VINCENT

## NOS VILLAGES MÉCONNUS : FRESSIES

### Troisième partie : De 1789 à nos jours.

Par Arnaud GABET, Renée DEHAYE et Christiane ROGÉ

Après vous avoir raconté l'évolution du village de Fressies de la Préhistoire à l'an Mil ("Cambrésis Terre d'Histoire n° 25) et de l'An Mil à 1789 (Cambrésis Terre d'Histoire, n° 26), nous vous invitons maintenant à clore cette monographie historique par la découverte de l'évolution économique et sociale du village depuis la Révolution Française jusqu'à nos jours.

Pour en savoir plus, nous vous donnons rendez-vous les 20 et 21 mai 2000 à la salle des fêtes de Fressies pour une exposition de documents anciens retraçant cette longue et passionnante histoire...

### La Révolution

En 1789, le village compte 124 feux (environ 600 habitants) et ce sont Pierre-Hugues DESSAINT (le mayeur, représentant du pouvoir seigneurial !) et Antoine DENOUVION qui sont délégués par la population pour représenter Fressies au bailliage du Cambrésis, en vue des États-Généraux.

Lors de la création des municipalités, ce sera d'ailleurs Pierre-Hugues DESSAINT qui sera choisi pour devenir le premier maire de Fressies... Lui succéderont pendant cette période Martin COURTECUISSÉ (1791) et Joseph DETOURNAY (1792-an II).

"L'enquête sur l'Assistance" lancée par les nouvelles autorités en 1790 nous apprend qu' "*il y a à Fressies 42 ménages ayant besoin d'assistance ; les causes de la mendicité proviennent du fait que les pauvres n'ont aucun bien. Les seuls travaux utiles au village sont la culture de la terre et la fabrication du lin en brusque*". On y trouve la première dénonciation de "l'Ancien Régime" : "*Le Chapitre Saint-Géry propriétaire de la cure depuis 1228 n'a jamais contribué aux intérêts de la communauté*". Vexés par les redevances et droits seigneuriaux en tous genres de l'Ancien Régime, les habitants de Fressies furent de ceux qui déclarèrent révolutionnairement "*ne plus rien devoir et ne plus rien payer désormais*"... (Cf : G. LEFEBVRE).

Le 30 janvier 1791, Antoine Joseph MARTINACHE, curé de Fressies, contrairement à de nombreux curés du District de Cambrai, jura "*sans aucune restriction*" le serment à la Constitution Civile du Clergé (A.D.N., L 6932).

Cependant, la déchristianisation devenant générale, les cultes étant interdits, "*MARTINACHE consulté par la hauteur du temps et de la raison*" abdiqua de ses fonctions le 10 germinal an II. Le maire DETOURNAY certifia alors aux autorités que MARTINACHE était un franc républicain (A.D.N., L 6539), il put ainsi se retirer tranquillement chez des parents à Valenciennes où il serait mort, contrairement à de nombreux prêtres qui se virent alors contraints de quitter le pays.

Comme de nombreux villages situés à proximité du Camp de César, le village eut une nouvelle fois à souffrir du passage des troupes : en janvier 1793, Pierre VILETTE est chargé de donner un certificat au District de Cambrai pour obtenir l'indemnité de la perte d'un de ses chevaux mort de fatigue à la suite d'un convoi militaire (A.D.N., L 3079).

Plusieurs habitants du village moururent sur le champ d'honneur pendant les guerres révolutionnaires et de l'Empire (A.D.N., L 4077) : François DENOUVION (Delft, 17 germinal an 12), Jean-Philippe LHOMME (Dantzig, 13 avril 1813), Grégoire BOTTE (Custrin, 20 novembre 1813), Augustin QINTOT (Erfurt, 5 février 1814), Emmanuel MERIO (Berlin, 27 mars 1814), Jean-Baptiste DELILLE (Mayence, 30 mars 1814).

### Les édifices communaux

#### \* L'église

La vieille église de Fressies connut tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle de nombreuses réparations. Ainsi, en 1809, on peut lire : "*Nous avons un clocher très défectueux, causée par le vent et les mauvaises circonstances du temps*". Les marais communaux sont donc loués pendant 9 années pour couvrir la réparation de ce clocher (A.D.N., O 251-26).

En 1838, on procède au renouvellement de la flèche et de la couverture afin d'éviter les dégradations que pourraient éprouver la charpente par suite de l'infiltration des eaux pluvieuses (A.D.N., O 251-27).

En 1843, on envisage de construire un porche en menuiserie à l'entrée de l'église, de supprimer une marche en bois au chœur pour la remplacer par une marche en pierre bleue, de refaire la bordure en ardoises du côté du presbytère, d'établir une chaire à prêcher, un banc de communion en fonte ainsi qu'une vasque aussi en fonte pour les fonts baptismaux.

En 1868-1870, c'est la sacristie qui est agrandie (A.D.N., O 251-28).

En 1901, le projet de restauration de la tour de l'église est approuvé par le conseil : *"La tourelle renfermant l'escalier de la tour de l'église de Fressies est délabrée dans sa partie supérieure, elle fait aujourd'hui saillie dans la toiture. On décide donc de diminuer la hauteur de la tourelle de 2,10 mètres sans nuire à la communication avec le beffroi..."* (A.D.N., O 251-29).

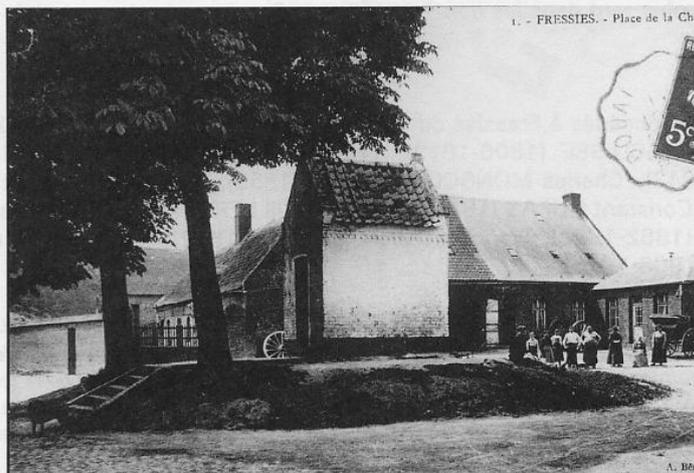
Une horloge *"donnant les heures, demies et répétitions, marchant une semaine d'un remontage à l'autre"* est enfin fournie par les Éts GUGUMUS de Nancy puis posée sur le clocher en 1904 (A.D.N., O 251-30).

*L'intérieur de l'église de Fressies avant la Première Guerre mondiale (Collection Gérard VINCENT)*



FRESSIES. - Intérieur de l'Eglise (4)

**\* Les chapelles**



1. - FRESSIES. - Place de la Chapelle

*Si l'on en croit une enquête de 1849 (A.D.N., 1T253/9), la chapelle du centre de la commune dédiée à la Vierge aurait été détruite pendant la Révolution, puis rebâtie en 1807 par le brasseur Prosper Joseph MONSCOURT, à l'angle de la rue de l'Église (alors appelée "rue du Pavé") et du chemin d'Aubancheul. A nouveau détruite pendant la Première Guerre, elle fut reconstruite derrière le Monument aux morts.*



Une chapelle est repérable en 1846 au beau milieu de la rue d'Aubencheul. Cependant est-ce bien l'emplacement de ce calvaire que l'on peut toujours observer aujourd'hui ? L'inscription visible sur l'abri en briques de ce calvaire entretenu par la famille HAINE n'est malheureusement plus lisible.

Enfin, au centre de la "rue du Pavé" (actuelle rue de l'Église), on trouvait aussi une chapelle qui a aujourd'hui disparu... Les Anciens racontent aussi que suite à l'épidémie de choléra de 1849 fut établie dans le village une chapelle dédiée à Saint-Roch et "sin kien" (son chien)...

#### \* Le cimetière

L'ancien cimetière qui se situait à côté de l'église (B 300) fut abandonné suite à l'épidémie de choléra de 1849 (87 décès) et installé à l'endroit où on le connaît aujourd'hui (A.D.N., O 251-33). Soixante cinq centiares de l'ancien cimetière furent rachetés en 1874 par la veuve MONSCOURT, rentière à Douai, qui souhaitait maintenir la pierre tombale familiale que l'on peut toujours observer aujourd'hui. La haie vive et le fossé qui entouraient le nouveau cimetière depuis 1861 furent remplacés par un mur de clôture en 1880 (A.D.N., O 251-34).

\* Le presbytère longeait la ruelle de l'église et se trouvait derrière le lieu de culte. Sa couverture en chaume fut remplacée par une couverture en ardoise en 1809. Il fut, lui aussi, réparé en 1828-1829 (A.D.N., O 251-23), entre 1832 et 1838 (A.D.N., O 251-31), en 1843-1845 et en 1857-1860 (A.D.N., O 251-32), puis bien plus tard dans les années 1965-1970.

#### \* La mairie

Les maires qui se sont succédés à Fressies de 1800 à 1914 furent : Félix Joseph CHEVALIER (jusqu'en 1806), Joseph COURTECUISSÉ (1806-1813), Prosper Joseph MONSCOURT (1813-1821), Hubert CHEVALIER (1821-1843), Charles MONSCOURT (1843-1859), Joachim HAINE (1859-1860), Joseph DEVIS (1860-1865), Constant DUPAS (1865), François GUILBERT (1865-1866), Constant RÉMY (1866-1882), Pépin HAINE (1882-1888), François DONNAIN (1888-1892), Pépin HAINE (1892-1908), Pierre VASSEUR-DONAIN (1908-1913).

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la Maison Commune qui accueille également le logement de l'instituteur laisse à désirer si l'on en croit cette requête du maire en 1876 : *"Si on ne veut pas laisser couler totalement cette maison, il est temps de réparer la toiture. Je me vois dans la nécessité de faire enlever les papiers de la mairie et M. l'Instituteur sera obligé de déménager, il ne sait plus où mettre ses meubles, il pleut de tous côtés, jusque dans son lit. Lorsqu'il pleut, sa femme est obligé de rester en haut et de ramasser l'eau sur les planchers pour qu'elle ne tombe pas dans les places du rez-de chaussée" ...*

#### \* L'école

Sous l'Ancien Régime, l'instruction publique était dispensée au village par des "clercs" qui avaient également pour tâche d'assister le curé : David HERLAUT est "clerc" jusqu'à sa mort à l'âge de 90 ans

en 1741... Adrien VILETTE, un de ses successeurs, sera "clerc" de 1755 à 1790.

Le 1<sup>er</sup> frimaire an III, Antoine DENOUVION, "père de 10 enfants", est nommé instituteur par les jurés d'instruction publique du district pour assister Adrien et Jean-Charles VILETTE ; DENOUVION est installé dans la maison presbytérale ; les instituteurs savent lire, écrire, connaissent les principes du calcul et sont occupés trois heures le matin, trois heures le soir... (A.D.N., L 4810).

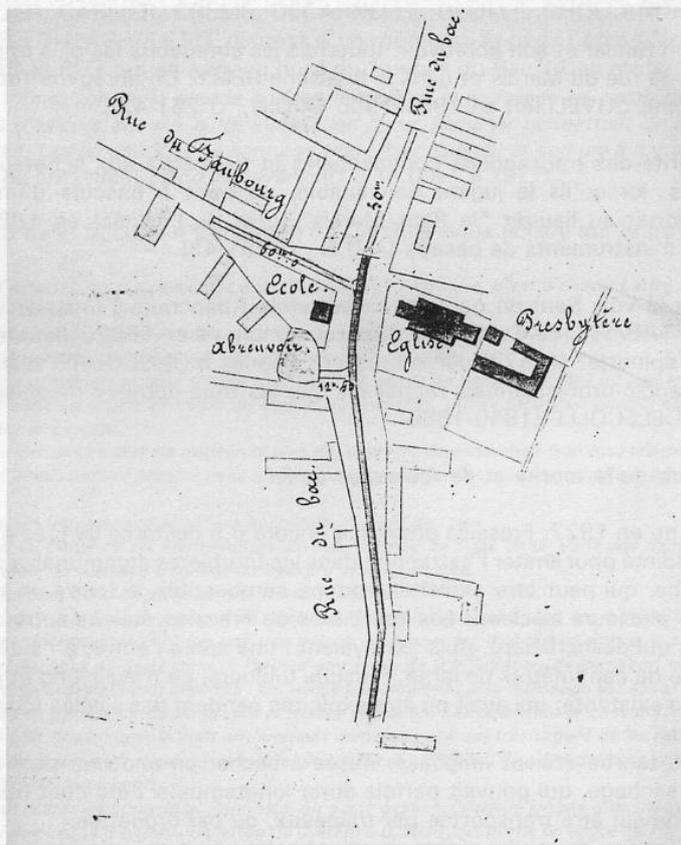
Avant 1840, la commune de Fressies donnait à l'instituteur "un local très incommode attendu qu'il ne pouvait contenir que 40 enfants des deux sexes" et lorsqu'il fut question d'en faire une "école", le Comité de l'Instruction Publique apposa son veto...

Il fut donc décidé qu'une école communale serait construite, sur la place publique, face à l'église sur un terrain de 2 hectares, 48 ares, 90 centiares (maison actuelle de Monsieur POULAIN). Une partie du marais communal fut alors vendu pour couvrir les frais de construction (A.D.N., O 251-35)...

On connaît le mobilier dont cette école fut dotée dès 1849 : 28 mètres de banc à écrire en bois blanc, une chaire avec palier, table, pupitre et tabouret ; un tableau pour chiffrer de 1,20 m de longueur x 0,95 m de hauteur ; un poêle en fonte avec tuyaux, tisonnier, pincettes et charbonnettes ; un quinquet ; des cartes de géographie ; un tableau de système métrique et un cartonnage de la méthode d'Abria (A.D.N., O 251-36).

Equipée de latrines dès 1854, elle fut clôturée d'une haie vive protégée par une haie sèche dès 1858 (A.D.N., O 251-37) et à la demande de l'instituteur, on y construisit une buanderie en 1882 (A.D.N., O 251-40).

Pour les filles, la commune ne disposait jusqu'alors que d'une maison de petite taille qu'elle louait. Pour répondre aux vœux de l'Administration, un terrain de 1309 m<sup>2</sup> fut acquis dans la rue du marais en 1868 (A.D.N. O 251-38). Cependant, ce terrain fut jugé trop éloigné du centre de la commune, et c'est "dans un jardin de la rue du Bac, clôturé de bons murs en briques appartenant à Jean-Baptiste COUPE-LEMAIRE (et vendu à la commune) que l'école fut finalement construite entre 1880 et 1883" (A.D.N., O 251-9). Il s'agit de l'emplacement de la mairie actuelle.



Les édifices communaux de Fressies au XIX<sup>ème</sup> siècle  
(Série O des Archives Départementales du Nord).

## L'économie

### \* L'agriculture

Pendant la période Révolutionnaire, les biens du Chapitre Saint-Géry, de l'abbaye du Verger et de l'Abbaye d'Anchin à Fressies furent déclarés "Biens Nationaux" et mis à la vente. Ceci permit à un nombre important de petits paysans d'accéder à la propriété.

En 1827, le village compte 386 hectares en terres labourables ; 11 hectares de jardins ; 6,5 hectares de pré ; 6,2 hectares de prè à tourbe ; 13,67 hectares de pâtures ; 24 ares de bois ; 6,70 ares de verger ; 57,20 ares de mares d'eau ; 5 hectares 39 ares de terrains plantés ; 4 hectares 78 ares de canal ; 8 hectares 40 ares de digues ; 23,30 ares de terrains vagues...

En 1825, les exploitations agricoles importantes sont celles du maire Hubert CHEVALIER-DUPAS (ancienne ferme du Chapitre Saint-Géry, actuelle ferme de M. Henri GAMEZ) ; les fermes voisines de la veuve Jean VILETTE (A 116) et de Florentin DUPAS (A 111) qui appartiennent toutes deux aujourd'hui aux héritiers CUVELLIER de Fressies et de Féchain ; la ferme de Maximilien CHEVALIER (A 174) qui appartient aujourd'hui à M. Clovis HENNETON-DORDAIN ; la ferme de Nicolas VILETTE (A 100) qui appartient aujourd'hui à son descendant M. Paul DORDAIN ; la ferme d'Antoine COURTECUISSÉ (A 99) qui appartient aujourd'hui à sa descendante Madame Marie-Antoinette JONAS, née CHEVALIER ; la ferme de Jean-Charles COURTECUISSÉ (B 308), dont le siège de l'exploitation appartient aujourd'hui à M. Henri GAMEZ et enfin la ferme de Léopold LEFEBVRE (B 372) qui fut transmise à Pierre Joseph VASSEUR-DONNAIN.

Toutes ces "Censes" qui appartenaient à l'Église avant la Révolution française sont les demeures historiques du village. Les autres exploitations agricoles de taille importante sont de construction plus récente...

En 1910, les cultivateurs importants de Fressies sont : Antoine CHEVALIER ; DEQUINT ; F. DEVIS ; Ch. DORDAIN ; H. DUPAS ; Guelophe CUVELLIER ; Pépin HAINE ; Alexandre HERLIN ; Pierre Joseph VASSEUR.

Chaque ferme avait son fumier et son abreuvoir, toutefois les abreuvoirs les plus importants étaient dans la rue de l'Église, dans la rue du Marais et dans la brasserie RÉMY. Un abreuvoir fut construit au pied de la ferme de Jean-Baptiste CUVELLIER en 1904-1905 (A.D.N., O 251-42).

Pour faciliter la régularité des transactions commerciales et permettre aux acheteurs de faire constater officiellement le poids, lorsqu'ils le jugent convenable, un pont à bascule d'une force de 15 000 kilogrammes est construit au lieu-dit "le Petit Marais" (près de l'écluse) en 1884 par Jean-Baptiste BABINAUX, fabricant d'instruments de pesage (A.D.N., O 251-43).

Un moulin existait sur la voie Santron qui joignait autrefois Abancourt à Fressies. En 1825, ce moulin appartenait au notaire TABARY, de Cambrai. Il disparut semble-t-il en 1882. Un autre moulin fut érigé en 1836 "au champ de l'épinette" (A 577) par le brasseur Charles MONSCOURT, mais celui-ci disparut en 1857. Les annuaires socio-professionnels rappellent que les trois derniers meuniers de Fressies furent MOUTON, CARRÉ et DELECOLLE (1840-1860).

### \* L'activité d'extraction de la tourbe et de rouissage du lin

Nous avons plus haut qu'en 1827, Fressies possédait encore 6,5 hectares de prés à tourbe. En 1806, un règlement est encore édicté pour limiter l'extraction dans les tourbières communales du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> août. L'existence de la tourbe, qui peut être exploitée comme combustible, a fourni un travail considérable à la population pendant plusieurs siècles... Les tourbières de Fressies étaient autrefois envahies par des bataillons de tourbiers qui désherbaient, puis extrayaient l'une après l'autre, à l'aide de leur louchet, des bandes d'une vingtaine de centimètres de large. Presque toujours, ce travail long et pénible était effectué sur le bord d'une fouille existante, qui avait pu être exploitée pendant des siècles (chaque famille avait son secteur).

Ensuite, les mottes de tourbe étaient empilées, mises à sécher en andains, puis réunies en tas aérés pyramidaux. Après le séchage, qui pouvait parfois durer longtemps si l'été était humide, la tourbe étant devenue plus légère pouvait être transportée par traîneaux, ou par brouettes.

L'odeur et la chaleur d'un feu de tourbe récompensaient cette peine, mais le paysage n'en demeurait pas moins durablement atteint, car de vastes bandes de terrain étaient ainsi débitées pour se chauffer pendant les longs mois d'hiver....



Les marais de Fressies.

La présence de la Sensée et de marais encouragèrent aussi au XIX<sup>ème</sup> siècle la culture et la commercialisation du lin.

En 1850, les dénommés BERNARD, BUSTIN, CAUDE, DHOLLANDE, François DUPAS, Hubert DUPAS, DELILLE, Pierre HARY, Grégoire HARY, RONNIEZ, PÉRU, Henri, Antoine et Pierre-Louis VILETTE sont dénommés "marchands de lin".

En 1860, sont aussi cités "marchands d'étoupes" : DUMONT F. fils, DUCHATELLE E., J-B. HERLOT... En 1880, BOUDAILLIER, CARLIER, CRÉME, DECARNELLE, DELILLE, DHOLLANDE, DUFOUR...

En 1895, Charles Henri DUPAS-VILETTE dispose d'un routoir au bord de l'étang "les Clairs du Grand Pré", ainsi que Géry DUPAS-PERUT qui en a un au bord du "marais du Bac". Ces routoirs servent à rouir le lin. Un rapport précise : "En raison de la grande surface des clairs, le rouissage ne paraît pas altérer les eaux d'une façon gênante. Il n'y a d'ailleurs aucune autre installation qu'un plancher permettant de lancer à l'eau les chassis chargés des bottes de lin. Les émanations ne sont pas trop désagréables, et comme il n'y a pas d'habitation dans le voisinage, les routoirs ne présentent pas d'inconvénient"... (A.D.N., S 2977).

Un article du tome 23 de la Société d'Émulation de Cambrai nous éclaire sur le travail du rouissage de lin à Fressies :

*"Lorsque le lin est mûr et arraché, on le fait sécher afin de pouvoir l'éboursefer, c'est à dire le battre avec un mail pour briser les cultures séminifères et en recueillir la graine.*

*Les claires sont des pièces d'eau de quelques hectares d'étendue, ayant jusqu'à une dizaine de mètres de profondeur. Elles résultent de l'extraction de la tourbe pratiquée pendant un très grand nombre d'années.*

*Ces eaux sont douces, très convenables pour y faire rouir le lin de gros ; on estime qu'elles lui laissent plus de poids ; qu'elles le rendent plus massif et lui communiquent un degré de souplesse favorable, qui se reconnaît quand, en appuyant les doigts sur un écheveau, ils y laissent leur empreinte.*

*Les lins de fin auxquels on recherche plus de roideur et plus de légèreté, deviendraient trop massifs dans de pareilles eaux.*

*Pour ceux-ci, on trouve un emplacement propice dans les eaux courantes des fontaines qui existent à la partie basse de la commune d'Iwuy.*

*Pour rouir dans les claires, on transporte d'abord les bongelots au bord de l'eau.*

*Un bongelot est une botte du poids de dix kilogrammes environ, formée de tiges de lin dont une moitié a une direction et l'autre moitié, une direction opposée, de manière à former un cylindre et non un cône.*

*Ce bongelot est contenu par des liens de paille soigneusement noués.*

*Les bongelots étant disposés sur la prairie, au bord de l'eau, on les y fait descendre un à un, à l'aide d'une fourche en bois à long manche, et on les place parallèlement à côté les uns des autres. Ils surnagent d'abord en partie et s'enfoncent à mesure que le rouissage fait des progrès. Au bout de deux jours, à l'aide d'une gaule de 6 à 7 mètres de longueur, on s'occupe de les retourner, c'est à dire de mettre la partie supérieure en dessous ; on essaie fréquemment si le rouissage est assez avancé en retirant quelques brins que l'on ploie : quand le ligneux se casse et que la filasse se sépare nettement de la chevenotte, on considère le rouissage comme terminé. Dans cet état, les bongelots sont entièrement immergés et il est très urgent de les retirer promptement, car d'une part, le rouissage trop prolongé diminue et même détruit la filasse, et d'autre part, ils ne tarderont pas à s'enfoncer et à disparaître. On en perd ainsi quelquefois 10 pour cent.*

*Le rouissage terminé, il faut retirer les bongelots. Pour cela, on a une espèce d'échelle longue d'un mètre à 1,30 m, à trois ou quatre bougeons, portant au pied de chaque montant, un bâton de 0,40 m à 0,50 m, qui forme un angle de 70° à 80°, analogue au crochet des portefaix. On enfonce ce crochet au-dessous d'un bongelot ; en remontant, il le saisit, et à l'aide d'un autre crochet à long manche, on le retire avec le bongelot sans craindre de briser les ligatures. On plante le bongelot sur le pré et on l'y laisse s'égoutter pendant deux ou trois jours ; alors on en saisit à peu près le quart dans son bras ; avec l'autre main on en prend une poignée que*

*l'on secoue vivement en l'air et on l'étend en ligne, à l'épaisseur d'un doigt sur le pré.*

*Les orages sont fort appréhendés, quand le rouissage approche de sa fin ; ils avancent tellement la décomposition de la matière extractive, que les rouisseurs s'empressent de retirer les bongelots même deux jours avant le terme prévu. Cette décomposition se propage jusqu'à celle de la filasse, ce qui fait dire aux ouvriers que les éclairs brûlent la soie du lin.*

*Les vents violents nuisent aussi beaucoup au rouissage par la dispersion qu'ils occasionnent et la rupture des liens qui résulte du choc des bongelots les uns contre les autres.*

*Les claires ou routoirs sont éloignés du centre de la commune...*

*Quand le lin est séché au-dessus, on passe un bâton long sous les têtes ; on le relève horizontalement pour lui faire faire un demi-cercle et la partie inférieure de la couche de lin devenant supérieure est placée favorablement pour se sécher.*

*Le rouissage est ainsi achevé.*

*La récolte du lin a lieu ordinairement après la moisson, rarement à la même époque ou auparavant.*

*Le rouissage dure dix à quinze jours : meilleure est la qualité du lin, plus l'opération a de durée.*

*Le travail du lin au routoir demande, de la part de la personne qui l'exécute, beaucoup d'adresse, pour ne pas se laisser tomber dans l'eau. Les opérations suivantes sont si malpropres que les ouvriers et les ouvrières ne se revêtent que de haillons. Leur travail se fait au milieu d'une atmosphère infecte qui ne peut être, en réalité, que préjudiciable à leur santé, bien qu'ils disent qu'on s'y habitue sans effort.*

*Si, maintenant que la détresse des rouisseurs en diminue forcément et considérablement le nombre, il n'y a pas lieu à reconnaître un effet fort étendu des qualités délétères de l'air qu'on y respire, il n'en était pas de même, il y a cinquante ans, lorsque le commerce de lin florissait ; alors, on en faisait rouir des quantités très considérables et c'est probablement aux effluves pernicieux qui s'en exhalaient, qu'il faut attribuer les endémies fiévreuses qui se renouvelaient fréquemment à cette époque et allaient, dit-on jusqu'à décimer la population.*

*Les ouvriers, qui admettent presque l'innocuité de leur travail, reconnaissent bien cependant que l'eau qui sert au rouissage se corrompt, devient noire et fétide ; qu'elle fait mourir le poisson et qu'il ne faut point en boire ni en abreuver les bestiaux" ...*

En 1906, seuls A. et F. RAOUT, E. CARLIER sont dits "liniers"...

Les marchands de lin disparaissent ensuite des annuaires. Toutefois, l'on sait qu'en 1909 Charles RAOUT, marchand de lin, se plaint du fait "que depuis la suppression de l'ancien quai du rivage, le chemin donnant accès aux marais est clôturé et que les marchands de lin ne peuvent plus arriver chez lui sans devoir payer une taxe de 12 francs à l'administration"...

#### \* Le canal de la Sensée et ses aménagements

En 1811, le maire COURTECUISSÉ demande la réparation des 2 ponceaux de la Sensée (l'un servant d'entrée au marais de Saint-Géry et l'autre servant de passage pour l'entrée du marais du Bacq)... (A.D.N., O 251-75).

Dès la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, on envisagea de canaliser la Sensée (c'est à VAUBAN dit-on qu'est due l'idée de la construction du canal de la Sensée). Mais il fallut attendre le règne de Louis XVIII pour que celui-ci vit le jour. Les travaux qu'on présumait devoir durer quatre années, furent entrepris en juin 1819 sous l'habile direction de Monsieur l'Ingénieur VALLÉ, et le 15 novembre 1820 le canal de la Sensée fut livré à la navigation.

Le canal de la Sensée ainsi réalisé a une longueur totale de 25,044 kilomètres et se compose de quatre biefs. Il est alimenté par la rivière de la Sensée, de la Gache et par les sources des marais d'Arleux, Palluel, Oisy, Écourt-Saint-Quentin, Lécuse et Hamel dont la superficie couvrait 2000 hectares le long de la Sensée et dont le débit total était d'1,50 m<sup>3</sup> par seconde (Historique du bassin Rond par M. Maurice BÉTRANCOURT, *Cambrésis Terre d'Histoire*, n° 14, page 6).

A cette occasion, une écluse fut construite à Fressies ainsi qu'un siphon à 8 kilomètres 785 avec piedroits espacés de 1 mètre et 0,90m de hauteur sous clef et une voûte à 0,30m de flèche. Cet ouvrage servait à l'égouttement des marais situés sur la rive sud.

De 1818 à 1863, ce canal fut concédé au sieur HONOREZ, qui en perçut les produits (péage, jouissance des digues et des arbres plantés sur les francs-bords)... avant d'entrer définitivement dans les mains de l'État.

En 1823, la commune de Fressies est autorisée à construire à ses frais un pont-levis sur le canal de la Sensée.

En 1834, les deux flèches en bois de sapin du pont-levis de la commune sont pourries, menacent ruine, ce qui empêche la manoeuvre de ce pont. On renouvelle donc les flèches en bois de chêne... (A.D.N., O 251-76).

En 1836, le tablier du pont du canal doit être réparé par le maréchal-ferrant François GUILBERT car celui-ci a été brisé par suite de la rupture de l'une des chaînes qui servait à sa manoeuvre, occasionnant l'impossibilité de récolter les denrées qui se trouvaient sur les terres du côté opposé de la commune (A.D.N., O 251-77).

En mars 1853, le pont de la Sensée complètement pourri se rompt, la commune décide donc de le reconstruire au grand dam du Génie Militaire qui n'en a pas été averti (ce pont était toujours situé dans

une des zones de servitude défensive)... La manoeuvre qui se faisait sur la rive droite de la Sensée (côté du hâlage) se fait désormais sur la rive gauche.

En 1867, un pont-levis en fer fut construit sur le canal (A.D.N., O 251-79).

En 1891, un quai "désiré par toute la population" est construit à l'écluse de Fressies : *"il sera très nécessaire pour l'expédition des betteraves qui y sont embarquées chaque année"*... (A.D.N., O 251-80).

En 1898-1899, on reconstruisit en bois les portes des écluses qui furent munies de deux ventelles à jalousies, ce qui permit un remplissage et une vidange du sas plus rapides.

Un décret du 14 mai 1900 déclara d'utilité publique un avant-projet d'amélioration du canal de la Sensée comprenant : l'abaissement et la suppression du bief de partage d'Estrées-Fressies et l'approfondissement de tout le canal à 2,50 mètres de tirant d'eau.

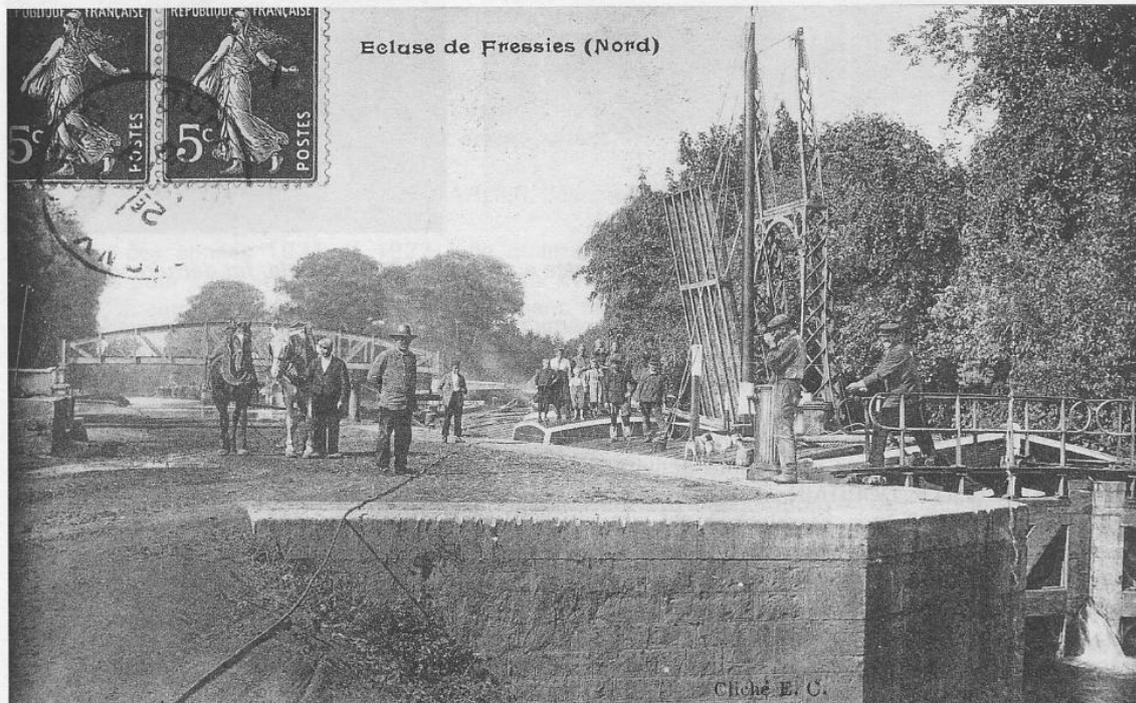
Le 19 juillet 1907, une concession de halage électrique des péniches fut accordée pour 40 années, mais il semble que le halage électrique des péniches n'ait été effectif qu'à partir de 1925-1926.

En 1908, le canal de la Sensée avait déjà subi de nombreux aménagements, et l'écluse de Fressies était supprimée.

A la veille de la Première Guerre, sur cette importante artère économique, le trafic dépassait cinq millions de tonnes : la houille formait le principal élément des transports (76 %), suivi par le trafic des produits agricoles (8%), puis venaient ensuite les bois et matériaux de construction, les engrais et les métaux.

La proximité de ce canal fut également à l'origine d'autres professions qui ont disparu aujourd'hui : des haleurs de bateaux qui utilisaient leurs chevaux pour tracter les péniches, des buandiers, des marchands de poisson, des blanchisseurs, des vendeurs d'article de marine (H. HARY en 1910)... et favorisa bien entendu l'installation de nombreux estaminets sur le bord de cette artère économique...

Sur les deux rives du canal, on trouvait des plantations de très belle venue qui étaient une source importante de revenus pour le Trésor et même des pépinières. Tout ceci fut totalement détruit pendant la Première Guerre.



L'écluse de Fressies qui fut supprimée en 1908...

\* Les brasseries de Fressies

Nous avons constaté dans la précédente édition que l'activité brassicole était attestée à Fressies depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle. Signalons maintenant que de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle à 1975, une brasserie fonctionna au 55 de la Grand Rue, dans la cour actuelle de la ferme de Monsieur DUQUENNE.

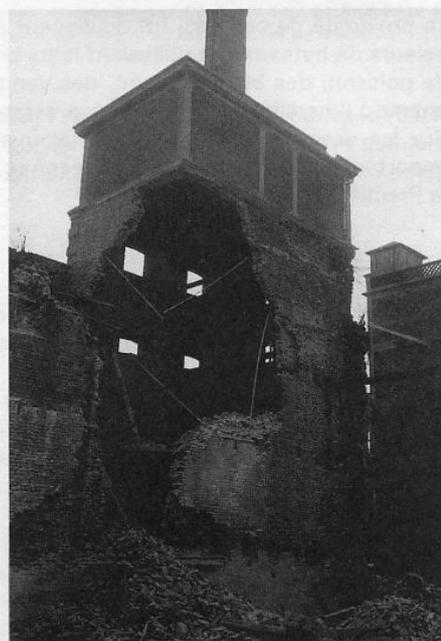
Vers 1785, le dénommé Pierre Joseph CREME brasse à Fressies.

En 1825, cette brasserie de Fressies était la propriété de Monsieur Prosper Joseph MONSCOURT issu d'une première union de la veuve CREME. Après 1831, elle passa à son fils Charles MONSCOURT, qui la transmet lui-même en 1869 à son gendre Constant RÉMY (1837-1882), époux d'Élisa MONSCOURT. En 1906, cette brasserie qui est passée aux GODEFROY est gérée par Monsieur Pierre DEBRUYN, originaire d'Annoeulin. Vers 1930-1950, elle est la propriété de Monsieur Henri GODEFROY-HALLETTE. De 1950 à sa destruction vers 1975 (?), elle fut la propriété du fils de ce dernier André GODEFROY-VISSEAUX.

A la "Belle Époque", on trouvait aussi à Fressies une seconde brasserie dirigée par Monsieur Hyppolite CHEVALIER. Elle jouxtait la précédente. A son emplacement se trouve aujourd'hui la maison de Madame Chantal JONAS.



FRESSIES. — Brasserie-Malterie H. Godefroy



La brasserie-malterie GODEFROY, probablement fondée au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, fut détruite vers 1975.

\* Le "Chauffour" ou four à Chaux (au lieu-dit du même nom) appartenait en 1825 à la veuve VILETTE. Il passa ensuite à François VILETTE-DUBAIL, fabricant de chaux, qui en 1894 est autorisé à maintenir en activité le four qu'il exploite face au chemin d'Abancourt (A.D.N., S 2981).

Pour en terminer avec l'impact de "la Révolution Industrielle" sur le village de Fressies, signalons que la commune connut aussi une importante activité de tissage dans les années 1850-1880 (sont cités : CHARLANT, DELILLE, DORDAIN, HARY, HERLAND, PÉRU, VILETTE,... tisserands à Fressies). Grâce au recensement de 1906 et au témoignage d'Anciens du village, nous apprenons que jusque dans l'Entre-Deux-Guerres le dénommé Géry VILETTE (qui habitait l'actuelle maison de Madame LAMBALIEU) allait chercher des mouchoir à Cambrai et les distribuait à de nombreuses demoiselles du village qui étaient chargées de les confectionner...

Grâce à ses nombreux artisans et commerçants, le village de Fressies connaît avant la Première Guerre une certaine autarcie : deux maréchaux-ferrants (P-J. LAMBALIEU et A. CARLIER), un maçon (R. LEBLANC), un couvreur (A. DECARPIGNY), un charron (H. DUPAS), deux cordonniers (F. DUPAS et E. BUSTIN), une épicière (A. HARY), cinq boulangers (P-H. HARY, A. LAMBALIEU, G. VILETTE, E. DUPAS et P. VILETTE), un boucher (François CUVELLIEZ), un tailleur d'habits (P-J BUTTE).

## L'évolution de la population

Le village comptait 600 habitants vers 1790, 700 habitants vers 1810, 800 habitants vers 1825 et 851 habitants en 1836. L'épidémie de choléra de 1849 fut à l'origine de 87 décès.

Malgré la présence du canal de la Sensée, l'apparition de nouveaux centres industriels, la population de Fressies commença ensuite à décliner inexorablement et cela jusqu'en 1914 pour revenir au chiffre de 587 habitants au recensement de 1911.

## Les aménagements du village

En 1833, un pavé aboutissant à la Chaussée de Douai est construit car *"faute de débouché facile, le commerce des lins, principale industrie du pays, souffre dans son exploitation par le prix excessif des transports"* (A.D.N., O 251-49).

En 1834, l'aqueduc recevant les eaux du chemin du marais du Bac et communiquant au marais de la Courbette, qui menaçait ruine, est reconstruit. Le nouvel aqueduc est un petit ponceau en maçonnerie suffisamment large pour faciliter le passage des convois hippomobiles entre Fressies et Féchain (A.D.N., O 251-50).

La seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle sera consacrée au pavage des chemins : pavage du chemin de l'écluse et construction d'un aqueduc en 1845 (A.D.N., O 251-51), travaux de pavage du chemin de Fressies à la route nationale n° 17 en 1851 (A.D.N., O 251-69), de la ruelle du faubourg et de la rue d'Abancourt en 1854-1855 (A.D.N., O 251-55), construction d'une chaussée pavée de Fressies à Épinoy en 1877-1878 (A.D.N., O 251-56), pavage avec trottoirs du "chemin de l'église" en 1892-1895 (A.D.N., O 251-58) et nombreuses restaurations de chaussées entre 1908 et 1913...

## La Première Guerre mondiale et la reconstruction

L'invasion allemande en 1914 provoqua un immense effroi au sein de la population entraînant par exemple la frayeur d'Angélique DORDAIN qui mourut de peur.

En face de l'église, Nicolas VILETTE fut tué dans son grenier par un obus. La ferme de ce dernier fut également détruite lors du bombardement de l'église.

La cloche "Marie Agnès" fut volée par les Allemands en 1917.

En 1918, une importante partie de la population dut évacuer, prenant le train à Aubigny-au-Bac pour rejoindre Escaudain, puis Sebourg...

Dès que la guerre fut terminée, Fressies demanda à être considérée comme faisant partie de la zone rouge, puisqu'elle a été *"soumise à un violent bombardement qui a détruit ou gravement endommagé la totalité des habitations, les terres sont remplies de fer barbelé et ont été bouleversées par les obus, elles sont complètement débornées"*...

Trois briqueteries virent le jour (Honoré CARLIER, Joseph DUPAS et BECQUET) pour faire face aux besoins de la reconstruction.

Au cours des années 1921 et 1922, une quantité importante de pieds de peupliers, de saules et d'arbustes pour taillis sont replantés sur les deux rives du canal de la Sensée.

En 1922, la commune refuse un plan d'alignement, car la plupart des maisons ont déjà été refaites...

Il n'en demeure pas moins que les derniers baraquements provisoires, situés en bordure du canal, ne furent détruits que lors de l'élargissement de 1959.

C'est en 1921 que le Conseil fit le choix de la place de la Chapelle pour y établir un **Monument aux 21 enfants morts** pour la patrie... Ce monument qui sera l'oeuvre de VINCART, marbrier d'Aniche, fut inauguré le 24 septembre 1922. Il fut envisagé de l'orner de 4 obus de 280 qu'il fallut chercher à Rennes et de deux canons d'artillerie lourde allemande. Peu avant son inauguration, on changea le coq qui faisait mauvaise impression à la population...

Une sépulture commune, perpétuelle et gratuite fut également mise en place à l'intention des soldats morts pour la patrie.

En 1922, une bascule est installée par la sucrerie d'Escaudoevres près du canal et une conduite de jus de betteraves provenant de la distillerie CARLIER d'Aubencheul passe sur le terroir. En 1931, on envisage cependant la mise en place de bassins de décantation à cette distillerie car les eaux résiduaires se déversent dans la petite Sensée et les marais communaux...

A cette époque, la culture de betteraves à sucre est la branche la plus importante de l'activité agricole de la commune : *"La récolte de betteraves à sucre de Fressies est livrée au quai communal puis chargée sur bateau pour être menée dans les diverses sucreries voisines, cela depuis au moins 1850... En 1932, une quantité impressionnante de betteraves et de pulpes sont manutentionnées sur le quai, occupant un nombre considérable d'ouvriers saisonniers. Les betteraves fournissent les sucreries voisines et les pulpes sont jugées indispensables pour la nourriture des bestiaux".*



*Le Monument aux Morts de Fressies fut inauguré en 1922.*

Deux nouvelles chapelles voient le jour :

- Le 13 juin 1931, le Conseil acheta 8 m<sup>2</sup> de terrain à M' CAPAU pour l'édification de la chapelle Saint-Roch située à l'angle de la Grand'Rue et de la rue du Marais. Cette chapelle fut réaménagée vers 1982.
- Une autre chapelle d'un style tout à fait particulier fut dédiée en 1954 à la sainte italienne Maria GORETTI, appelée familièrement Marietta (1890-1902), jeune fille qui avait reçu 14 coups de poignard de son jeune voisin parce qu'elle avait refusé ses avances...

A partir de 1925, la société électrique d'Aubenchaul-au-Bac engage la distribution de l'électricité et de l'éclairage dans la commune. L'électrification des écarts ne prendra fin qu'en 1947-1948....

En 1932, on envisage de construire une remise pour la pompe à incendie de la commune.

En 1935, une clôture est édiflée autour du cimetière et un aqueduc est construit dans les rues d'Hem-Lenglet et de Féchain (A.D.N., O 251-107).

L'ancien cinéma paroissial qui avait servi d'église provisoire après la Première Guerre fut détruit par un incendie en 1961. Il a aujourd'hui fait place à un boulodrome.

La reconstruction de l'église de Fressies n'est évoquée dans les registres de délibération qu'après 1925. C'est le 13 septembre 1931 que le vicaire général du Diocèse François LENOTTE baptisa la nouvelle cloche de 880 Kilogrammes réalisée par la fonderie WAUTHY de Sin-le-Noble : on l'appela "Marie-Philomène Huberte Victorine" en l'honneur de ses parrain et marraine Hubert Bernard COUPEZ et Marie-Philomène DEVIS.

Dans l'Entre-Deux-Guerres, une école de filles se trouvait derrière la mairie actuelle (ancienne salle des fêtes). La mairie actuelle faisait alors office de logement pour l'institutrice.

L'école des garçons se situait toujours face à l'église et le haut du bâtiment servait de mairie.

Dès 1936-1938, on envisagea la construction d'un nouveau groupe scolaire (en raison de la vétusté des locaux et de la confusion mairie-école des garçons). Celui-ci ne fut en fait inauguré que le 26 juin 1955. Une troisième classe construite dans l'ancien préau fut inaugurée le 18 novembre 1990.



*La bénédiction de la chapelle dédiée à Sainte Maria Goretti, par Monseigneur GUÉRY, archevêque de Cambrai, en 1954.*

En 1953, la salle paroissiale devient communale et la toiture du clocher qui avait été fortement endommagée par les bombardements de la guerre est restaurée, mais malheureusement la foudre vient de nouveau endommager le clocher en 1956.

Les maires qui se sont succédés depuis 1918 sont Pierre HARY (jusqu'en 1919), Henri GODEFROY (1919-1940), Marcel HARY (1940), Henri GODEFROY (1940-1945), Jules DELILLE (1945-1947), Georges BOULANGER (1947-1949), Lucien LELONG (1949-1953), Pierre GODEFROY (1953-1955), J-Philippe CHEVALIER (1955-1971), Raphaël DHOLLANDE (1971-cité en 1979), Gilbert DHORDAIN (1979-1989) et Henri GAMEZ (depuis 1989).

### **La Seconde Guerre mondiale**

Lors de l'invasion allemande de mai 1940 ("Bataille de la Sensée"), le pont de la Sensée, l'église, ainsi que l'école sont endommagés... On eut à regretter la mort de quelques civils qui s'étaient refusés à prendre la route de l'exode...

IL y eut environ 25 prisonniers de guerre originaires du village lors de la campagne de France.

Pendant l'absence de Monsieur GODEFROY, maire, un comité de guerre est mis en place en juin 1940 avec Monsieur Marcel HARY à sa tête. En juillet 1940, 125 marinières se réfugient à Fressies par suite de la perte de leurs bateaux, ils sont secourus par la commune. En octobre, suite à une ordonnance des autorités allemandes, un service de garde de jour et de nuit est mis en place pour surveiller les lignes téléphoniques...

En 1941, est créé un corps de sapeurs-pompiers composé de 16 hommes, et l'on envisage la création d'un terrain de sports à l'école (qui ne sera effectif qu'après-guerre et se soldera aussi par la création d'une équipe de football en 1947)...

Le 5 juillet 1944, à 17 heures 15, des péniches sont mitraillées sur le canal de la Sensée à Fressies. 6 bombes tombent dans les champs. *"2 péniches coulent"...* (1037 W 12, A.D.N.).

### **La halte**

C'est en 1874 que la Compagnie ferroviaire Picardie-Flandres dut se soumettre aux desiderata de la commune de Fressies qui souhaitait qu'une halte soit établie sur la nouvelle ligne Cambrai-Douai.

En 1921, la commune appelle l'attention des autorités sur les accidents qui sont à craindre au passage à niveau non gardé et non muni de barrières sur la ligne de Cambrai à Douai "lieu-dit la Marlière".

La halte de Fressies étant exposée aux intempéries, la commune demande en 1938 l'installation d'un "abri" : *"Cela permettrait l'expédition des bagages, des bicyclettes, des voitures d'enfants et faciliterait la délivrance des cartes d'abonnement hebdomadaires qu'il faut actuellement aller chercher à la gare de Sancourt"...* L'abri-voyageurs sera réalisé en 1963.

La population a connu une évolution originale : de 609 habitants au sortir de la Première Guerre, la population ne cessa ensuite de décliner pour atteindre 356 habitants en 1968.



*La halte de Fressies sur la ligne ferroviaire Cambrai-Douai.*

### **Le canal de la Sensée**

Les Anciens rapportent qu'on trouvait encore après la Guerre de pauvres bateliers tirant eux-mêmes leur péniche vide, mais c'est le cheval qui était principalement chargé d'effectuer cette tâche.

En 1931, la population s'oppose à ce que la traction électrique des bateaux (effective depuis 1926) s'effectue sur deux voies, à moins que le quai communal ne soit contourné...

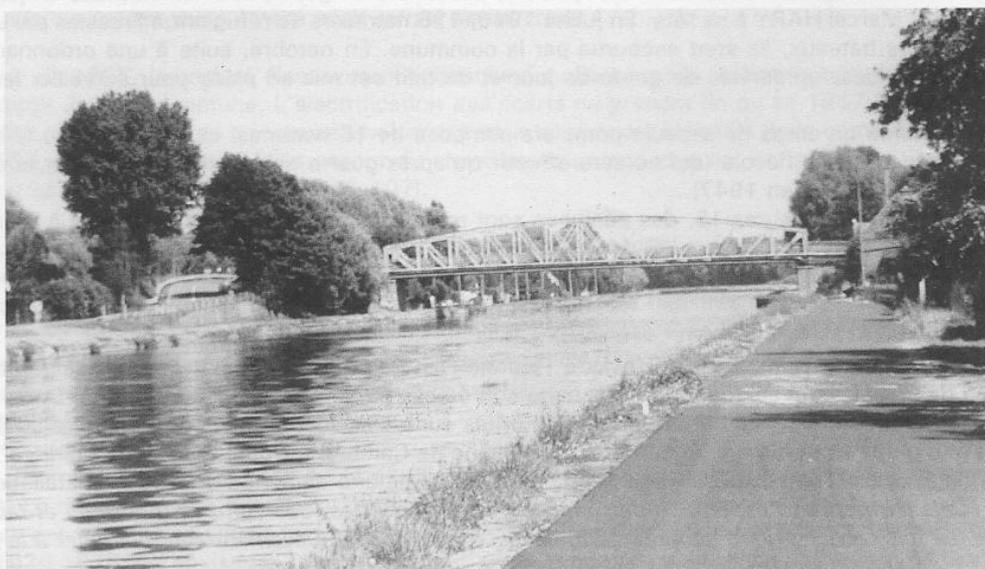
En 1935, la commune adhère au syndicat intercommunal pour le nettoyage de la Sensée et de la Navie...

En 1949, est reconstruit le pont de Fressies (détruit par faits de guerre en 1940), les baraquements avoisinant le pont sont démolis et la "barque communale" coule...

En 1958, le pont reliant la route au marais du Bac au dessus de la petite Sensée étant considérée comme vétuste est remplacé par Monsieur Pierre LAMBALIEU.

En 1965, on confia à l'entreprise TRUCHETET-TANSINI de Paris l'aménagement à grand gabarit de la 2<sup>ème</sup> section du canal de la Sensée (construction de siphons).

En 1967, le canal de la Sensée est élargi. On projette le détournement de la Sensée dans le marais du Bac.



*Le pont du canal de la Sensée à Fressies.*

En 1969, la commune loue un parking pour caravanes avec possibilité de pêche.

Il apparaissait que la profondeur de 3,50 mètres était insuffisante. Un approfondissement jusqu'à 4,20 mètres fut alors décidé. Achevé en 1973, la voie d'eau permet le passage des convois pouvant charger jusqu'à 3 700 tonnes.

Depuis les années 1970, la vocation touristique va en s'accroissant : des parcelles de terrain à louer ont été constituées autour des premiers marais et de coquets pavillons occupés chaque week-end sont sortis de terre, les étangs de la Courbette et du Grand-Pré ont été raccordés pour n'en former qu'un seul et la réputation des zones de pêche dans les étangs de Fressies n'est plus à faire. Plusieurs terrains de camping et de caravaning sont venus compléter la structure touristique...

Ce développement a entraîné un accroissement notable de la population, puisque celle-ci est passée de 356 habitants en 1968 à 517 habitants en 1999.

Quelques délibérations municipales significatives ont attiré notre attention :

- En 1959, le lieu-dit "Trou à la Marlière" encombré par les ordures est clôturé...
- En 1961, le clocher de l'église est électrifié...
- Pendant le mandat de Monsieur DHORDAIN, la mairie modernisée est inaugurée le 26 septembre 1982.
- Pendant le mandat de Monsieur Henri GAMEZ (maire actuel), on procéda en 1989 à la remise en état de l'horloge de l'église, une salle des fêtes de 463 m<sup>2</sup> avec une architecture originale est inaugurée le 26 juin 1993 en présence du Président du Conseil Général du Nord à l'emplacement de l'ancienne maison de Monsieur BLONDEAUX.

Fressies est un village où il fait bon vivre. Si la Coopérative d'alimentation née juste après la Première Guerre mondiale (Clovis HARY) et la boulangerie LAMBALIEU ont respectivement fermé leurs portes en 1985 et 1995, on trouve aujourd'hui à l'emplacement de l'ancienne forge de Monsieur PERNOT le charcutier-traiteur Monsieur PARMENTIER, à l'enseigne "Aux Gourmets".

Nos remerciements à Madame GAMEZ qui a collecté des documents et photographies auprès de la population dans l'optique de l'exposition des 20 et 21 mai 2000.

**Arnaud GABET, Renée DEHAYE et Christiane ROGÉ**

## LA SECONDE GUERRE MONDIALE A MARCOING

### Cinquième partie : Quatre longues années d'occupation (1940-1944)

Par Daniel DEBUT

Après l'histoire de l'hôpital militaire, du cimetière du Calvaire, des cantonnements et mouvements de troupes en 1939-1940 et du bombardement de la gare de Marcoing, je reviendrai dans l'article qui suit sur les principaux faits qui eurent lieu dans mon village natal durant les quatre années d'occupation allemande.

Les évènements du mois de mai 1940 avaient profondément affecté la population.

La "désinformation" qui avait précédé la guerre "éclair", l'omniprésence de la puissance militaire de nos envahisseurs, qui faisait suite à la désastreuse déroute de nos troupes, les dégâts et les victimes occasionnées par les combats, le monstrueux exode de la population, la disparition quasi-totale de notre autonomie civile, la carence du ravitaillement et bien entendu, l'absence de nos infortunés soldats et la perte de nos libertés... avaient réduit au silence notre bel enthousiasme. Cette situation était devenue tellement traumatisante qu'il n'est pas exagéré de dire que la population semblait atteinte par une certaine résignation.

Combien de temps a pu durer cette phase ?

Dans notre village, comme dans beaucoup d'autres, nous n'échappions pas à cette constatation. Tant bien que mal la vie avait repris, mais à un autre rythme et dans des conditions plus précaires.

Nous nous étions soumis à la contraignante présence de nos envahisseurs, et supportions les insuffisances d'un ravitaillement plus que réduit, au "couvre feu" et à bien d'autres obligations...

Ce fut le commencement de la période où "*l'on ne jette plus rien*". Chaque déchet trouve son utilité.

Ce fut à partir de ce moment là que la recherche du supplément alimentaire ou utilitaire devint permanente.

A partir de mai/juin 1940, la guerre n'était plus chez nous. Tout en subissant ses désagréables conséquences, nous avons peut-être tendance à y penser beaucoup moins !

Par contre, une très grande solidarité se mit en place rapidement (il suffit de se reporter aux procès verbaux de quelques réunions du Conseil municipal). Diverses manifestations furent organisées, rencontres de football, Kermesses, etc... tous les profits étaient dirigés vers les aides que nous pouvions apporter à nos 94 malheureux prisonniers de guerre et à leurs familles.

### Les Allemands à Marcoing

A partir du 20 Mai, il y eut une présence permanente de militaires allemands à Marcoing. Immédiatement après la prise de possession de l'hôpital militaire, les services de santé mirent en place leurs propres hospitaliers pour assurer les soins à leurs soldats qui furent traités dans un pavillon particulier. Par ailleurs, un service de contrôle et de surveillance de nos unités de soins fut instauré.

Dans le village, pendant un certain temps, des unités de passage séjournèrent parfois seulement quelques jours. Ils cantonnaient dans quelques fermes et se livraient à d'impressionnants défilés avec chants appropriés. Cela avait certainement pour but essentiel d'accentuer auprès de la population traumatisée par les événements récents, la puissante campagne d'intoxication destinée à nous asservir.

Un "Mess" fut mis en place "rue de la République" chez Madame MASSE (le cuisinier se nommait Alfred KURT !).

Un autre se trouvait dans le café des dames DEMARLE, rue Thiers, (par la suite magasin des galeries).

Un bureau de commandement que l'on appelait assez généreusement "Kommandatur" fut logé à l'hôtel de la place, face à la mairie.

### La bataille d'Angleterre !

Il est peut-être un événement qui a pu disparaître des esprits !

La bataille de France terminée après le désastre de nos armées et la signature de l'armistice, l'Allemagne consacra tous ses efforts vers la destruction systématique de l'Angleterre pour préparer ainsi son invasion. Pour les historiens, ce fut "la bataille d'Angleterre".

Nous l'avons vécue avec sous nos yeux, la formation journalière dans notre ciel d'escadrilles de

bombardement au départ de l'aérodrome de Niergnies. Chaque jour et quelquefois plusieurs fois dans la journée, une trentaine de bombardiers se rassemblaient et partaient procéder à la destruction des centres industriels de l'Angleterre.

Dans un premier temps, les escadrilles rentraient bien groupées, comme à l'issue d'un entraînement, par la suite, ce fut moins méthodique, les avions revenaient en ordre dispersé, certains avaient des difficultés et incontestablement tous n'étaient pas de retour. Nous avons pris l'habitude de compter le nombre d'appareils à l'aller et au retour pour constater que les pertes étaient réelles et augmentaient jour après jour. Les informations que nous pouvions avoir étaient fragmentaires et tendancieuses, mais incontestablement, nous nous sommes aperçus que les choses ne se déroulaient pas comme prévu pour les Allemands.



*Bataille d'Angleterre : Au cours du mois de juin 1940, après avoir décollé des terrains d'aviation du Cambrésis, les escadrilles regroupées partent bombardier l'Angleterre.*

"Cambrésis Terre d'Histoire" a publié dans son numéro 10 de septembre 1994 une très importante étude intitulée "Faits de guerre à Cambrai et dans le Cambrésis (1940-1944)". Ce travail "*monumental*" réalisé par Nicolas DHENNIN nous présente une synthèse du dépouillement des archives départementales sur un sujet vaste, mais assez méconnu.

La chronologie des faits les plus marquants relevés par l'auteur ne signale pas d'évènements particuliers importants survenus dans notre commune entre 1941 et 1943.

J'ai interrogé un certain nombre de personnes à ce sujet qui n'ont fait que le confirmer. C'est à partir de 1943 que des incidents notables se produisent, ils correspondent dans la plupart des cas à des actions de l'aviation alliée ou à des actes isolés de la résistance.

### **Le 20 décembre 1943 : un avion anglais tombe à Marcoing !**

(en complément du fait relaté par Nicolas DHENNIN, Cambrésis Terre d'Histoire, n° 10, page 41).

Ce jour là, vers 16 heures, il fait un temps splendide. Soudain, très haut dans le ciel, de multiples trainées blanches apparaissent dans un merveilleux carrousel.

Un formidable combat aérien va se dérouler au-dessus de notre région sous les yeux des Cambrésiens. Les sirènes du beffroi ont retenti. Mais, comme c'est devenu une habitude, bien peu de gens se rendent aux abris. Tout au plus, on se contente d'y séjourner à proximité.

Comment résister à contempler ce magnifique ballet aérien ?

Il est bien entendu impossible de reconnaître la nationalité des antagonistes.

Un... deux... trois... avions sont abattus et tombent en vrille, en flammes, ou directement en flèche vers le sol... C'est ce dernier qui capte l'attention, il tombe comme une pierre, sans dévier de sa ligne et son point de chute se trouve vraisemblablement dans les environs de Marcoing.

Le combat a duré peut-être une vingtaine de minutes.

Ce bref récit est celui que pourraient faire de nombreux habitants du Cambrésis.

Un appareil était bien tombé à Marcoing ! C'était un allié (était-il Anglais, Américain, Français ?...).

Le soir même, sur le lieu du sinistre, il y avait une foule nombreuse autour du point de chute de l'avion. L'appareil avait pénétré droit dans le sol argileux du site de la briquetterie (dans "le champ Malderet") et il ne restait à la vue que quelques débris.

Des militaires allemands s'opposaient aux curieux mais laissaient de nombreux civils de la commune creuser autour de l'épave pour dégager le corps du pilote.

Ils avaient en effet décidé cette courageuse entreprise dans le but non avoué de réserver des funérailles et une sépulture décentes à ce héros.

Pour le moins, ils avaient certainement obtenu l'accord tacite de l'occupant.  
Le travail a duré une partie de la nuit, et le lendemain matin nous avons appris que le corps du pilote avait été dégagé tardivement dans la nuit, mais qu'immédiatement les Allemands s'en étaient emparé pour l'inhumer en un lieu inconnu (Nous avons appris que c'était un Anglais).  
De longues années ont passé... et tardivement sans doute, j'ai tenté auprès de témoins de cette tragédie et avec l'aide de Jacques HARFAUX d'en retrouver les détails et surtout l'identité du pilote.  
Je n'ai obtenu que la confirmation du peu que je savais déjà !  
J'ai entamé des recherches auprès d'organismes officiels ainsi qu'auprès de quelques passionnés d'histoire, en France, et même au delà de nos frontières. C'est un peu par hasard que j'ai enfin trouvé ce que je cherchais depuis si longtemps... !

**La mission "RAMROD 375"** (documentation Antiq'air).

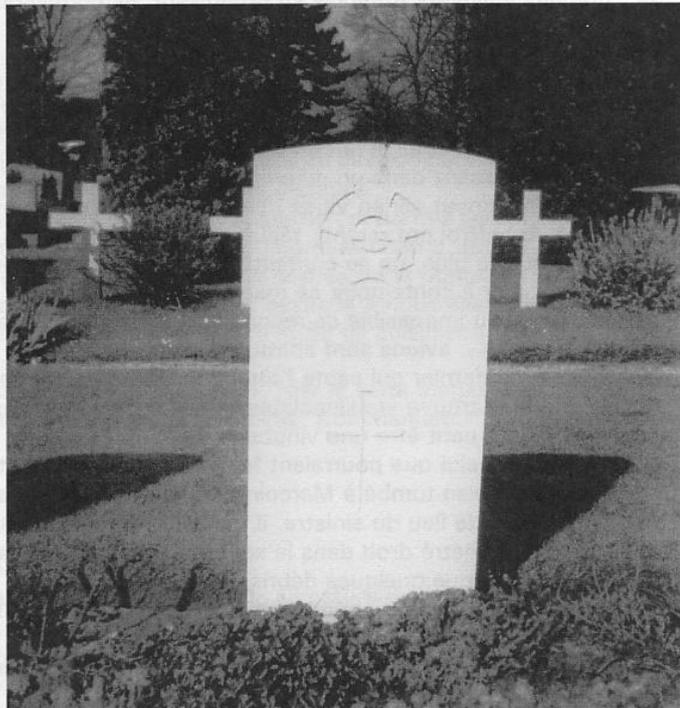
Le 20 décembre 1943, au cours de la mission "RAMROD 375" de la RAF sur DOUAI-LILLE, un combat aérien très important s'est déroulé, partiellement au-dessus du Cambrésis.  
Au cours de ce combat, le Sous-Lieutenant canadien James Fielden LAMBERT, commandant le 421<sup>ème</sup> Squadron de la R.C.A.F. a été abattu en combat aérien par le Fw Gerd WIEGAND de la JG 26 (Cambrai-Épinoy) qui pilotait un Focke-Wulf.  
Son Supermarine Spitfire Mk. IX MH. 903 s'est écrasé à MARCOING dans le site de la Briqueterie.

Au cours du même combat, le Lieutenant Bernhardt TOERPISCH de la 4/JG 26 (Cambrai-Épinoy) s'est écrasé à RUMILLY (au lieu-dit "l'Épine"). Il pilotait le Focke Wulf FW. 190A-6 Wnr 530762 (11 bleu).  
D'autres avions ont été abattus au cours de cet affrontement.  
Ce même jour, l'Unteroffizier Herman BUTZMANN de la 5/JG 26 (Cambrai-Épinoy) s'est écrasé à BOURSIES à bord du Focke Wulf FW. 190A-6-470032 (8 blanc).  
Cette dernière victime ne peut toutefois être imputée, à coup sûr, au même combat (c'est cependant probable).

Le corps du sous-lieutenant James Fielden LAMBERT fut déposé dans le cimetière communal de la rue de Solesmes à Cambrai. Il s'y trouve encore, tombe n° 15, Carré n° 1, Allée B.  
Les corps des aviateurs allemands abattus ce jour là furent inhumés dans le cimetière de BOURDON (80).  
Bernhard TOERPISCH né le 31/12/1922. Block n° 4 Grab-nr 521.  
Hermann BUTZMANN né le 15/3/1922. Block n° 4 Grab-nr 38.

Gerd WIEGAND qui avait abattu l'appareil de James Fielden LAMBERT est actuellement toujours vivant.

*La tombe de J.F. LAMBERT (Canadien)  
dans le cimetière communal de Cambrai,  
rue de Solesmes (carré 1, Allée B).*





*A gauche* : La tombe de Hermann BUTZMAN dans le cimetière allemand de BOURDON (80). Il fut abattu le 20.12.1943 à Boursies. Il appartenait à la JG 26 (Cambrai-Épinoy).

*A droite* : La tombe de Bernhard TORPISCH de la JG 26 (Cambrai-Épinoy) dans le cimetière allemand de BOURDON (80). Il fut abattu en combat aérien le 20.12.1943. Son avion s'écrasa à Rumilly (lieu-dit "l'Épine").

### Dans la nuit du 1 au 2 avril 1944, le massacre d'ASCQ.

"Cette tragédie, vit la mort, parmi les nombreuses victimes de Monsieur ROQUES et de son fils Jean, ce dernier n'était âgé que de 15 ans et demi".

Cette famille était bien connue des habitants de Marcoing, puisque Monsieur ROQUES y avait exercé les fonctions de receveur des postes avant d'être nommé à Ascq. Jean ROQUES était un garçon intelligent et très attachant, il avait laissé auprès de ses camarades de classe, dont je faisais partie, un excellent souvenir. Leur disparition, dans des conditions abominables de cruauté, avait été ressentie douloureusement par leurs nombreux amis et toute la population. En effet, lors de l'arrestation de son père, Jean ROQUES (qui n'avait pas été arrêté compte tenu de son jeune âge) avait refusé de se séparer de son père. Ils furent fusillés ensemble et on les retrouva après le massacre, se tenant par la main. Jean fut le plus jeune supplicié de ce crime.

Ce massacre reviendra, hélas, dans les mémoires à Marcoing, le 1<sup>er</sup> septembre 1944, lorsque des otages seront sur le point de subir le même sort (nous en parlerons dans un prochain article).

*Jean ROCQUES fut assassiné ainsi que son père, par les SS lors du massacre à Ascq dans la nuit du 1 au 2 avril 1944. Il n'avait que quinze ans et demi.*



**Dans la nuit du 10 au 11 avril 1944. Le passage à Marcoing d'un aviateur évadé ?**

(article de Nicolas DHENNIN, Cambrésis Terre d'Histoire, n° 10, page 41 : "Un quadrimoteur anglais (Lancaster) tombe en flammes sur le territoire de la Neuville Saint-Rémy (les cinq occupants sont retrouvés carbonisés et déchiquetés").

Ce fait apparemment sans rapport avec notre commune n'avait pas retenu de notre part une attention particulière.

Dernièrement, Jocelyn LECLERC de l'Association "Antiq'Air Flandre-Artois" avec lequel je suis en rapport au sujet de recherches aériennes sur la Seconde Guerre mondiale a adressé un courrier à la mairie de Marcoing à ce sujet, qui l'a ensuite transmis à Jacques HARFAUX et à moi-même.

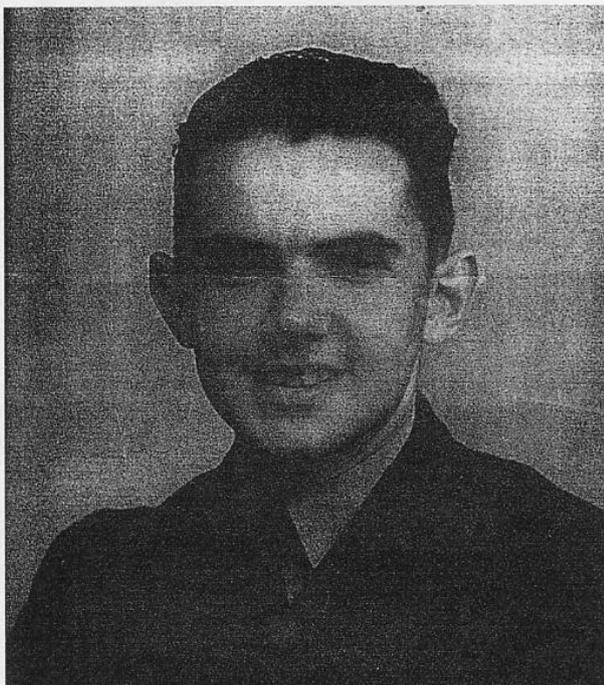
Nous avons appris que l'équipage de cet avion était composé de sept aviateurs et que l'un d'entre eux avait survécu après avoir sauté en parachute.

Il s'agit du sergent Keith KENT (un Américain) qui a rédigé un texte en 1987 révélant toute son odyssée.

Il est malheureusement décédé il y a trois ans.

Que révèle KENT dans ce récit ?

**Le sergent Keith KENT.** Dans la nuit du 10 au 11 avril 1944, après la chute de son appareil, il fut le seul rescapé de l'équipage (7 hommes). Au cours de son évasion, il fut accueilli par une famille habitant une maison isolée à l'entrée de Marcoing ? Il y séjourna toute la journée du 11 avril 1944, reçut des vêtements civils et partit ensuite pour le Sud de la France pour tenter de regagner l'Angleterre (il fut fait prisonnier près de Limoges).



Le 11 avril 1944, après sa réception sur le sol, il a entrepris immédiatement de s'éloigner et il a marché toute la nuit, jusqu'à sept heures du matin, revêtu de sa tenue de vol. Il a trouvé une maison isolée et un homme dans son jardin. Il connaissait quelques mots de français, il a pu entâmer une conversation. Il a été reçu à l'intérieur de la maison et la femme de son hôte lui a servi un repas et du café. Ensuite, il a pu dormir. Pendant son sommeil, sa tenue d'aviateur a été emmenée et enterrée, des vêtements civils lui ont été préparés.

Il a dormi jusqu'au début de la soirée, quand son hôte est entré dans la chambre avec les nouveaux vêtements. Il est descendu au rez-de chaussée où plusieurs hommes étaient réunis (y compris le maire ?). Un repas lui fut servi et il fut interrogé, dans le but certainement de s'assurer qu'il s'agissait bien d'un allié.

Vers 22 heures, il prit la direction de Péronne. Au moment de partir, il apprit que le village où il se trouvait était MARCOING.

Son évasion s'achèvera au Sud de Limoges, dans le village de Celles (Dordogne), apparemment, suite à une dénonciation.

KENT a écrit tout cela dans son récit. Nous n'avions jamais entendu parler de cette affaire. Bien entendu, nous avons entamé des recherches localement et près des communes voisines. Bien que nous soyons sur une piste sérieuse, l'évolution actuelle des recherches ne permet pas d'en dire plus.

Tous renseignements à ce sujet nous seraient utiles.

### **Le bombardement de Cambrai du 27 avril 1944.**

#### **\* Ses conséquences.**

Ce premier bombardement et ceux qui suivirent sont parfaitement décrits dans l'ouvrage de Monsieur André VERRIEZ ("*Cible Z-600*").

Il y eut un exode important de la population de la ville vers tous les villages environnants.

Dans de nombreux cas, les personnes furent accueillies par des membres de leur famille, mais aussi, certaines d'entre elles ayant été partiellement ou totalement sinistrées, furent relogées tant bien que mal en divers lieux.

Il faut noter d'ailleurs que nous avons déjà du faire face également à une arrivée de citadins des villes côtières (Calais, Boulogne, Dunkerque...) qui avaient été évacués méthodiquement à cause des bombardements et aussi pour des raisons purement militaires.

D'une manière générale, les responsables municipaux surent faire face, généreusement, à cette situation nouvelle et l'intégration se fit dans des conditions satisfaisantes.

#### **\* La gare de Marcoing reçoit le dépôt de Cambrai.**

Les installations du dépôt des locomotives à vapeur de la gare de Cambrai étaient devenues inutilisables à la suite du bombardement du 27 avril. Il fut décidé immédiatement de reporter sur la gare de Marcoing une partie de ce qui restait du potentiel d'engins moteur. Quelques locomotives en état de marche furent transférées.

Un personnel administratif réduit fut logé dans le petit local utilisé habituellement par les employés de la ligne d'intérêt local "Achiet-Bapaume", quelques lignes téléphoniques furent mises en service, et le personnel de la gare fut légèrement renforcé.

Un chef de gare allemand et son adjoint furent nommés pour contrôle et surveillance (ils furent logés par réquisition dans une maison, rue de la Gare ?).

Par ailleurs, un service par "*navette*" (une locomotive tractant une vieille voiture à voyageurs) circula entre Marcoing et la station Saint-Ladre (la gare de Cambrai n'étant plus accessible) à différentes heures de la journée pour effectuer les mouvements de personnel.

En outre, un matériel sommaire d'entretien permit d'effectuer les réparations urgentes sur les quelques locomotives qui avaient été épargnées par le bombardement...

On était très loin de l'utilisation habituelle d'un grand dépôt, néanmoins cette nouvelle activité et la présence permanente de quelques locomotives causaient une certaine inquiétude parmi la population qui craignait une attaque aérienne sur ce nouveau point sensible, d'autant plus que la circulation des trains de marchandises ou militaires resta importante de jour comme de nuit sur cette section de ligne "Picardie Flandres" ainsi que sur la ligne Marcoing-Bapaume-Achiet...

Heureusement, rien de fâcheux ne se passa. Il faut préciser à ce sujet que le Chef de Gare, Monsieur André LÉVÊQUE, activait le mouvement des trains et s'évertuait à éviter autant que possible un stationnement de longue durée sur les voies de la gare... jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1944 !

### Le 30 avril 1944

(en complément du fait signalé par Nicolas DHENNIN, Cambrésis Terre d'Histoire, n° 10, page 38).

Gare de BUSIGNY : "Un train de permissionnaires allemands et le train "Dijonnais" sont mitraillés et incendiés par l'aviation anglo-américaine. Une centaine de morts, environ 60 blessés, et 10 maisons détruites (les chiffres proposés sont cependant incertains et le bilan de cet "incident tragique" fut beaucoup plus lourd)."

C'est au cours de ce bombardement que disparut Odette TULLIER (elle était âgée de vingt ans), qui habitait chez ses parents, chemin de Villers-Plouich à Marcoing.

Odette était une jeune fille discrète et courageuse. Elle avait emprunté le train "Dijonnais" pour se rendre dans sa famille dans la région de Saint-Quentin. La circulation des trains était très perturbée par des attaques aériennes sur les centres ferroviaires (Cambrai avait été atteint trois jours avant). Cependant, bien difficilement, quelques trains circulaient encore avec des retards souvent importants. Ce fut le cas ce jour là, et le "Dijonnais" se trouva en gare de Busigny, en coïncidence avec un train militaire allemand et une rame de wagons de carburant. Le bombardement déclencha immédiatement un immense incendie qui fut la cause essentielle du nombre élevé de victimes.

Odette n'ayant pas donné de ses nouvelles, le pire fut immédiatement envisagé.

Les recherches sont restées vaines, compte tenu de l'état des lieux, et son décès ne fut officialisé que beaucoup plus tard.

Le nombre de victimes (civiles et militaires) ne fut jamais déterminé avec exactitude, mais on estima qu'il avait pu atteindre le chiffre de... six cents ?



*Odette TULLIEZ fut tuée au cours du bombardement de Busigny le 30 avril 1944.*

### 23 mai 1944 : Mitrailage en gare de Marcoing

(en complément du fait signalé par Nicolas DHENNIN, Cambrésis Terre d'Histoire, n° 10, page 38).

"Marcoing (19 heures) : un avion mitraille la gare et le canal de Saint-Quentin. "Trois personnes sont blessées (dont deux grièvement), une locomotive est rendue inutilisable"...

Un train se trouvait en formation dans le faisceau de voies des garages de gauche de la gare. Le travail était pratiquement terminé, la locomotive (230c...) avait été placée en tête de la rame. Elle stationnait sur le passage à niveau du vieux chemin de Rumilly, juste en face de la maison de la garde-barrières (Madame BRIET).

Les cheminots chargés de cette manoeuvre se trouvaient le long de la rame...

Soudain, sans percevoir aucun signe préalable, il y eut un terrible tir de mitrailleuse lourde et simultanément, deux avions survolèrent le convoi, à très basse altitude.

Bien tardivement et inutilement, les agents de la SNCF se plaquèrent contre le sol.

Le tir des avions avait atteint la locomotive qui s'est trouvée immédiatement envahie par un nuage de vapeurs émanant de la chaudière, perforée en de multiples points...

Elle appartenait au dépôt annexe de Marcoing et fut rendue inutilisable.

Le mécanicien et le chauffeur surgirent hagards de ce "brouillard de vapeur". Par miracle, ils étaient

indemnes !...

La maison de la garde barrières avait été marquée par de multiples impacts (certains sont encore visibles). Là aussi, fort heureusement, l'occupante du lieu était saine et sauve (au total, on releva une centaine d'impacts).

Le canal de Saint-Quentin se trouvait dans le prolongement de la ligne de tir et une péniche fut atteinte entraînant les blessures de plusieurs personnes.

Au cours de leur *"vol en rase mottes"*, les appareils, deux redoutables *"P38-Lightning"* (chasseurs bimoteurs à double fuselage), lâchèrent une rafale sur l'éolienne du château d'eau du village sans lui occasionner de gros dommages.

### **11 juin 1944 : Massacres à Bourlon et Haplincourt.**

Les jeunes résistants du bassin minier répondant à l'appel prématuré à l'insurrection, au moment du débarquement en Normandie, se mirent en marche pour rejoindre "le maquis des Ardennes".

Cette épopée, courageuse mais téméraire et très mal organisée, connaîtra hélas des dénouements tragiques au cours de son parcours et bien peu arriveront à destination. Ils ne restèrent cependant pas inactifs et se livrèrent à des sabotages dans notre région. On leur attribue des actions à Metz-en-Couture, Trescaut, Gouzeaucourt, Marcoing...

Cependant, la "Gestapo" les repéra rapidement. Après les avoir localisés dans le bois de Bourlon, une troupe organisée leur livra une véritable bataille au cours de laquelle de nombreux Allemands furent tués, mais 10 résistants seront abattus, 20 autres seront arrêtés et fusillés ensuite dans les fossés de la citadelle d'Arras. Le même jour, à Haplincourt, 10 autres "maquisards" seront également abattus. De nombreux autres furent arrêtés, fusillés sur place, ou à la citadelle d'Arras, ou bien encore connaîtront la déportation.

Ce fait eut un retentissement dans la commune, où quelques uns de ces malheureux avaient séjourné discrètement un ou plusieurs jours.

### **Passage d'un V1 !... (vers la fin du mois de juin ?)**

Les premiers V1 ont été envoyés vers l'Angleterre dès le 13 juin 1944, à partir des rampes de lancement du Nord de la France et de la Belgique.

Ces bases, avaient pour la plupart d'entre elles, été identifiées et copieusement bombardées. Lorsque ces projectiles d'un genre nouveau tombèrent sur le sol Anglais, l'effet de surprise fut complet.

L'orientation de ces engins ne fut pas toujours parfaite et de nombreux *"avions sans pilote"* tels qu'on les appelait à ce moment là, prirent souvent des directions fantaisistes.

L'un d'eux, au cours de son périple incontrôlé, survola notre commune (entre Marcoing et Masnières) vers la fin du mois de juin 1944 ?...

Le bruit saccadé très caractéristique de son moteur, et la longue flamme qui se dégageait à l'arrière de ce bizarre petit avion a intrigué les témoins de ce fait insolite.

Il volait à faible altitude, en suivant un axe Nord/Sud et il a survolé approximativement la ferme de Bonavis.

Sa chute se serait produite à la limite des départements du Nord et de l'Aisne ?

Sans autres détails, jusqu'à présent, à ce sujet.

### **Le 14 juillet 1944**

(Témoignage de M. A. LAUDE)

Des mains anonymes avaient disposé sur le Monument aux Morts, place de la mairie, et sur le bâtiment de Monsieur CANONNE, rue de la Gare, des drapeaux aux couleurs françaises. Ils y restèrent une bonne partie de la matinée et furent retirés discrètement sur ordre des autorités allemandes.

Cet acte a par ailleurs été répertorié simultanément dans diverses localités du Cambrésis.

### **Le 4 août 1944 : Sabotages en gares de Marcoing et de Masnières**

(en complément du fait signalé par Nicolas DHENNIN, Cambrésis Terre d'Histoire, n° 10, page 50).

*"Une cinquantaine d'individus masqués et armés attaquèrent le dépôt auxiliaire des locomotives en gare de Marcoing : 3 machines furent sabotées.*

*Une locomotive garée à proximité du passage à niveau à Masnières fut sévèrement endommagée par l'explosion d'un engin placé sur la voie..."*

Plusieurs explosions furent entendues au cours de la nuit.

Le lendemain matin, il y avait effervescence au "dépôt annexe" de la gare de Marcoing. Les deux chefs de gare allemands étaient présents ainsi que plusieurs gendarmes de la brigade de Marcoing.

Dans un seau rempli d'eau, plusieurs charges explosives intactes avaient été déposées. Elles avaient la forme et la couleur d'une "grosse pomme de terre".

Nous avons appris qu'il s'agissait de "Pains de plastic" !

Les trois locomotives avaient été endommagées par des charges placées le long des chaudières. On percevait des dégâts sur la tôlerie et quelques tuyaux métalliques étaient arrachés ou tordus.

L'importance des dommages semblait assez faible et les locomotives furent remises en état assez rapidement (sans oser dire que le personnel chargé des réparations agit avec célérité !!!).

Néanmoins, ce sabotage eut un effet psychologique certain.

Le rapport officiel sur cette affaire indique qu'il fut perpétré "par une cinquantaine d'individus masqués et armés". Il est permis de rester assez circonspect sur le nombre d'intervenants compte tenu des conséquences assez légères de cette action. Les opérations de ce genre étaient souvent plus discrètes. D'autre part, le résultat de ce sabotage semblait porter la marque d'une certaine inexpérience de la part de leurs auteurs...

Je n'ai pas de renseignements sur le sabotage d'une locomotive en gare de Masnières ?

A qui faut-il attribuer ces actions de la résistance ?

Action locale ou régionale ?

Je n'ai pas obtenu à ce jour d'éléments de réponse valables. Toutefois, J-P. VISSE, dans son livre "Le Nord-Pas-de-Calais Septembre 1944 - Mai 1945" attribue au maquis "sur le chemin des Ardennes" un sabotage à Marcoing ?

#### **Le 11 août 1944.**

C'est au cours du terrible bombardement de la gare de Douai que fut tué TIRLAND Roland (employé à la S.N.C.F. et frère de TIRLAND Léon).

Il travaillait dans les services de la direction du 5<sup>ème</sup> arrondissement de la S.N.C.F., rue Victor Hugo à Douai. Le bâtiment fut complètement détruit et la quasi-totalité du personnel (environ soixante personnes) furent écrasées sous les décombres. Il n'y eut que trois survivants. Il est inhumé dans le cimetière communal de Marcoing.

#### **L'évacuation de l'hôpital militaire allemand (29 et 30 août 1944).**

Le temps était maussade. Deux rames de wagons couverts avaient été placées dans les garages de gauche de la gare (côté canal).

Les autorités militaires avaient informé préalablement les responsables de la gare que cette opération était susceptible de se dérouler d'un moment à l'autre.

Les événements militaires se précipitaient. Paris avait été libéré le 25 août et le repli des troupes battait son plein.

Le matin du 29 août, les Allemands déployèrent sur le sol deux grands calicots symbolisant des croix rouges.

Ce fut ensuite une ronde incessante de véhicules les plus divers, dont de nombreux petits chariots hippomobiles qui amenèrent en gare les blessés (par la rue de la Gare qui était encore pavée). Ceux-ci furent placés dans des wagons couverts, sur le plancher qui avait été préalablement garni de paille.

Dans la composition de la rame, il se trouvait une ou deux voitures à voyageurs dans lesquelles prirent place des blessés sur civières. Peut-être s'agissait-il de gradés bénéficiant d'un régime de faveur ?

Cette opération s'est déroulée dans des conditions précaires, dirigée par des militaires qui semblaient résignés, mais cependant dans l'ordre et le calme.

Il faut noter d'ailleurs que le mouvement de cette évacuation se mélangeait en permanence à d'autres groupes disparates, de l'armée en retraite.

Le "Lazaret" fut ainsi vidé, ainsi que tous les blessés qui se trouvaient dans les salles de l'école communale, qui servit pendant quelques semaines d'annexe à l'hôpital, dont la capacité d'accueil était devenue insuffisante...

Les habitants de cette époque se souviennent encore de cet épouvantable cortège, des cris de douleur et des plaintes des victimes au moment de leur manipulation et au cours de leur transport. Ils assistèrent discrètement à ce "spectacle" car il leur fut interdit d'approcher de la place de la mairie.

Au cours de la seconde journée, le service militaire allemand liquida plus particulièrement l'essentiel du matériel médical et chirurgical qui fut chargé dans plusieurs wagons.

Au cours de ces deux journées, des avions chasseurs bombardiers alliés survolèrent le chantier à plusieurs reprises sans intervenir.

Les chasseurs allemands avaient disparu du ciel. Par ailleurs, une batterie antiaérienne installée en face de la gendarmerie resta elle aussi silencieuse.

Au moment du départ des convois, des croix rouges furent disposées sur quelques wagons. Ce furent d'ailleurs les derniers trains qui empruntèrent les voies ferrées vers Cambrai.

Jusqu'où sont ils allés ?

Le soir même, à l'initiative de Monsieur André LÉVÊQUE, chef de gare, et à l'insu des responsables allemands de la gare, les cheminots cessèrent le travail et se dispersèrent discrètement.

### **Le 1<sup>er</sup> septembre 1944 : Mitrillage en gare de Marcoing.**

Depuis quelques jours, la circulation des trains vers Péronne était très perturbée, les mouvements de troupes n'étaient plus que le pâle reflet de l'armée triomphante que nous avions connue. Les soldats étaient de très jeunes recrues ou de vieux réservistes, le matériel était constitué essentiellement de véhicules hippomobiles. Les derniers convois ferroviaires ne dépassèrent pas la gare de Roisel.

Le trafic purement "marchandises" avait cessé vers le 15 août. Un certain nombre de wagons restèrent en épave sur les voies de garage de la gare.

C'est ainsi que restèrent en stationnement prolongé 3 ou 4 wagons chargés "de sacs de ciment" (d'après les étiquettes d'identification), à destination de RUE (80). On pouvait supposer qu'ils étaient destinés à l'édification de l'hypothétique "ligne KISZINGER" sur la Somme ?

La nature du chargement n'avait pas retenu une attention particulière, ni du personnel de la gare, ni des responsables allemands.

Le premier septembre, les armées alliées approchaient et la ronde aérienne des chasseurs bombardiers commencée très tôt le matin fut ininterrompue pendant toute la journée.

Cette escadre surveillait à basse altitude les axes de circulation que devaient emprunter les colonnes armées de nos libérateurs... Tout ce qui pouvait constituer un mouvement de troupes allemand était impitoyablement mitraillé et détruit.

Cette force d'attaque qui tournoyait inlassablement ne semblait pas s'intéresser à notre village, militairement peu actif (bien que des événements tragiques s'y soient déroulés pour lesquels je consacrerai un chapitre particulier).

Vers 16 heures 30, le quartier de la gare fut survolé à plusieurs reprises et à basse altitude, soudain quelques appareils prirent la gare pour cible et déclenchèrent des tirs de mitrailleuses. Ils terminèrent cette rapide action par une rafale dirigée vers des péniches en stationnement.

L'effet fut immédiat, une importante colonne de fumée et des flammes montèrent vers le ciel. Aucun doute, il s'agissait bien de la gare. Nous avons pensé qu'un réservoir de combustible avait été atteint, mais ensuite il y eut de nombreuses petites explosions.

Ces effets se poursuivirent pendant de longs moments.

Ce n'est que le lendemain, que notre curiosité fut enfin assouvie.

Des wagons couverts supposés "chargés de ciment" il ne restait plus que l'ossature métallique. Ils avaient été totalement incendiés et reposaient encore sur la voie dont les traverses avaient été carbonisées.

La surprise fut grande de constater que sous les carcasses calcinées, il se trouvait une masse informe de débris métalliques : tout ce qui restait d'un abondant stock de pneus de bicyclettes, c'est à dire les cercles en métal, un tas de pistolet P 38 à l'état de ferraille et de nombreux fûts déformés par la violence de l'incendie.

Selon toute vraisemblance, les véhicules provenaient d'un entrepôt de l'armée allemande et avaient été chargés de matériel militaire : armes, carburant, grenades, etc... ainsi qu'un certain nombre de marchandises diverses.

La raison de l'étiquetage inapproprié est probablement à mettre au compte d'une action de cheminots de la résistance qui opéraient régulièrement dans les gares d'arrêt à l'inversion des étiquettes d'acheminement avec d'autres véhicules. Il s'agissait là probablement de l'application d'une forme de sabotage très utilisée.

Cette destruction spectaculaire fut accompagnée du mitrillage des 2 ou 3 locomotives qui restaient encore en état de marche dans le dépôt.

Bien que les dégâts furent importants, cette action ne peut être comparée à celle de la destruction, en ce même lieu, d'un train de munitions le 17 mai 1940.

Ce mitraillage s'étant produit dans une zone totalement désertée, il n'y eut pas de victimes. A quelques heures de la libération, ce site ne présentait sans doute pas un intérêt stratégique. Il est permis de s'interroger sur la nécessité de lui avoir réservé un tel traitement ?



Le 1<sup>er</sup> septembre 1944, la gare de Marcoing fut mitraillée par les chasseurs bombardiers U.S. Voici les restes calcinés d'un pistolet P 38 allemand retrouvé parmi les quelques centaines qui furent détruits lors de l'incendie des wagons.

#### Le 1<sup>er</sup> septembre : les responsables allemands de la gare disparaissent.

Ces deux personnages semblaient assez discrets. Depuis quelques jours, ils manifestaient leur inquiétude devant les événements. Leur comportement était devenu très "compréhensif" et les cheminots ne se privaient pas de leur faire comprendre combien leur propre situation semblait désespérée.

Ils prirent la fuite le 1<sup>er</sup> septembre, en fin de soirée, dans des conditions assez rocambolesques.

C'est à bord d'une locomotive, pour laquelle on ignore les raisons de sa présence en ce lieu et qui était dépourvue d'un personnel de conduite, qu'ils s'embarquèrent en direction de Cambrai. Au préalable, dans leur précipitation et aussi par méconnaissance des installations, et de la conduite d'un tel engin, ils provoquèrent son déraillement à la sortie des appareils de voie. Ils réussirent à la remettre sur rails et à s'échapper.

Cette locomotive fut abandonnée aux abords de la gare de Cambrai.

La suite de cette aventure est restée inconnue ?

Le 2 septembre sera le grand jour de "la LIBÉRATION" qui sera hélas terni par le drame qui s'était déroulé la veille. Ce sera l'objet du prochain chapitre.

Daniel DEBUT

## UN PAILLENCOURTOIS APPELÉ EN ALGÉRIE (1954-1956)

(Deuxième partie)

Par Camille DENIMAL

### L'Insurrection

Le 1<sup>er</sup> novembre tombant un lundi, cela peut faire deux jours de "perm", avec le dimanche. Le samedi, "walou" (rien du tout). Le week-end, on ne savait pas ce que c'était à l'époque.

Qu'importe, deux jours, cela nous suffira pour aller jusqu'à BOU SAADA, une oasis, située à 250 kilomètres au S-E d'ALGER, au pied des Hauts Plateaux. On la désigne aussi sous le nom de Portes du Désert. Le rêve ! Nous posons une "perm" de 48 heures. Accordée. Et nous voilà partis, tous les trois, après avoir mis nos économies en commun. Le car ALGER-BOU-SAADA, que nous prenons le dimanche matin est bondé. Beaucoup de militaires, qui, comme nous, profitent d'une "perm" pour découvrir le Sud, et quelques civils, des Français-Musulmans. A l'époque, on ne disait pas encore Algériens. Séjour enchanteur dans l'oasis : visite de la palmeraie, photos de chameaux, spectacle de danses traditionnelles. Nous sommes de vrais touristes ! Sauf que le soir, nous devons nous contenter de l'Auberge de Jeunesse, faute d'un budget plus conséquent ; mais l'accueil est chaleureux. Le lendemain, jour de la Toussaint, nous terminons les visites dans l'Oasis et nous reprenons le car dans l'après-midi. Surprise, nous sommes les seuls militaires. Où sont donc passés les autres ?

Bah, ils ont du prendre un autre car ! Quand même, nous sommes un peu inquiets. De plus, nous ressentons comme un malaise dans le car, quelque chose d'indéfinissable. Les Français-Musulmans ne parlent pas. Pas plus le chauffeur du car. Aucune agressivité ; seulement de la distance. Il faut arriver à Alger pour comprendre. Les patrouilles militaires ont été doublées ou triplées. Au lieu de quelques bidasses débonnaires déambulant, sans arme, derrière un gradé arborant à sa ceinture un pistolet vide, comme c'était la règle jusqu'ici, au contraire, ce soir, les militaires sont tous armés et semblent tendus. *"Qu'est-ce que vous me foutez là, tous les trois sans armes ?"* nous lance un chef de patrouille à notre descente du car. Après quelques explications, nous apprenons que des attentats se sont produits un peu partout en ALGÉRIE la nuit dernière. Des attaques de voitures, d'un car, de fermes, de gendarmeries et même d'une caserne dans les AURÈS. Il y a eu des incendies allumés un peu partout, en particulier en KABYLIE. Il y a eu aussi des morts, principalement dans les AURÈS, tant militaires que civils. Et nous qui ne savions rien et qui venons de faire 250 kilomètres dans un car, sans armes et sans protection ! Ce soir, nous n'irons pas plus loin. Il n'y a plus de car pour DOUÉRA, c'est trop tard. Nous allons passer la nuit au Centre de Transit du Port et nous prenons le parti de rentrer le lendemain par le premier car. C'est ainsi que ça se passe et nous rentrons chez nous le lendemain matin, toujours sans armes, et sans encombre. En passant devant notre fameux hangar isolé, nous pouvons mesurer le changement survenu en deux jours.

Là où il y avait encore ces jours-ci un pauvre gars solitaire s'appuyant sur un vieux fusil juste bon pour la ferraille, sans cartouches, aujourd'hui, au contraire, c'est un half-track (auto-mitrailleuse blindée), équipé de deux mitrailleuses, avec en plus des hommes armés de fusils. Et ils sont aux aguets ! Nous avons bonne mine, nous les touristes, quand nous franchissons la porte de la caserne. *"Qu'est-ce que vous foutez. C'est seulement maintenant que vous arrivez. Les autres sont partis"* nous lance le chef de poste. Effectivement, toute la 7<sup>ème</sup> Compagnie a disparu. Les chambrées sont vides. Il n'y a plus que nous trois. Tous nos camarades ont été mutés à la 4<sup>ème</sup>, classée Compagnie Opérationnelle. Nous devons les rejoindre dans la journée à MAISON-CARRÉE. Envolés les beaux espoirs de continuer une formation. Fini tout ça. Une nouvelle vie commence.

A MAISON-CARRÉE, les gardes ont été renforcées à la caserne. Qui plus est, le régiment doit assurer la garde d'un certain nombre d'ouvrages : ponts, usines à gaz, transformateurs électriques, etc... C'est dire que les tours de garde reviennent souvent. C'est au cours d'une de ces journées (durée : 24 heures ; de 18 heures à 18 heures le lendemain) que j'apprends qu'un équipage radio a été formé au sein de notre compagnie, que j'en fais partie et qu'il est en instance de départ.

Destination : la KABYLIE où l'insurrection s'est montrée particulièrement active ces jours-ci. Juste le temps d'attraper quelques affaires et de passer à l'armurerie pour prendre mon mousqueton et je saute dans le 4 x 4 (véhicule bâché, le modèle au-dessus de la jeep) qui démarre.



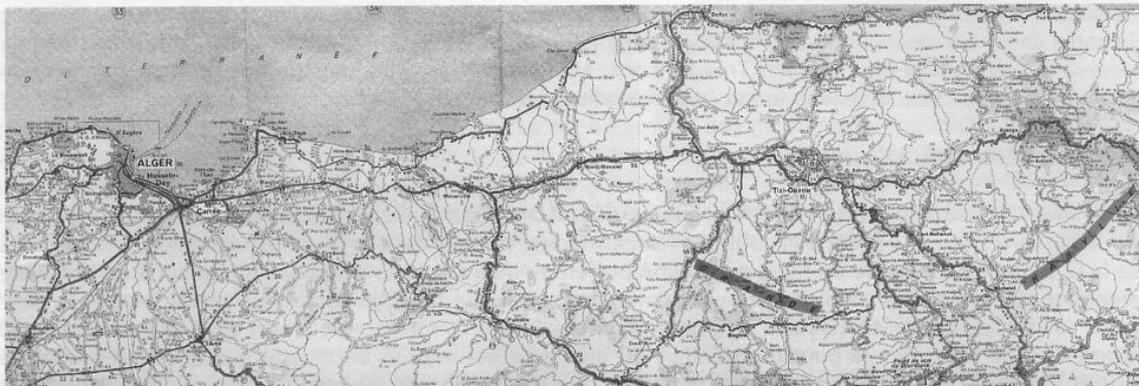
*Sur les routes à risque, les convois étaient protégés par des auto-mitrailleuses comme celles-ci placées en tête et en fin de convoi. Selon l'expression en usage, les premières "ouvraient la route".*

Direction : TIZI-OUZOU, Chef-lieu de la KABYLIE. Notre équipage se compose de 4 personnes : un sergent, Chef de poste, et 3 radios, dont moi. Distance à parcourir : à peine 10 kilomètres, mais compte tenu de la route et du type de véhicule, il faut bien compter 2 à 3 heures de trajet. J'ai tout le temps d'observer le matériel radio qui nous a été affecté. C'est un poste portatif modèle ANGR C9, avec son équipement complet : la génératrice avec ses pieds (c'est la fameuse "gégène" actionnée à la force des bras à l'aide de manivelles), les antennes, le micro, le manip, les cordons et les rallonges électriques. Poids total : 60 kilogrammes. C'est qu'il va falloir les porter dans la montagne ces kilos ! D'autant plus qu'ils s'ajoutent à l'armement : notre mousqueton, et aux munitions, sachant que "l'unité de tir" représente 90 cartouches. Ah, les cartouches, parlons-en ! Elles sont cousues par paquets de 5 dans de petits sacs en toile. Consigne impérative : ne découdre les sacs qu'en cas d'absolue nécessité. Précaution jugée nécessaire, semble-t-il, pour éviter les accidents. Il faut savoir qu'en 1954, nous ne sommes pas officiellement en guerre puisque l'état d'urgence ne sera voté par le gouvernement qu'en 1955. De ce fait, les autorités n'ont pas envie d'avoir des morts ou des blessés sur les bras. Dans quelques semaines ou quelques mois, la situation s'aggravant, nous supporterons mal de ne pas avoir une cartouche à engager dans le canon de notre arme quand nous prendrons de garde la nuit ou quand nous partirons sur une route de montagne dans un véhicule isolé. Imaginez le temps qu'il faudrait pour réagir en cas d'attaque surprise avec des cartouches enfermées dans un sac cousu ! Nous essaierons bien de sortir une cartouche au travers de la toile, mais à l'inspection, notre subterfuge sera démasqué. La solution sera, lors des exercices de tir, de ne tirer que quatre balles dans la cible sur les cinq balles remises et d'en mettre une dans la poche, au risque d'encourir une punition pour mauvais résultats au tir. Peu importe !

Mais revenons dans notre 4 x 4. Il commence à faire nuit quand nous arrivons à destination. Nous nous rendons au Bordj pour apprendre que nous devons rejoindre DELLYS, petit port de la côte kabyle, à 45 kilomètres de là. Nous reprenons la route. Celle-ci suit la vallée de l'Oued SÉBAOU, la grande rivière kabyle.

Arrivés au terme de notre route, nous rejoignons la caserne du 5<sup>ème</sup> B.T.A. Traduisez : Bataillon de Tirailleurs Algériens. Nous sommes mis à leur disposition pour une opération de police qui doit se dérouler demain à l'aube, dans la montagne. Mise en place du dispositif dans la nuit. Comme il y a de la route à faire en camion, le départ est prévu pour 22 heures. Nous avons un peu de temps devant nous. Comme nous n'avons pas mangé, nous sortons notre boîte de ration. Ah, oui, j'avais oublié de dire que l'on nous avait donné une boîte de ration avant de partir.

La ration de combat ! C'est une boîte individuelle qui contient de la nourriture pour une journée. Les dimensions sont prévues pour tenir dans une des poches à soufflet du pantalon de treillis. Même si cette poche est de bonne taille, il n'en reste pas moins que la boîte n'est pas très grande. C'est dire que nous avons à faire à du concentré : une boîte de boeuf, une boîte de pâté (remplacé pour les musulmans par



*Carte du littoral algérien (avec localisation des sites cités dans l'article).*

une boîte de sardine ou de thon. Il faut savoir que la boîte de ration existe en deux versions : la ration de type M pour les musulmans et la ration de type E pour les autres (les lettres figurent en gros sur les emballages pour ne pas faire d'erreur). Dans la boîte on trouve encore une boîte de fromage, genre crème de gruyère, un carré de pâte de fruits, un autre de nougat, une barre de chocolat, un sachet de café soluble, un de sucre. Je crois que c'est tout pour la nourriture. Il n'y a pas de place pour les légumes dans une boîte de ration individuelle, ni pour la boisson, sauf, sauf... le flacon de gnôle ! Eh oui, nous avons un petit flacon d'alcool dans notre boîte ! De l'alcool de quoi ? Difficile à dire. Ca n'a pas trop de goût, mais ça n'est pas désagréable à boire, et ça vous fait chaud par où ça passe ! Évidemment, cet article ne figure pas non plus dans les rations de type M. Que trouve-t-on encore dans notre boîte : un paquet de 20 cigarettes (des "troupes" : la Gauloise du soldat), une boîte d'allumettes, du papier toilette, plusieurs plaquettes de comprimés de différentes couleurs dont nous ne savons pas trop à quoi ça peut bien servir. Certains comprimés sont prévus, paraît-il pour la purification de l'eau. Quant aux autres ? On ne sait pas, mais ça ne nous préoccupe pas ! Ah, j'allais oublier, il y a aussi une petite boîte, de la taille d'une boîte à cirage, contenant de l'alcool solidifié et munie d'un dispositif ingénieux permettant de poser dessus une gamelle ou un quart. Très apprécié pour faire chauffer le jus ! Enfin, trésor parmi les trésors, on y trouve l'indispensable ouvre-boîte, inestimable sésame de cette alimentaire caverne d'Ali-Baba.



*Les fellagas ayant remarqué que les militaires roulaient souvent pare-brise baissé, en raison de la forte chaleur, tendaient des câbles métalliques en travers de la route, à hauteur des gorges des passagers, en vue de les décapiter. La parade fut d'installer des "coupe-fils" à l'avant des véhicules. Ici, deux jeeps équipées de ce dispositif.*

L'emballage de nos boîtes de ration est en carton. Quelques mois plus tard, il sera métallique, avec un couvercle serti qui s'ouvrira à l'aide d'un ouvre-boîte. Découpé d'une certaine manière, de façon à ménager une anse, cette boîte pourra servir de casserole pour réchauffer la nourriture ou faire le jus. Combustible : notre fameux alcool solidifié ou du bois quand il y en a dans le secteur. Sinon une poignée de sable dans une vieille boîte de conserve, dans laquelle on verse de l'essence puisé dans le jerrican de réserve du véhicule le plus proche. Très efficace. Un inconvénient : ça dégage une épaisse fumée noire et grasse. Après cela, la casserole est bonne à jeter.

### **Ma première opération**

Revenons à la caserne du 5<sup>ème</sup> B.T.A. Il est vers les 10 heures du soir et nous nous préparons à partir. Nous laissons notre 4 x 4 dans la cour de la caserne pour monter dans un 6 x 6 du Bataillon. Le capitaine de la Compagnie à laquelle on nous a rattaché préfère nous avoir sous la main. Les sections de tirailleurs prennent place dans les camions et le convoi s'ébranle. Notre objectif, maintenu secret jusque là pour éviter les fuites, c'est MAKOUA, agglomération située à 45 kilomètres environ dans la montagne. 45 kilomètres, ce n'est pas le bout du monde ! Eh bien si, c'est le bout du monde quand on emprunte de petites routes de montagne, la nuit, par temps de brume et quand on roule en black-out, c'est à dire tous feux éteints pour ne pas donner l'alerte. Seul un simple petit filet lumineux à l'avant et à l'arrière de chaque véhicule, visible seulement à une dizaine de mètres et qui permet aux voitures de se suivre, à la manière de fourmis processionnaires.

En effet, nous devons nous méfier des guetteurs, des "choufs" qui détectent les convois de loin et donnent l'alerte.

Nombre d'opérations ont échoué parce que toutes les précautions n'avaient pas été prises. Lentement, mais sûrement, notre convoi progresse et s'élève dans la montagne. Nous passons le col d'AGOUNI-GOUGHANE. Encore quelques kilomètres et le convoi stoppe. Les officiers sont descendus pour tenir un dernier "briefing", au pied d'un rocher. Autour d'eux la brume, et au dessus la lune qui essaie de percer. Dans ce décor et cette lumière un peu irréels, je reconnais les képis des officiers du Régiment de tirailleurs et ceux des gendarmes. Je distingue parmi eux une silhouette en cachabiah, capuche relevée. Le cachabiah est le gros vêtement en laine brune que portent les montagnards kabyles. Il s'agit du caïd de la région. Le caïd est un fonctionnaire musulman, à la fois juge, administrateur et chef de police. C'est une figure dans son bled, et le bled, il le connaît bien. Cette nuit, avec les représentants des forces de l'ordre, il procède à la dernière mise au point du dispositif de l'opération prévue sur son secteur.

*Tenue en usage dans les "unités de nomadisation", précurseurs des "Harkis" : chèche et cachabiah.*



*Au cours d'une opération de ratissage, contrôle d'identité et fouille d'un suspect.*

Mais en quoi consiste cette opération ?

C'est tout d'abord, pour les gendarmes, d'investir MACOUDA, composé en réalité de trois villages distincts : TAZERART, ILLILANE et SENGHROUN, suspectés d'être des repaires de rebelles. Les gendarmes doivent procéder à la fouille des habitations et à la vérification d'identité de ses habitants. Ceci ne peut se faire qu'au lever du jour. C'est la loi.

Toutefois, les gendarmes sont déjà revenus bredouilles de précédentes opérations de ce genre. Les individus recherchés se tenaient sur leurs gardes et, à l'arrivée des gendarmes, ont réussi à s'échapper en se glissant discrètement hors du village et, de là, à s'évaporer dans le djebel. Cette fois, les gendarmes ont fait appel à l'armée pour tendre une souricière aux éventuels fuyards. Y participent environ 500 hommes fournis par le 5<sup>ème</sup> B.T.A. de DELLYS et le 13<sup>ème</sup> R.T.S. (Régiment de Tirailleurs Sénégalais) de FORT-NATIONAL. Il est prévu un encerclement de toute la vallée, du côté où, logiquement, les rebelles chercheront à s'échapper.

Le schéma est simple :

- 1) Dans la nuit, l'armée met discrètement le "bouclage" en place.
- 2) Au lever du jour, la gendarmerie pénètre dans le village du côté opposé au bouclage et commence à fouiller les maisons.
- 3) Pendant que les gendarmes continuent leur travail dans le village, l'armée, postée autour de la vallée, observe tout mouvement et procède à l'interception des éventuels fuyards.

C'est on ne peut plus clair ! Et notre rôle à nous, là dedans, en tant qu'équipe radio ? Eh bien, ce sera d'assurer la liaison entre le poste de commandement et les chefs des sections qui participent à l'opération. Une fréquence (longueur d'onde) nous est attribuée. Tous les postes du réseau doivent se caler dessus. Nous devons travailler en phonie, c'est à dire en parlant dans un micro (pour cette fois, il nous faudra oublier le manip et l'alphabet morse). Le nom du réseau est "Adacteur".

Mais revenons à nos camions. Les officiers remontés dans les véhicules, le convoi fait encore quelques kilomètres puis s'immobilise. Tout le monde descend. Les camions resteront là et la progression continuera à pied. Il faut éviter de donner l'alerte aux habitants des villages.

Chaque chef de section emmène ses hommes vers la position qui lui a été affectée. Nous sommes aux environs de minuit. La consigne : ne pas parler, ne pas fumer, ne pas faire de bruits. Et comme une armée de fantômes, les tirailleurs disparaissent dans la nuit.

De notre côté, nous suivons les officiers du P.C. et faisons de même. Combien de temps marchons-nous, 1 heure et demie, 2 heures ? Je ne sais plus mais le temps m'a paru long. Enfin, nous arrivons. Pour l'instant, on ne voit pas grand chose ; c'est encore la nuit. Nous installons notre poste et tentons de prendre contact avec les sections qui sont sur le terrain. Décevant ! Personne ne répond à nos appels. Ou, ils ne sont pas encore arrivés à leurs emplacements. Ou, ils ont fait une erreur de fréquence. Ou alors, ils s'en fichent. Va savoir ! Ce monologue dure assez longtemps, au point que les officiers du P.C. commencent à devenir nerveux. Heureusement, petit à petit, ça rentre dans l'ordre, et quand les choses deviendront sérieuses, tous les postes auront intégré le réseau.

*Installation d'un campement pour la nuit dans les Némentchas.*



Le jour commence à se lever. Nous sommes le dimanche 14 novembre. Nous découvrons que nous sommes sur un petit piton dominant un des flancs de la vallée. Devant nous, à 1 kilomètre 1/2 environ, le flanc opposé au nôtre. La nasse forme un ovale de 3 kilomètres de long sur 1 kilomètre 1/2 de large. A l'extrémité gauche, le village. A droite, à l'autre extrémité, la vallée est fermée par une colline. En fait, ce n'est qu'une apparence. En réalité, la vallée continue et le passage est possible. Il fait maintenant bien clair et nous pouvons constater que nous bénéficions d'un excellent poste d'observation. Cela nous permet aussi de voir que le terrain est très chaotique. Au fond, un oued au tracé sinueux et aux rives escarpées, et, partout, dans la vallée, le sol est parsemé de rochers et de grosses pierres. Si nous devons aller déloger des gens de cet endroit, ça ne va pas être facile ! En attendant, où sont les nôtres ? On ne les voit pas. Les consignes ont été bien respectées. Le dispositif est invisible.

On attend. Il ne se passe rien. Tout à coup, un message nous arrive d'une section. Celle-ci nous signale qu'elle a vu du mouvement dans l'oued. Quelques instants après, nous arrive une précision : c'est un groupe d'hommes. Ils paraissent armés et progressent dans l'oued vers l'extrémité de la nasse. D'autres sections confirment cette information. Soudain, un coup de feu retentit au fond de la vallée. Puis, d'autres et encore d'autres. Le capitaine nous fait passer un message à toutes les sections demandant qui a tiré. Toutes les réponses sont négatives. Et, pour cause, ce sont les rebelles qui tirent sur nos hommes. Aussitôt après arrive un autre message : *"Nous avons un tué et un blessé"*. Le capitaine ne veut pas y croire et demande confirmation. Celle-ci arrive. C'est la consternation. Entre temps, la fusillade s'est intensifiée. Apparemment, les sections ripostent. Après une brève consultation des officiers du P.C., ordre nous est donné de transmettre le message suivant : *"A toutes les sections, pour un tir à tuer, Feu à volonté"*.

**UN TIR A TUER ! Mots terribles !**

Le message parti, la fusillade devient d'une grande intensité. Ca tire de tous côtés. Au bruit, on distingue le *"coup par coup"* des fusils "Garants" des tirailleurs, des rafales sèches et nerveuses des P.M.. Au fond de la nasse, à notre droite, un F.M. vient d'ouvrir le feu ; le rythme est plus lent, le son est plus profond que celui des P.M.. Du sérieux !

Mais les rebelles se cramponnent au fond de l'oued. Impossible de les déloger. Difficile de les atteindre par les armes à tir tendu. L'ordre est alors donné par le Commandement de mettre un mortier de 60 en batterie. Les deux premiers obus tombent : à côté !

Les suivants : en plein dedans ! Les sections reçoivent alors l'ordre d'entamer une progression et de resserrer la nasse.

Tout à coup, des balles sifflent au-dessus de nos têtes. C'est un petit groupe de rebelles qui tente une sortie et, pensant sans doute que le secteur est mal gardé, s'est avancé de notre côté. Ordre nous est donné, bien que nous ayons à nous occuper de notre poste-radio, de nous mettre en position de tir. Je lâche donc le micro pour empoigner mon vieux mousqueton et je commence à déchirer un paquet de cartouches. Je m'apprête à tirer quand un gradé du P.C. s'approche de moi et me dit : *"Retourne à ton poste et laisse-moi ton arme"*. Son arme à lui est un P.A. (pistolet), peu efficace, vu la distance. Il empoigne mon mousqueton et mes cartouches et commence à tirer. Alors que j'ai repris ma place devant mon poste radio, je l'entends dire : *"Je l'ai eu"*.



*Un scout-car, quelque part sur une piste au Sud des Némentchas.*

Ca ne tire plus de notre côté. Les tirailleurs ont achevé leur mouvement et ont investi le fond de l'oued. Les tirs se raréfient et finissent par s'arrêter. Les tirailleurs reçoivent l'ordre de rester sur place. Entre-temps, le blessé, un sergent-chef des tirailleurs est venu nous rejoindre au P.C.. Il est blessé au cou. Celui-ci est traversé de part en part par une balle. Apparemment, la moëlle épinière n'a pas été touchée et l'hémorragie n'est pas importante. Il arrive à parler, mais d'une voix brisée. Une ambulance avait été demandée dès l'annonce qu'il y avait de la "casse", mais elle n'est pas encore arrivée. Nous apprenons par ce sous-officier que le tué est un tirailleur, un 1<sup>ère</sup> classe, tué net par une balle en pleine poitrine. Il l'a vu, il était juste derrière lui quand c'est arrivé. On nous amène des prisonniers. Certains ont été pris les armes à la main. D'autres n'en avaient pas, mais ils peuvent très bien les avoir dissimulées avant de se faire prendre. C'est souvent ce qui se passe. Dans ce cas, une fouille du terrain s'impose. C'est ce que les tirailleurs sont en train de faire. Rien ne distingue, à première vue, nos prisonniers du reste de la population. Leurs vêtements sont les mêmes. Une grande djellaba les enveloppe de la tête aux pieds. En dessous, de pauvres vêtements. Ca ne sent pas la richesse. Nous découvrons que quelques-uns portent des éléments de tenue militaire : un blouson pour l'un, un pantalon pour l'autre. Cherchent-ils, par leurs vêtements, à avoir une apparence de combattants ? Auquel cas, la tenue est bien disparate ! Ou avons-nous à faire tout simplement à de pauvres hères qui cherchent à se vêtir à bon compte en s'approvisionnant dans de vieux stocks de l'armée ? Quoi qu'il en soit, ils devront s'expliquer auprès des gendarmes qui vont les interroger.

Notre blessé est toujours là. Il est inquiet et impatient. On le comprend : il ne voit pas arriver l'ambulance. Il faut dire que là où nous sommes l'accès n'est pas facile pour un véhicule. Plus tard, dans six mois ou un an, on nous donnera plus de moyens pour faire la guerre et nous disposerons d'hélicoptères. Pour le moment, il faut faire avec les moyens du bord, et attendre. C'est ce que fait notre blessé. Le pauvre, il s'est approché du poste et ne nous quitte plus, sachant que c'est le seul lien avec l'extérieur. Il me demande à plusieurs reprises : *"Elle arrive l'ambulance ?"*. Je n'en sais pas plus que lui mais j'essaie de le rassurer de mon mieux. Sous le pansement, on devine le cou enflé. Sa voix est réduite à un sifflement. Mais à par ça, il a toute sa tête et l'hémorragie semble s'être arrêtée. En fait, il a eu beaucoup de chance. Je l'apprendrai plus tard, en lui rendant visite à l'hôpital de TIZI-OUZOU : la balle a traversé le cou sans rien toucher de vital. D'ailleurs, il était déjà sur pied et il avait recouvré suffisamment de voix pour faire un peu de conversation. J'ai vu que ma visite l'avait touché !

Mais revenons à MAKOUA. L'opération est maintenant terminée. Elle a duré toute la matinée et une partie de l'après-midi. Nous quittons notre piton pour rejoindre le village. Nous ramenons avec nous les prisonniers. Nous les remettons aux gendarmes. L'accueil est plutôt musclé. C'est vrai que l'affaire a été chaude. Côté des forces de l'ordre : un mort et deux blessés (un tirailleur a été blessé aussi en plus du sous-officier que nous connaissons déjà). Côté rebelles : trois morts, trois blessés dont un gravement, cinq prisonniers dont deux pris les armes à la main. D'après les rapports des chefs de section, la bande paraissait forte d'une quinzaine d'individus dans le fond de l'oued. Le compte n'y est pas. Il est possible que certains aient réussi à s'échapper. Le filet était pourtant serré, mais le sol est chaotique et ces gens connaissent parfaitement le terrain. Dans le douar, les gendarmes ont appréhendé des suspects, au nombre de 28. Ils sont regroupés sur la place du village en attendant de les emmener. Des armes et du matériel ont été récupérés : 2 fusils de guerre (1 Mauser et une carabine italienne), 6 fusils de chasse, 2 mitraillettes Sten, 1 pistolet Colt, des munitions en quantité, 1 poignard, 1 paire de jumelles, une boussole. Nous apprenons qu'une Compagnie de C.R.S. a été appelée en renfort mais qu'elle n'a pas eu à intervenir.

Nous attendons maintenant l'ordre du retour. Je commence à ressentir la fatigue. Nous arrivons en fin de journée et voici deux nuits que je n'ai pas dormi (la nuit dernière pour la mise en place du dispositif et la nuit précédente où j'étais de garde). Je tombe de fatigue. Je m'assois sur le bord d'un fossé et je sens que je commence à m'assoupir. Un copain me réveille. J'ai du dormir une demi-heure, pas plus. Dans mon sommeil, j'ai glissé dans le fond du fossé. Mes fesses trempent dans l'eau. Bien qu'elle soit froide, ça ne m'a pas réveillé.

Les véhicules sont là. Nous grimpons dedans, mais ce n'est pas encore pour rentrer. Une cérémonie est prévue pour rendre les honneurs au Tirailleur tué. Un endroit propice a été choisi. C'est une sorte de petit terrain dégagé entre des blocs de roche. La nuit est venue entre-temps. Les sections s'alignent sur le terrain. Le corps de notre malheureux camarade est amené sur une civière et exposé au centre. Comme la nuit est venue, des torches sont allumées. La musique des Tirailleurs est là. Elle s'installe en silence. Au commandement, les troupes présentent les armes et la musique joue. L'instant est poignant. Ces hommes en armes. Cette musique qui vous prend aux tripes. La lueur des torches, projetant des ombres,

et ce jeune soldat qui est là mort. Il y a des instants que l'on n'oublie pas. De toute sa vie.

Remarquable réaction que celle du 5<sup>ème</sup> BTA, qui dès l'annonce de la mort d'un des siens, a dépêché sur place sa musique et le nécessaire pour célébrer cette émouvante cérémonie.

Un officier prend la parole, pour honorer la mémoire du disparu, magnifier le sens du devoir et le sacrifice du soldat, sacrifice qui rejaillit sur la gloire du régiment et, au delà de lui, sur la FRANCE. L'action psychologique ne perdant pas ses droits, insensiblement, le discours évolue sur l'action détestable des méchants qui tuent les bons : un appel à l'esprit de corps, en même temps qu'un avertissement à ceux qui pourraient se laisser séduire par le chant néfaste des sirènes. Un discours simple, qui s'adresse à des montagnards, coureurs de djebels, tirailleurs aujourd'hui mais qui redeviendront bergers demain...

Le retour est d'une grande tristesse, d'autant que c'est dans notre 6 x 6 qu'est chargé le corps de notre infortuné camarade. C'est en notre compagnie qu'il accomplit son dernier voyage : lui, reposant sur sa civière posée sur la banquette centrale, et nous, assis autour, sur les banquettes latérales. Je ne puis m'empêcher de penser que la veille au soir, nous faisons le trajet dans l'autre sens, insouciant, comme pour une promenade. Et, aujourd'hui, cette fin tragique...

Le lendemain, suite logique des événements de la veille, nous passons la matinée à un exercice pratique d'utilisation du terrain : comment progresser sur un parcours donné, sans se faire repérer ? Dans l'après-midi, nous regagnons MAISON-CARRÉE.

### **Dix-huit mois de Djebel**

Cette fois, nous sommes dans le bain, j'avais demandé l'ALGÉRIE pour voir du pays. Du pays, je vais en voir. Des pays devrais-je dire car les paysages sont très différents d'une région à l'autre. Durant les 18 mois qui vont venir (car je serai maintenu 6 mois de plus), j'aurai l'occasion de parcourir la KABYLIE, l'ATLAS BLIDÉEN, les AURÈS, les NÉMENTCHAS, jusqu'aux OASIS DU SUD. Les paysages, les coutumes, les vêtements sont différents. Ainsi, dans les AURÈS et une bonne partie du CONSTANTINOIS, les femmes sont-elles habillées de noir alors qu'elles le sont de blanc dans l'ALGÉROIS. Le voile qu'elles portent respecte ces couleurs. La femme Kabyle, elle, n'est pas voilée. Elle porte des couleurs vives. La robe est très travaillée, c'est la fameuse robe kabyle. Par contre, la jupe est un simple morceau de tissu noué autour de la taille. C'est la fouta aux fines rayures jaunes et rouges. Si la période n'était pas aussi troublée, ce serait merveilleux tous ces voyages, mais nous ne sommes pas là pour faire du tourisme.

*Quelque part en GRANDE KABYLIE, un copain du 45<sup>ème</sup> Régiment des Transmissions, spécialité "monteur fils", répare une ligne téléphonique sabotée durant la nuit précédente par les rebelles.*



En un an et demi, je fais la connaissance d'une bonne demi-douzaine d'unités différentes auprès desquelles je suis détaché, en tant que transmetteur radio, certaines fois pour quelques jours, le temps d'une opération, d'autres fois pour plusieurs mois. Ainsi, après quelques courts séjours chez les Tirailleurs Algériens, je suis détaché, fin 1954, pour quatre mois, auprès du 2<sup>ème</sup> B.T.C. (Bataillon d'Infanterie Coloniale), composé essentiellement de Bretons et de Martiniquais. Ce bataillon opère en grande KABYLIE. Dans quelque temps, décolonisation oblige, il perdra son qualificatif de "colonial" pour celui, plus dans le

vent, d'"Infanterie de Marine" et son sigle deviendra, de ce fait, 2<sup>ème</sup> BIMA.

Dans le courant de l'été 1955, je fais quelques passages brefs pour de courtes opérations, dans les unités de Gendarmerie et de C.R.S..

En septembre, je rejoins pour trois mois la Légion Étrangère, établie dans les AURÈS. Il s'agit du 3<sup>ème</sup> R.E.I. (Régiment Étranger d'Infanterie) cantonné à ARRIS, en pleine montagne. Pas étonnant que ce régiment soit qualifié d'"étranger". Beaucoup de nationalités se côtoient ici. Les plus nombreux sont les Allemands. Quelques uns d'entre eux, anciens soldats de la Wehrmacht, se sont engagés dans la Légion, à la fin de la guerre. Ils ont déjà fait plusieurs séjours en INDOCHINE. Maintenant, ils sont en ALGÉRIE. Voilà 15 ans qu'ils baroudent. Ils n'ont fait que ça dans leur vie. Des bêtes de guerre ! On trouve aussi quelques Français, c'est plus rare. Certains sont entrés à la Légion pour mettre de la distance, et surtout du temps, entre eux et la Justice française. Quelques-uns se laisseront aller à des confidences, certains soirs de nostalgie, devant une bière, sous la tente qui abrite le Foyer. Les Français se reconnaissent entre eux et se donnent le nom de "Gaulois". Je passe Noël 1955 dans cette unité ; un Noël sous le Képi blanc. La tradition est ainsi respectée ! Pour finir - nous sommes en janvier 1956 - je suis détaché dans une unité de nomadisation, toujours dans les AURÈS. Mis à part l'encadrement, composé de Français de la Métropole, la compagnie est formée de Chaouïas, venus directement de leurs djebels. Ils ne parlent pas un mot de français. Leur tenue militaire est inspirée des vêtements qu'ils portent dans leur village. Au lieu de la classique capote militaire, ils ont une grosse cachabiah de laine et de poil de chameau et, sur la tête, le chèche enroulé en turban. On crapahute beaucoup dans cette unité. Nous devons nous méfier, si nous rentrons au poste après la nuit tombée ; les sentinelles ne comprennent que le chaouïa et c'est le fusil qui parle.

Pour notre venue dans les AURÈS, nous avons touché un équipement nouveau. Les brodequins de cuir ont été avantageusement remplacés par des "pataugas". Nous avons aussi touché un chapeau de brousse que chacun s'est aussitôt évertué à en modeler la forme à sa manière. Il n'y a pas à dire, on a de la gueule. L'armement aussi a été changé. Fini l'antique mousqueton. J'ai maintenant une carabine US M1. Fini aussi les cartouches cousues dans un sac en toile. Maintenant, c'est la guerre et les munitions ne manquent pas. Oublié le temps où en KABYLIE, nous devions approvisionner nos mousquetons cartouche par cartouche. Le commandement s'était aperçu, qu'en face de nous, les rebelles avec leurs fusils de chasse à deux coups, chargés à chevrotines, étaient finalement mieux armés que nous pour des engagements rapides et des combats rapprochés. Pour compenser, nous avons un moment touché des lames chargeurs de trois cartouches pour améliorer les performances de nos mousquetons, mais ça restait quand même un armement vétuste et peu commode, nécessitant le maniement de la culasse à chaque fois. Avec la carabine US, semi-automatique et équipée d'un chargeur, l'éjection de la douille et le réapprovisionnement se font automatiquement. Il faut seulement armer manuellement pour engager la première cartouche, les autres suivent automatiquement. Quel progrès ! Après la carabine U.S., je perçois un MAS 36, appelé aussi "lance-patate", du fait qu'il est équipé pour envoyer des grenades. A un autre moment encore, je suis affecté à un poste radio installé sur véhicule, un scout-car, équipé de deux mitrailleuses : une de 50, encore appelée 12-7, et une de 30, dont le canon est entouré d'un manchon ajouré. Et nous nous entraînons à tirer à la mitrailleuse. A la 12-7, toutes les cinq balles, une est traçante et une autre est explosive. Impressionnant ! Et quel sentiment de puissance !

Eh oui, c'est la guerre. Nous connaissons, tour à tour, les opérations de ratissage où on passe toute une région au peigne fin, les fouilles de douars ou de mechtas, les contrôles d'identité, les suspects que l'on rassemble et que l'on charge dans les camions en vue de leur interrogatoire, les patrouilles de nuit, les embuscades que nous tendons nous-mêmes pour intercepter les bandes rebelles. Parfois, c'est l'accrochage, et il y a de la casse. Comme la fois où un jeune lieutenant du 2<sup>ème</sup> B.I.C. a reçu une décharge mortelle de chevrotines en pleine poitrine lors d'une patrouille de nuit en KABYLIE. Le plus risqué, pour nous, transmetteurs-radio, amenés à nous déplacer fréquemment pour rejoindre l'unité auprès de laquelle nous sommes détachés, c'est l'embuscade tendue à un détour du chemin, par les "fells". L'embuscade, c'est notre hantise ! J'ai la chance de ne pas en subir moi-même. Mais le danger est partout : dans le djebel, sur la route, dans les rues, dans une salle de cinéma. Il est là surtout quand on ne l'attend pas ou qu'on ne l'attend plus. Ainsi, un sous-officier de notre compagnie a-t-il eu une jambe déchiquetée par l'explosion d'une grenade lancée dans un café de BATNA. Pour parer à de tels attentats, les commerçants doublent leurs fenêtres d'un rideau de grillage. Le centre ville finit par ressembler à une immense volière. L'insécurité, c'est le maître-mot qui définit la vie que nous menons. Et elle est partout. Mais ce n'est pas tout. Nous devons aussi nous méfier d'autres dangers, comme par exemple, le véhicule qui dérape sur une piste escarpée de montagne et c'est la chute dans le ravin. Je perds ainsi de bons copains en GRANDE KABYLIE. C'est encore le coup qui part tout seul quand, rentrant de faction, fatigué, on pose un peu trop brutalement son arme dans laquelle on a oublié de retirer la cartouche engagée dans le canon.

Quand, cet accident arrive avec un pistolet-mitrailleur, c'est tout le chargeur qui y passe, pour peu qu'on ait oublié de le rabattre. Dans une chambrée, la nuit, ça peut faire un carnage. La fatigue est le deuxième ennemi du soldat.

## **La "quille"**

Argot militaire pour désigner la libération de la classe. Ce jour attendu finit par arriver. Fin février, alors que je suis de service radio, dans ce petit poste du fin fond des AURÈS, arrive un message indiquant le nom d'appelés qui doivent rejoindre ALGER en vue de leur libération prochaine. Le mien y figure. Je suis tellement troublé que, brusquement, l'alphabet morse me devient étranger. Tout se mélange et c'est avec bien du mal que j'arrive à prendre la fin du message.

Je quitte donc nos rudes Chaouiïas, pour rejoindre la caserne de BATNA. La route est si peu sûre qu'elle est interdite aux véhicules. La circulation n'est autorisée qu'en convoi protégé, un véhicule blindé en tête, avec canon et mitrailleuse et un autre à la queue. On appelle ça la navette. Il n'y en a que deux par semaine. Nous partons. En cours de route, grosse émotion : le blindé de tête tire un coup de canon et envoie une longue rafale de 12-7 que l'écho répercute longuement. La route est étroite et sinueuse, encastrée dans la montagne qui la domine de chaque côté. L'endroit rêvé pour une embuscade ! Le tireur a-t-il vu quelque chose ? Ou a-t-il besoin de dérouiller ses armes ? Peut-être cherche-t-il tout simplement à nous réveiller ? Si, c'est le cas, c'est réussi. Il faut voir, dans notre camion, avec quelle rapidité chacun a saisi son arme et engagé une cartouche dans le canon. Puis, plus rien ! Le convoi continue de rouler. Ouf !

A BATNA, je retrouve des copains que je n'avais pas vu depuis plusieurs mois, affectés dans d'autres unités. Un second convoi nous emmène à CONSTANTINE où nous retrouvons d'autres "libérables". C'est par le train que nous devons regagner ALGER. On nous a laissé nos armes et nos munitions. Il paraît que le train a déjà été attaqué. Le voyage se passe sans encombre, sauf qu'à un endroit nous devons descendre et abandonner notre train. Les rebelles ont fait sauter la voie et des wagons sont couchés sur les rails, empêchant notre train de passer. Nous longeons, à pied, l'enchevêtrement de wagons, avec arme et bagages, c'est le cas de le dire. Un autre train nous attend de l'autre côté, qui nous emmène jusqu'à ALGER.

Avec les copains de la 54/1, nous retrouvons pour une semaine notre caserne de MAISON-CARRÉE. Nous récupérons notre valise (ma bonne vieille valise en bois), mais nous ne sommes pas autorisés à revêtir nos vêtements civils. D'ailleurs, on aurait bonne mine car, entre-temps, la mode a changé. Nous rentrerons donc dans nos foyers en tenue militaire, charge à nous de rapporter celle-ci à la gendarmerie la plus proche.

Le contact avec la FRANCE est un choc pour nous. En ALGÉRIE, c'est la guerre. Ici, ce n'est pas le cas. On dirait que les Français ignorent ce qui se passe là-bas. Notre accoutrement, fatigué il est vrai, de "trouffions", si fonctionnel et si naturel là-bas est sûrement insolite, ici, en Métropole. Nous comprenons qu'il puisse étonner les gens. C'est comme si nous débarquions d'une autre planète. On nous regarde à la dérobée. Nous avons même l'impression de déranger. Dans le train, entre SAINT-QUENTIN et CAMBRAI, le contrôleur me réclame un supplément parce que le billet de transport qui m'a été remis en ALGÉRIE n'est pas conforme au nombre réel de kilomètres. Et je dois payer ! C'est comme ça que la FRANCE accueille ses enfants ! Autant dire que je trouve la plaisanterie mauvaise,... et salée ! J'ai encore une autre surprise quand, quelques jours après, je rapporte ma tenue militaire à la Gendarmerie d'IWUY, sur le porte bagage de mon vélo. Le gendarme de service refuse d'enregistrer les chaussures sous prétexte qu'elles sont mal cirées. Vous ne me croirez pas ! Eh bien, je reviens à PAILLENCOURT pour cirer mes "godasses". Il faut dire qu'on nous a appris à obéir, à l'armée ! Quand même, ce brave gendarme d'IWUY, qu'est-ce qu'il a l'air de s'ennuyer derrière son bureau ! Dans le fond, je crois qu'il est un peu jaloux : la poussière des djebels est quand même plus dorée que celle d'IWUY...

Ce qui m'étonne le plus, au début, c'est la sécurité qui règne ici. Je n'en reviens pas de pouvoir sortir tranquillement sans être aux aguets du moindre mouvement, du moindre bruit, surtout le soir. Les premiers temps, mon fusil me manque. Pendant un an et demi, il a été mon fidèle compagnon de tous les jours, et de toutes les nuits. C'était impensable, là-bas, de sortir sans son arme ; notre vie en dépendait. Je mesure, au bout de quelques semaines (parce qu'il me faudra ce temps pour m'en persuader) que tout ça c'est fini.

Beaucoup de choses ont changé pendant notre absence. Les filles de notre âge se sont mariées, pour la plupart. Celles que nous voyons évoluer dans les bals, aux ducasses, ont quelques années de moins que nous. Elles ne s'habillent plus de la même façon. Les danses aussi ont changé. Il y en a de nouvelles que nous ne connaissons pas. Nous faisons vieux jeu. Nous mesurons tout à coup que deux ans, c'est long. Les jeunes commencent à avoir des mobylettes pour sortir. Certains même, qui ont passé le permis ont l'autorisation d'utiliser la voiture de leurs parents, car on commence à voir de plus en plus d'automobiles. Les vélos se font plus rares. Dans un an ou deux, ils seront définitivement remisés au grenier. En agriculture, ça évolue aussi, les tracteurs font leur apparition et remplacent progressivement les chevaux. C'est la révolution dans les fermes.

Il ne nous reste plus qu'à enfouir ce que nous venons de vivre. Certains d'entre-nous, qui ont connu des moments vraiment difficiles ou tragiques, auraient pourtant besoin d'en parler. Cela leur ferait du bien. Mais leur histoire n'intéresse personne.

Tant bien que mal, nous tournons la page et essayons de faire notre place dans ce monde en pleine transformation.

Et de faire comme si l'ALGÉRIE n'avait pas existé.

Jusqu'à ce jour où, quarante-trois ans après, j'ai décidé d'écrire ces pages...

**Camille DENIMAL**

#### **Trois dates pour comprendre le début de la guerre d'Algérie (1954-1956) :**

**1<sup>er</sup> novembre 1954 :** Début la guerre d'Algérie (70 attentats, 7 morts).

**20 août 1955 :** Insurrection généralisée de la Willaya 2 (171 civils français égorgés dont 1/3 d'enfants).  
**Représailles :** 1273 musulmans exécutés. **Conséquences :** les 2 communautés sont ouvertement en guerre.

**Avril 1956 :** Arrivée du Contingent.

## **LE COURRIER DES LECTEURS**

### **Questions :**

**27/1 :** Sur un vieux tombeau du cimetière de Walincourt, on peut lire l'inscription "Charles WEIMANN, professeur agrégé de l'Université, Officier de l'Instruction publique, homme de lettres et auteur dramatique, 1853-1922".

La Société des Gens de Lettres de Paris ne dispose d'aucune information, la Société des Auteurs et compositeurs dramatiques de France (S.A.C.D.) n'a également aucune information sur ce personnage. Peut-être a-t-il écrit des pièces qui n'ont jamais été représentées ?

Son nom ne figure dans aucun dictionnaire biographique. Qui pourrait me donner des pistes pour connaître son oeuvre littéraire ?

**Monsieur P. M. (Nîmes, 30)**

**27/2 :** Recherche tous renseignements et l'ascendance de Jacques-Antoine MICHEL, décédé le 09.05.1816 à Clary. En 1792, il était membre du Directoire du District de Cambrai et Maire de Clary jusqu'à sa mort. Il était marié à Marie-Catherine THUILLIER et on connaît une dizaine d'enfants nés à Clary.

**Monsieur B. L. (Champrond en Perchet, 28)**

**27/3 :** Recherche tous renseignements sur les origines du Crédit Agricole de Cambrai né en 1901.

**Monsieur E. L. (Flesquières, 59)**

**27/4 :** Je suis à la recherche de toutes informations qui pourraient s'inscrire dans le thème de l'automobile dans le Cambrésis Dans l'Entre-Deux-Guerres.

Toute référence à des sources diverses comme des articles de presse, photographies ou livres spécialisés me seraient d'un grand secours.

Je suis plus particulièrement intéressé en ce qui concerne la localisation des garages et des concessionnaires dans le Cambrésis ainsi que de la place prise par la voiture dans les différentes tranches de la société Cambrésienne de cette période.

**Monsieur François-Xavier LARIVIÈRE**  
18, rue de Strasbourg  
59400 Cambrai

**27/5 :** Recherche documentation sur la famille CAURIE ou de la CAURYE, qui serait originaire du Cambrésis, seigneurs de Buis, Austauve, Beauvois et autres lieux, écuyers de Monsieur de Crèvecoeur en Cambrésis.

**Madame J. G. (Verdun, 55)**

**27/6 :** La maison de mes parents ayant brûlé en 1940, je n'ai aucune photo de mes grands-parents Charles LASSELIN et Anna FLIPOT. Ils ont vécu à Masnières de 1880 à la guerre 1914-1918 (où leur maison a été démolie). Existe-t-il quelque part ou quelqu'un qui aurait des photos de cette époque ou cartes postales de groupes où je pourrais espérer les trouver ? Peut-être des groupes de parents de soldats tués à la guerre ? Ils y ont perdu leur fils Paul.

**Madame M. F.-L. (Lomme, 59)**

**27/7 :** Recherche des articles de journaux et tous documents sur les "Brigades scolaires" qui existaient dans le Hainaut-Cambrésis entre 1870 et 1914.

**Monsieur G. D. (Sains du Nord, 59)**

**27/8 :** Recherche des souvenirs concernant "la Brigade des Anges", émanation policière de la 15<sup>ème</sup> Armée Allemande basée à Lille, qui connut un procès assez retentissant après la Seconde Guerre mondiale.

**Monsieur D. D. (Arras, 62)**

**27/9 :** Quel est le lien de parenté entre Georges HÉGO, de Cattenières, décédé avant 1647, et Jérôme HÉGO, décédé après 1649 à Cattenières ?

**Madame M. F.-L. (Lomme, 59)**

**27/10 :** Recherche des traces de l'union entre Jean-Baptiste HÉGO, de Cattenières, et Anne-Thérèse LESAGE, décédée à Cattenières le 29.01.1782, âgée de 35 ans. Je n'ai pas pu trouver les actes de naissance, mariage et décès de Jean-Baptiste HÉGO, ni l'acte de naissance de Anne-Thérèse LESAGE.

**Monsieur L. D. (Roanne, 42)**

**27/11 :** Recherche ascendance du côté maternel de Rosalie DEBUT, née à Crèvecœur-sur-l'Escaut le 10 mars 1865, fille naturelle (et seul enfant) du baron Georges, Ferdinand, Émile de CONDÉ (1810-1886).

**Monsieur E. C. (Manosque, 04)**

**27/12 :** Recherche ascendance du couple Jérôme NORMAND, berger, né vers 1690, demeurant à Sailly, et de son épouse Marianne DELACROIX.

**Madame M.-P. B. (Blécourt, 59)**

**27/13 :** Recherche ascendance de Hortense MAILLOT, née vers 1807 à Crèvecœur-sur-l'Escaut, décédée à Wallers le 13.01.1883, épouse d'Auguste MORTIER, de Gouy.

**Madame F. B.-D. (Toutencourt, 80)**

**27/14 :** Recherche des reproductions de photographies ou de cartes postales des années 1918-1919 représentant les anciens Docks situés près du Grand Carré à Neuville-Saint-Rémy.

**Monsieur J. M. (Victoria B.C., Canada)**

## **Réponses :**

### **\* Réponse à la question 4/3 :**

Il y a bien un lien de parenté entre mon ancêtre Xavier DÉMARET (né le 25.03.1778 au Cateau - † le 02.01.1842 à les Rues des Vignes) et votre ancêtre Louis-Joseph DÉMARET, garde-forestier, né le 11.01.1818 à Fontaine-au Bois. - Xavier DÉMARET est le fils de Jean-Charles DÉMARET (02.07.1755 - 21.04.1785 Le Cateau), lui-même fils de Jean-Charles DÉMARET (né vers 1732 - 18 brumaire an XII Le Cateau) lui-même fils de Gabriel DÉMARET (né vers 1698 - 22.05.1746 Le Cateau).

- Louis Joseph DÉMARET est le fils de Louis Joseph DÉMARET (15.10.1777 Fontaine-au-Bois - 23.09.1848 Fontaine-au-Bois), fils de Louis Joseph DÉMARET (01.01.1745 Le Cateau-Cambrésis - 04.02.1807 Fontaine-au-Bois), qui est lui-aussi fils de Gabriel DÉMARET.

**Monsieur Arnaud GABET (Les Rues des Vignes, 59)**

### **\* Correction à l'ouvrage "Cattenières, notre village" :**

Il me semble qu'une erreur a pu se glisser dans les lignées que vous présentez. A la page 206 en Vter/4 vous faites mention d'un mariage entre Toussaint HÉGO et Appoline HÉGO en 1808 (le 26 mai) mais les parents qui figurent dans l'acte qui est en ma possession sont les suivants : Jean-Baptiste HÉGO et Anne Thérèse LESAGE pour Toussaint HÉGO et Martin HÉGO et Marie-Anne BURY pour Appoline HÉGO.

**Monsieur Laurent DETEMBEL (Roanne, 42)**

**\* Réponse à la question 27/8 :**

Dans l'ouvrage intitulé "Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1944", on peut lire ceci à l'article "les policiers allemands" :

*"Le Général von FALHENHAUSEN installe HEYDRICH à Bruxelles, le 23 juillet 1940 la Sipo Lilloise table son quartier-général avenue de la République à la Madeleine. En 1942, ses structures se divisent en deux sections l'abteilung III (rapport politique), l'abteilung IV (Gestapo) qui ont pour rôle de combattre sans pitié les communistes, juifs et francs-maçons. Citons parmi ses agents les plus redoutables : le Kriminal Inspector PARMAN et le Kriminal Kommissar KOHLZ abattu en décembre 1943 par un FTP. Bien évidemment, la police SS s'appuie sur un réseau d'indicateurs (l'organisation PIERROT et plus tard la Brigade des Anges) qui ne sont rien d'autre qu'un ramassis de voyous, coupables des crimes les plus crapuleux".*

**Monsieur Pierre MOLLET (Thun-Saint-Martin, 59)**

**\* Réponse à la question 27/9 :**

2. Jean-Baptiste ÉGO, vers 1754, x 1774 Fontaine-au-Pire 3. Anne-Thérèse LESAGE, née vers 1744 à Fontaine-au-Pire. 4. Maximilien ÉGO, x 5. Marie VAILLANT (Voir livre "Cattenières, notre village") 6. Antoine LESAGE, x 21.02.1730 à Fontaine-au-Pire 7. Anne-Thérèse LESAGE. 12. Jean LESAGE, x 13. Catherine DENIS 14. Pasquet LESAGE, x Cm 13.04.1701 15. Thérèse LESAGE. 28. Olivier LESAGE, x 29. Catherine LEDUC 30. Jean LESAGE, x 31. Marie DELBEZ.

**Madame Jocelyne SANDRAS (Avesnes-les-Aubert, 59)**

**\* Réponse à la question 27/10 :**

1. Rosalie DEBUT, née le 10 mars 1865 à Crèvecœur. 2. Hubert Henri Joseph DEBU, né le 20.02.1831 à Crèvecœur, x 3. Rosalie COLMONT, née le 11.09.1834 à Crèvecœur, décédée en 1871 à Crèvecœur. 4. Hubert Henri Joseph DEBU, né le 21.08.1805 à Crèvecœur, décédé le 19.12.1863, x 24.11.1830 5. Adèle Virginie GUINET, de Marcoing. 6. Jean-Baptiste Joseph Druon COLMONT, né le 19.01.1809 à Crèvecœur, x 18.01.1832 7. Marie-Rosalie VINMARD, de Cambrai. 8. Hubert Henry Joseph DEBU, né le 14.05.1776 Crèvecœur, x 10 prairial an VII 9. Marie-Alexie DESSENNE, née le 14.07.1776. 16. Jean-Pierre DEBU, né le 28.01.1731 à Lesdain, x Cm. 31.01.1765 17. Marie-Jeanne DERLY, née le 15 décembre 1735. 18. Hubert DESSENNE, né en 1736, x 19. Marie-Françoise DEVAUX, née en 1741. 32. Nicolas DEBUS, décédé avant le 31.01.1765 à Lesdain, x Cm. 05.11.1736 33. Marie-Catherine PRUVOST, décédée après le 31.01.1765 à Lesdain. 34. Jean-Philippe DERLY, né vers 1720, décédé après le 31.01.1765 à Crèvecœur, x avant 1731 35. Marie-Jeanne VITASSE, décédée après le 31.01.1765 à Crèvecœur. 64. Octave DEBU, décédé avant le 05.11.1736 à Lesdain, x Cm. 17.11.1708 65. Catherine RENAULD, de Lesdain. 70. Guillaume VITASSE, décédé après le 29.04.1719, x 71. Jeanne-Catherine GOUBET, décédée avant le 29.04.1719. 128. Jean de BU, décédé entre le 30.04.1688 et le 17.11.1708, x 129. Florence de SAIN, décédée avant le 17.11.1708 à Lesdain. 130. Pierre RENAULD, x 131. Marie-Jeanne DEHON. 136. Antoine DERLY, né vers 1649 à Crèvecœur, décédé entre 1699 et 1706, x 137. Marie DERAÏN, décédée avant 1690 à Crèvecœur. 272. Gilles de HERLY, décédé après 1681, x 273. Anne DELEHAYE, décédée avant 1677 à Crèvecœur. 544. Nicolas de HERLY, né vers 1599, décédé entre 1664 et le 15.09.1677, x 545. Marie de BANCOURT, décédée après le 19.05.1677.

**Messieurs Arnaud GABET (Les Rues des Vignes, 59) et Jean DOFFE (Cambrai, 59)**

**\* Réponse à la question 27/11 :**

Hierosme NORMAND, originaire de Trannoy, passa contrat de mariage le 21.08.1706 avec Marie-Anne DELACROIX, de Raillencourt.

Pour obtenir le contenu du contrat de mariage, il convient de le commander aux Archives Départementales du Nord sous la cote 2E26-428.

**\* Réponse à la question 27/12 :**

1. Hortense MAILLOT. 2. Noël MAILLOT, x avant le 20 thermidor an IX 3. Pacifique DUBAIL. 6. Jean-Fleurisse DUBAIL, cordonnier, décédé avant le 10 thermidor an VII à Crèvecœur, x 7. Anne-Catherine TACHON, décédée le 6 mars 1830 à Crèvecœur. 12. Jean-Nicolas DUBAIL, sergent de Crèvecœur, né à Villers-Outréaux le 1<sup>er</sup> février 1708, décédé avant 1775, x 27 août 1731 à Villers-Outréaux 13. Marguerite LEFEBVRE, née le 29 septembre 1711 à Villers-Outréaux, décédée après 1778. 24. Jacques DUBAIL, décédé avant 1746 à Villers-Outréaux, x avant 1708 25. Marie-Catherine QUÉVREUX, née le 16.03.1682 à Villers-Outréaux. 26. Jean LEFEBVRE, né le 20 août 1677 à Villers-Outréaux, x 27. Barbe DUWEZ, décédée le 2 février 1735 à Villers-Outréaux.

Noël MAILLOT n'est pas encore rattaché à la branche MAILLOT de Crèvecœur-Masnières. Pour connaître celle-ci, il convient de regarder l'ascendance publiée dans la revue "Cambrésis Terre d'histoire" n° 26, réponse à la question 25/2. Mais il est très probablement le petit-fils (comme tous les MAILLOT de Crèvecœur) de Jean-Baptiste MAILLOT et Marie-Joseph HARDUIN.

**Monsieur Arnaud GABET (Les Rues des Vignes, 59)**

## **INFORMATIONS ET PUBLICATIONS DE L'ASSOCIATION**

### **Informations :**

#### **Nécrologie**

\* Sincères condoléances à la famille de notre ami et membre André CARRÉ, de Bantouzelle, dont l'épouse est décédée le 12 mars dernier dans sa 77<sup>ème</sup> année.

\* Nous avons eu le regret d'apprendre le décès en avril 2000 de Monsieur Yvon PREZ, alias "Zerpy", de Villers-Outréaux, qui nous a communiqué de nombreux documents sur l'histoire de son village et notamment sur l'école Saint-Joseph et les Inventaires de l'église en 1906. Sincères condoléances à sa famille et à ses amis.

#### **Distinctions**

Monsieur Arnaud GABET, Président de l'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" a été récemment admis au sein de la Commission Historique du Nord. Il rejoint ainsi Monsieur Nicolas DHENNIN, directeur de la publication de la revue "Cambrésis Terre d'Histoire", membre de la Commission depuis quelques années.

#### **Les subventions ?**

Une fois encore, sans vouloir nous en fournir la raison, la mairie de Cambrai nous a refusé sa subvention annuelle. Rappelons qu'en décembre dernier, "Cambrésis Terre d'Histoire" avait été la seule Association d'histoire locale de l'arrondissement à accepter de participer (au titre d'association cambrésienne) à la mise en place d'une exposition rappelant l'an Mil à Cambrai.

Cela ne nous empêchera pas toutefois de poursuivre notre travail de promotion et de protection du patrimoine historique et culturel de Cambrai. Merci aux Cambrésiens qui nous encouragent régulièrement dans nos diverses démarches...

#### **Les réunions**

Les prochaines réunions de l'Association se dérouleront :

**Samedi 27 mai 2000** à Marcoing / **Samedi 24 juin 2000** à Les Rues des Vignes / **Samedi 29 juillet 2000** à Les Rues des Vignes / **Samedi 26 août 2000** à Les Rues des Vignes / **Samedi 30 septembre 2000** à Les Rues des Vignes.

Le 41<sup>ème</sup> congrès départemental des Sociétés Savantes du Nord de la France aura lieu le dimanche 15 octobre 2000 à Bapaume.

#### **"Cambrésis Terre d'Histoire" et les autres Associations**

L'Association ou certains de ses membres font partie, cotisent à, soutiennent les actions de, participent régulièrement aux travaux de et entretiennent des relations particulières avec :

- La Commission Historique du Nord.
- La Fédération des Sociétés Savantes du Nord de la France.
- L'ASPEC.
- L'Amicale Philatélique du Cambrésis.
- Le GGAC (Groupement des Généalogistes Amateurs du Cambrésis).
- L'AGFH (Association Généalogique Flandre-Hainaut).

#### **"Cambrésis Terre d'Histoire" sur INTERNET**

L'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" a le plaisir de vous informer qu'elle possède depuis peu son propre site sur INTERNET ([cambresi-terre-histoire@citeweb.net](mailto:cambresi-terre-histoire@citeweb.net)).

Grâce à ce site entièrement créé par notre membre Monsieur Raphaël WIART, les internautes pourront

désormais s'informer à partir de chez eux sur les activités et les publications passées et futures de notre Association.

Bravo et merci Raphaël pour ton impressionnant travail.

#### **Patrimoine... ?**

##### **\* Janvier 2000 :**

- L'ancien "château de l'Escaut" à Proville (encore appelée "Maison Chenu"), construit entre 1831 et 1865, qui avait fait l'objet d'un article de Jean-Claude DEFER dans la revue "Cambrésis Terre d'Histoire" n° 18 (mai 1997) a été abattu. A son emplacement, on trouvera fin 2000 seize logements pour aînés dénommée "la Roseraie"...
- Lors d'un grand spectacle musical, l'harmonie de Neuville-Saint-Rémy a restitué mille-sept cent ans d'histoire de Neuville-Saint-Rémy "depuis l'occupation saxonne de 372 jusqu'à nos jours"...

##### **\* Février 2000 :**

- Inauguration de la maison du Patrimoine d'Avesnes-les-Aubert où siègera l'association "Arts et Culture" par Monsieur Jean-Claude NAVETEUR, maire, Gabriel AUBERT, sous-préfet, Colette DESSAINT, conseiller régional, et Jean-Marie LEMAIRE, conseiller général.
- Rétrospective dans le quotidien "La Voix du Nord" de "l'édition 1911" du fameux carnaval de Solesmes...
- Sortie de trois ouvrages sur la Première Guerre mondiale à Cambrai :
  - + Bernard DELSERT. "20 novembre 1917, le triomphe des tanks à Cambrai". Éditions la Plume du Temps, collection Histoire.
  - + Wilfred Rupprecht BION. "Mémoires de Guerre Juin 1917-Janvier 1919". Éditions du Hublot.
  - + Patrick RICHARD. "Quand les ailes se déploient" (les combats aériens de la Première Guerre), chez l'auteur à Pontruët (02).
- Dans le cadre des nombreux travaux d'aménagement réalisés au cimetière de Saint-Hilaire-lez-Cambrai, la commune a procédé au dégagement des abords de la chapelle de Notre-Dame de Pitié.

##### **\* Mars 2000 :**

- A Honnecourt-sur-Escaut, deux restaurations qui se révélaient indispensables sont à signaler : nous voulons parler de la reconstitution de la scie hydraulique de Villard de Honnecourt sur la place, puis celle de l'église qui a été complètement rénovée.
- Les LAGOUTTE et l'Association des Amis de l'abbaye de Vaucelles se sont fixé pour prochain objectif de reconstruire le palais abbatial de Vaucelles datant du XVIII<sup>ème</sup> siècle et classé monument historique en 1987. En 1994, un premier chantier a déjà permis de restaurer le logis des hôtes (avant corps). Courant mars, et pour les six mois à venir, la renaissance progressera encore : restauration de l'espace d'une travée, construction d'une couverture en ardoises et aménagement du rez-de-chaussée (logis des hôtes) en un accueil plus vaste. Une souscription a été lancée pour financer ce titanique projet.
- D'ores et déjà, l'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" se propose de remettre à l'abbaye l'intégralité des bénéfices qui proviendront de la 3<sup>ème</sup> édition de l'ouvrage "Fermes et fermiers de Vaucelles"... et espère que d'autres associations et particuliers feront de même...**
- L'église de Crèvecoeur-sur-l'Escaut, qui était en travaux depuis la fin de l'année 1999 pour cause de rénovation des peintures intérieures, va bientôt être rendue définitivement au culte.
- Article dans le quotidien "La Voix du Nord" sur "l'enclave Moeuvres-Doignies-Boursies".
- Trois ouvriers du Commonwealth War Graves s'attachent à redonner une nouvelle jeunesse au cimetière britannique de Cantaing-sur-Escaut où reposent des soldats morts pour la France en septembre et octobre 1918.
- L'ancien pont qui enjambe l'Erclin rue d'Iwuy à Rieux-en-Cambrésis a été démoli puis remplacé par un nouvel ouvrage d'art.
- Monsieur Christophe DESPLANQUE, pasteur des églises réformées en Cambrésis, a consacré un sermon, ainsi qu'un article, dans "le p'tit courrier des Églises Réformées en Cambrésis" au travail de Monsieur Paul MARTIN publié dans la revue "Cambrésis Terre d'histoire" n° 26 et intitulé "Souvenirs de la Guerre 1914-1918 à Walincourt". Un grand merci pour cette précieuse communication.
- L'Archéo'site des Rues des Vignes a organisé une journée spéciale sur "la vie dans les campagnes au premier millénaire" assortie d'une exposition d'outillage agricole de cette époque.
- Dans le but de valoriser la Maison du Patrimoine d'Avesnes-les-Aubert, les élus ont donné un avis favorable pour la mise en place d'un droit d'entrée : 10 F pour les adultes, 50 F pour les groupes d'enfants...
- L'entreprise MICELLI du Cateau a procédé à la réfection de la façade et du clocher de l'église de Saint-Souplet, un édifice dont les parties les plus anciennes dateraient du XVI<sup>ème</sup> siècle...
- Dans le quotidien "La Voix du Nord", articles sur les châteaux d'Esnes et d'Honnechy.

##### **\* Avril 2000 :**

- Trois salles composent désormais la nouvelle maison du patrimoine d'Avesnes-les-Aubert. Celles-ci ont pour nom des historiens locaux : André HERBIN, Gustave PEZIN et Raymond GERNEZ.

- L'église de Crèvecœur-sur-l'Escaut qui était fermée depuis 1999 a réouvert ses portes. Tout le plâtre a été remplacé par quelques deux tonnes d'enduit spécial de ravalement résistant à l'humidité.
  - Marie-Thérèse LUCAS-CAVROIS de Sailly-les-Cambrai s'est vue remettre un premier prix départemental de restauration du patrimoine privé pour la restauration en ardoises naturelles de son colombier datant de 1753.
  - La Société d'Émulation de Cambrai a tenu sa séance solennelle dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Cambrai. Au cours de celle-ci, le chanoine Henri PLATELLE, professeur honoraire à la Faculté catholique de Lille, Président de la Commission Historique du Nord, prit la parole pour une brillante conférence consacrée à quelques "conversions spectaculaires à Cambrai au XII<sup>ème</sup> siècle".
  - Après la chapelle Notre-Dame de Bonsecours, et le calvaire situé près du stade, des paroissiens de Saint-Vaast-en-Cambrésis se sont chargés de la remise en état du calvaire édifié à l'entrée Ouest du cimetière. C'est lors de la fête des Rameaux qu'a été bénie la nouvelle croix du Christ.
  - Les vitraux de l'église Saint-Martin de Selvigny créés en 1890 par KOCH, un artiste vitrailleur de Beauvais dans l'Oise, ont repris leur place après un travail de restauration effectué par un vitrailleur lillois et ont été protégés de plaques transparentes.
  - En 1914, un hussard anglais, Patrick FOWLER, avait été caché dans une armoire de Bertry par la veuve BELMANT-GOBERT. Le soldat est resté ainsi durant quatre années protégé des occupants allemands, rusant de nuit pour déjouer leur surveillance.
- Une équipe de repérage de la BBC s'était déplacée dans la commune voilà trois ans et aujourd'hui, nous apprenons que cette aventure sera bientôt portée sur le grand écran avec Jeanne MOREAU et Romane BOHRINGER pour interprètes.
- Cambrai a fêté les villes fortifiées les 29 et 30 avril en proposant des circuits en autocar (la ligne Hindenburg, les ruines du château de Crèvecœur et de la forteresse du Catelet,...), une conférence sur l'évolution architecturale des châteaux dans le Nord de la France du début du XIII<sup>ème</sup> siècle au début du XV<sup>ème</sup> siècle, des visites guidées du château de Selles, de la citadelle, de la porte de Paris, de la Tour des Arquets,...

#### **L'A.S.P.E.C.**

Nous avons le plaisir de vous informer que notre Vice-Président, Monsieur Raphaël WIART, a intégré le conseil d'administration de l'A.S.P.E.C. (Association de Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement Cambrésien), présidé par Monsieur André LEBLON, et sera désormais notre relai auprès de cette Association, que nous soutiendrons de tout notre cœur.

Actuellement, l'Association cambrésienne a plusieurs "chevaux de bataille" :

Les infiltrations d'humidité qui nuisent à la préservation des célèbres graffiti du château de Selles, la sauvegarde de l'énigmatique porte de Corsignies située sur la route d'Escaudoevres et enfin le sort des célèbres "Pierres Jumelles" (propriété de la Société d'Émulation de Cambrai) qui s'enfoncent de plus en plus profondément dans le sol...

#### **Les manifestations**

- \* Nous vous annonçons que l'Association "De Paisloncorte à Paillencourt" a préparé une **exposition sur les combats qui se sont déroulés à Paillencourt en mai 1940**. Elle se tiendra dans la salle polyvalente de la commune de Paillencourt le samedi 20 mai de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Cette manifestation sera suivie, le dimanche 21 mai à 11 heures, de l'inauguration d'une stèle sur le Pont de Paillencourt.
- \* L'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" organise une **exposition de documents anciens et de photographies à la salle des fêtes de Fressies les 20 et 21 mai 2000**.
- \* Les Anciens Combattants de Marcoing présidés par Monsieur Jacques HARFAUX organisent une **exposition sur "l'Invasion de Mai 1940" les 27-28-29 mai 2000 à la salle des fêtes de Marcoing**. L'Association "Cambrésis Terre d'Histoire" s'associera à ces journées, et en particulier Monsieur Daniel DEBUT qui donnera une **conférence sur la Seconde Guerre mondiale à Marcoing**.
- \* L'Association met à la disposition des municipalités qui le souhaitent son **exposition sur "l'An Mil en Cambrésis"**... Nous avons déjà la réservation de Marcoing (salle de l'ancienne mairie) pour les 13, 14 et 15 juillet 2000...
- \* Quelques membres de l'Association ont participé au Congrès national des Sociétés Savantes organisé à Villeneuve-D'Ascq...
- \* L'Association participera à la **4<sup>ème</sup> fête de la Vigne** le 25 septembre 2000 sur l'Archéo'site de Les Rues des Vignes.
- \* Après Fressies, c'est l'**historique du village de Villers-Plouich** qui est envisagé. Comme d'habitude, l'article "nos villages méconnus" sera assorti de publications diverses et d'une exposition en 2001. Merci à ceux qui peuvent nous donner des documents et informations d'entrer dès maintenant en contact avec l'Association.

## Publications :

### Nos revues

La revue "Cambrésis Terre d'Histoire" est en vente :

- \* A Cambrai (Maison de la Presse, Furet du Nord, Librairie BONDUELLE, Office de Tourisme, Bibliothèque Municipale, Cora).
- \* A Caudry (Maison de la Presse).
- \* Au Cateau-Cambrésis (Maison de la Presse).
- \* A Solesmes (Maison de la Presse).
- \* A Avesnes-lez-Aubert (Maison de la Presse).
- \* A Villers-Outréaux (Maison de la Presse), à Iwuy, à Masnières (Chez Monsieur SERGENT), à Neuville-Saint-Rémy (Maison de la Presse), à Marcoing (la Civette).

Revue n° 1, 2, 3, 4, 5, 10, 11, 12 et 14 (épuisées).

Revue n° 6, 7, 8 et 9 (20,00 francs).

Revue n° 13, 15, 16, 17, 18 et 19 (25,00 francs).

Revue n° 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 (30,00 francs).

N'hésitez pas à contacter l'Association pour les numéros dont vous ne disposez pas.

N.B. : 8 F de frais d'envoi sont à rajouter par exemplaire (16 F pour 2 / 21 F pour 3 / 28 F 4 et plus).

L'inventaire détaillé du contenu de nos précédentes revues est disponible sur simple demande écrite.

### Nos livres

- \* Histoire de Blécourt épuisé
- \* L'église de Thun-Saint-Martin 110,00 francs (+ 16 F de frais de port)
- \* Honnecourt-sur-Escaut : Histoire et cadre de vie épuisé
- \* J'ai quière min villach' : Banteux par les cartes (1890-1950) épuisé
- \* Historique du Bataillon FFI de Cambrai 70,00 francs (+ 8 F de frais de port)
- \* Bantouzelle d'hier à aujourd'hui 140,00 francs (+ 21 F de frais de port)
- \* Cantaing-sur-Escaut : 2000 ans d'histoire - Les familles cantinoises à travers les archives 160,00 francs (+ 21 F de frais de port)
- \* Cattenières, notre village 150,00 francs (+ 21 F de frais de port)

### A paraître :

\* L'Association envisage de rééditer le livre "Fermes et fermiers de l'abbaye de Vaucelles". Un bon de commande est joint à cette revue si cette réédition vous intéresse. La publication interviendra dès que les 100 exemplaires auront été commandés.

\* L'Association projette d'éditer au début de l'année 2001 les articles de Monsieur Daniel DEBUT sur la Seconde Guerre mondiale à Marcoing.

---

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je souhaite m'abonner à la revue "Cambrésis Terre d'Histoire" et je m'engage à verser la somme de **90,00 francs** (soit 3 numéros / Frais de port gratuits) par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Cambrésis Terre d'Histoire".

Signature :